

La Banque Scotia affiche un solide bénéfice net de 931 millions de dollars pour le troisième trimestre et des revenus records pour un deuxième trimestre d'affilée

TORONTO, le 28 août 2009 – La Banque Scotia a déclaré aujourd'hui un bénéfice net de 931 millions de dollars pour son troisième trimestre, comparativement à 1,01 milliard de dollars pour la période correspondante de 2008. Le bénéfice net a augmenté de 7 % par rapport à celui du trimestre précédent.

Les revenus du trimestre à l'étude se sont élevés à un montant record pour le deuxième trimestre de suite, les trois secteurs d'activité ayant contribué à ces résultats. À l'échelle de la Banque, les revenus ont grimpé de 11 % en regard de ceux du trimestre correspondant de l'exercice précédent. Ces résultats ont été réalisés surtout grâce à la hausse du revenu d'intérêts net, à la forte croissance des activités liées aux marchés financiers et à l'accroissement des activités menées par les clients. Ces facteurs ont été contrebalancés par une hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances et les réductions de valeur de titres.

Le bénéfice dilué par action s'est établi à 0,87 \$, contre 0,98 \$ pour la même période de l'exercice précédent et 0,81 \$ pour le trimestre précédent. Le rendement des capitaux propres est demeuré solide à 18,0 %, contre 21,0 % pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent et 17,6 % pour le trimestre précédent. La Banque a également annoncé un dividende de 0,49 \$ par action.

« Les résultats records enregistrés par le Réseau Canadien et Scotia Capitaux pour le trimestre ainsi que l'apport considérable des Opérations internationales ont permis à la Banque Scotia de continuer à dégager un solide bénéfice dans ses principaux secteurs d'activité en dépit de la conjoncture difficile », a affirmé Rick Waugh, président et chef de la direction. « Les dotations à la provision pour pertes sur créances, y compris une augmentation de la provision générale, sont conformes à nos prévisions et à notre seuil de tolérance au risque, et nous continuons de gérer prudemment nos portefeuilles de prêts dans tous les secteurs et toutes les régions.

« Le Réseau canadien a connu un trimestre record grâce à une augmentation de 7 % de ses revenus en regard de ceux du même trimestre de l'exercice précédent. Cette hausse est principalement attribuable à l'accroissement du revenu d'intérêts net ayant découlé de la croissance de l'actif moyen en ce qui a trait aux prêts hypothécaires, aux prêts aux particuliers et aux prêts aux entreprises et aux petites entreprises. Nos réseaux de gestion de patrimoine continuent tous de bien progresser. Nous occupons le premier rang du secteur au chapitre des ventes nettes de fonds communs de placement pour un deuxième trimestre d'affilée.

« Scotia Capitaux a affiché des résultats records sur douze mois grâce à un solide rendement de tous ses produits et activités, atténué par la hausse des dotations à la provision pour pertes sur créances. Le revenu d'intérêts net a progressé considérablement en regard de celui du trimestre correspondant de l'exercice précédent grâce à la hausse des volumes de prêts et aux écarts sur les prêts amplement plus avantageux.

« Les résultats vigoureux des Opérations internationales ont été soutenus par la forte croissance du revenu d'intérêts net ayant résulté de l'amélioration des marges et de la croissance des prêts dans tout le secteur, contrebalancées par l'augmentation des dotations à la provision pour pertes sur créances et les réductions de valeur de titres.

« La situation du capital de la Banque continue de s'améliorer et elle demeure solide selon les normes internationales, ce qui lui permet de continuer à verser régulièrement des dividendes à ses actionnaires et de profiter des occasions d'expansion des affaires qui se présentent fréquemment à elle. La forte rentabilité et les bénéfices non répartis élevés ont contribué à l'amélioration de nos ratios de capital.

« Le contrôle assidu des coûts exercé par la Banque Scotia dans chacun de ses secteurs d'activité s'est traduit par un ratio de productivité de 51,0 %, comparativement à 54,3 % à la période correspondante de l'exercice précédent.

« Le deuxième semestre de 2009 est le cadre d'une amélioration de la conjoncture économique. Les résultats obtenus au cours des neuf premiers mois de l'exercice ayant été solides, la Banque maintient les objectifs qu'elle a définis au début de l'exercice. »

Résultats financiers du troisième trimestre par rapport à ceux du trimestre correspondant de l'exercice précédent :

- Bénéfice dilué par action de 0,87 \$, contre 0,98 \$
- Bénéfice net de 931 millions de dollars, comparativement à 1,01 milliard de dollars
- Rendement des capitaux propres de 18,0 %, contre 21,0 %
- Ratio de productivité de 51,0 %, comparativement à 54,3 %
- Dividende trimestriel de 0,49 \$ par action ordinaire

Résultats cumulatifs par rapport aux objectifs financiers et opérationnels de 2009 :

- 1** **Objectif :** Afficher un rendement des capitaux propres (RCP)¹⁾ se situant entre 16 % et 20 %. Pour la période de neuf mois à l'étude, la Banque Scotia a affiché un RCP de 17,5 %.
- 2** **Objectif :** Générer une croissance du bénéfice par action ordinaire (dilué) de 7 % à 12 %. Sur douze mois, le bénéfice par action a enregistré une croissance négative de 10 %.
- 3** **Objectif :** Maintenir un ratio de productivité¹⁾ inférieur à 58 %. Le ratio de la Banque Scotia a été de 53,5 % pour la période de neuf mois à l'étude.
- 4** **Objectif :** Maintenir de solides ratios de capital. À 10,4 %, le ratio du capital de catégorie 1 de la Banque Scotia demeure solide selon les normes internationales.



CHIFFRES CLÉS

	Aux dates indiquées et pour les trimestres terminés à ces dates			Pour les périodes de neuf mois terminées les	
	31 juillet 2009	30 avril 2009	31 juillet 2008	31 juillet 2009	31 juillet 2008
<i>(non vérifié)</i>					
Résultats d'exploitation <i>(en millions de dollars)</i>					
Revenu d'intérêts net	2 176	2 087	1 946	6 229	5 633
Revenu d'intérêts net (BMEF ¹⁾)	2 244	2 164	2 049	6 444	5 954
Total des revenus	3 775	3 596	3 374	10 722	9 385
Total des revenus (BMEF ¹⁾)	3 843	3 673	3 477	10 937	9 706
Dotation à la provision pour pertes sur créances	554	489	159	1 324	423
Frais autres que d'intérêts	1 959	1 886	1 889	5 855	5 352
Charge d'impôts	303	319	287	812	689
Charge d'impôts (BMEF ¹⁾)	371	396	390	1 027	1 010
Bénéfice net	931	872	1 010	2 645	2 825
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	882	821	978	2 508	2 750
Rendement de l'exploitation					
Bénéfice de base par action <i>(en dollars)</i>	0,87	0,81	0,99	2,48	2,79
Bénéfice dilué par action <i>(en dollars)</i>	0,87	0,81	0,98	2,48	2,77
Rendement des capitaux propres ¹⁾ <i>(en pourcentage)</i>	18,0	17,6	21,0	17,5	20,3
Ratio de productivité <i>(en pourcentage)</i> (BMEF ¹⁾)	51,0	51,4	54,3	53,5	55,1
Marge nette sur intérêts sur le total de l'actif moyen <i>(en pourcentage)</i> (BMEF ¹⁾)	1,76	1,71	1,79	1,66	1,78
Données du bilan <i>(en millions de dollars)</i>					
Liquidités et titres	156 157	146 060	124 079		
Prêts et acceptations	268 053	296 740	283 742		
Total de l'actif	485 856	513 567	462 407		
Dépôts	333 728	346 860	332 469		
Actions privilégiées	3 710	3 710	2 560		
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	19 687	19 198	18 801		
Actifs sous administration	207 913	196 773	207 433		
Actifs sous gestion	39 806	35 449	37 842		
Mesures du capital					
Ratio du capital de catégorie 1 <i>(en pourcentage)</i>	10,4	9,6	9,8		
Ratio du capital total <i>(en pourcentage)</i>	12,7	11,8	11,5		
Ratio des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires à l'actif pondéré en fonction du risque ¹⁾ <i>(en pourcentage)</i>	8,0	7,7	7,6		
Actif pondéré en fonction du risque <i>(en millions de dollars)</i>	221 494	241 837	225 801		
Qualité du crédit					
Montant net des prêts douteux ²⁾ <i>(en millions de dollars)</i>	2 509	2 179	1 009		
Provision générale pour pertes sur créances <i>(en millions de dollars)</i>	1 450	1 350	1 323		
Provision sectorielle <i>(en millions de dollars)</i>	48	60	–		
Montant net des prêts douteux en pourcentage des prêts et acceptations ²⁾	0,94	0,73	0,36		
Dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances en pourcentage de l'encours moyen des prêts et acceptations (annualisé)	0,66	0,56	0,23	0,53	0,22
Données sur les actions ordinaires					
Cours de l'action <i>(en dollars)</i>					
Haut	46,51	35,85	52,51	46,51	54,00
Bas	33,75	23,99	41,95	23,99	41,95
Clôture	45,92	33,94	49,98		
Actions en circulation <i>(en millions)</i>					
Moyenne (de base)	1 017	1 014	989	1 010	986
Moyenne (diluée)	1 020	1 016	994	1 013	993
F'in de la période	1 020	1 017	990		
Dividendes par action <i>(en dollars)</i>	0,49	0,49	0,49	1,47	1,43
Rendement de l'action <i>(en pourcentage)</i>	4,9	6,6	4,1	5,6	4,0
Capitalisation boursière <i>(en millions de dollars)</i>	46 858	34 518	49 475		
Valeur comptable par action ordinaire <i>(en dollars)</i>	19,29	18,88	18,99		
Ratio de la valeur de marché à la valeur comptable	2,4	1,8	2,6		
Ratio cours-bénéfice (quatre derniers trimestres)	16,6	11,8	13,4		
Autres données					
Employés	67 482	67 698	62 209		
Succursales et bureaux	2 689	2 683	2 557		

1) Mesure non conforme aux PCGR. Se reporter à la page 5 pour l'analyse de ces mesures.

2) Le montant net des prêts douteux correspond au montant des prêts douteux moins la provision spécifique pour pertes sur créances.

Principaux faits saillants

Fonds Scotia a poursuivi sur sa lancée au troisième trimestre et s'est mérité la première place, selon l'Institut des fonds d'investissement du Canada, pour le chiffre d'affaires net. La croissance a été soutenue en partie par Portefeuilles INNOVA Scotia, la nouvelle solution de fonds de fonds, dont le lancement par Fonds Scotia a été l'un des plus réussis à l'échelle du secteur pour un tel produit, en réunissant plus de 240 millions de dollars d'actifs sous gestion depuis son lancement en janvier.

Gestion de patrimoine internationale a ouvert un bureau du groupe Gestion privée Scotia à Miami. Le bureau de Miami est une plaque tournante pour les services de gestion de patrimoine de la Banque qui sont en croissance dans les Antilles et en Amérique latine.

Au cours d'un trimestre très fructueux, Scotia Capitaux a travaillé en étroite collaboration avec des clients concernant un certain nombre d'opérations importantes, notamment :

- Scotia Capitaux a agi en qualité de conseiller financier exclusif pour la China Investment Corporation (« CIC ») dans le cadre d'un placement en titres de capitaux propres de 1,5 milliard de dollars américains dans Teck Resources Limited. Cette opération marquante représente le plus important placement privé dans l'histoire du Canada et le premier placement important dans une société canadienne par l'un des plus grands fonds souverains.
- Scotia Capitaux a agi en qualité de cosyndicataire pour le premier appel public à l'épargne de 850 millions de dollars d'actions ordinaires de Genworth MI Canada Inc. Il s'agit du plus important premier appel public à l'épargne au Canada jusqu'à maintenant en 2009 et le neuvième plus important dans l'histoire du Canada.

La satisfaction du personnel et de la clientèle demeure élevée

Les employés ont continué de s'affirmer satisfaits de leur milieu de travail malgré la tourmente économique qui sévit depuis un an, selon le sondage mondial annuel ViewPoint mené auprès des employés. L'indice de satisfaction générale du personnel reste élevé à 86 %, et 88 % des employés à l'échelle mondiale sont d'avis ou fortement d'avis que leur succursale ou service est un excellent milieu de travail. La participation du personnel a beaucoup augmenté cette année pour atteindre 91 %, comparativement à 82 % en 2008. Il existe un lien entre la satisfaction des employés et le service à la clientèle, comme en témoigne la satisfaction accrue de la clientèle de la Banque Scotia. En effet, cette dernière s'est vu décerner cinq prix pour les meilleurs services bancaires dans le cadre du sondage de 2009 sur l'indice de la satisfaction de la clientèle mené par Synovate, alors qu'elle en avait obtenu quatre en 2008. La Banque Scotia a obtenu des distinctions pour les meilleurs services bancaires dans les catégories des services aux entreprises, de la planification et des services-conseils en matière de finances, de l'excellence des produits et services, de la valeur ajoutée ainsi que des taux d'intérêt et des frais de service.

Mieux servir la clientèle

Banque Scotia et Pro Hockey Life Sporting Goods Inc., détaillant spécialisé dans le hockey, ont formé une alliance stratégique pour accroître leurs chiffres d'affaires en offrant des rabais et des avantages exclusifs à la clientèle de Banque Scotia.

Le Groupe Banque Scotia a reçu des prix prestigieux

Scotia Capitaux et Banque Scotia ont été reconnus conjointement comme étant les meilleurs fournisseurs de services bancaires aux entreprises et aux institutions du Canada en 2009 par le magazine *Global Finance*. Ce prix est le fruit d'une participation conjointe de Scotia Capitaux et du groupe Transactions bancaires mondiales (« TBM ») de la Banque. Scotia Capitaux a fait valoir son site portail ainsi que ses sites et plateformes ScotiaFX et Scotia Capitaux en ligne et les services de courtage de premier ordre. Le groupe TBM a ajouté ses plateformes de gestion de la trésorerie et de financement des opérations sur le Web. Ce prix est une reconnaissance de la capacité du Groupe Banque Scotia à combler le large éventail des besoins de sa clientèle en matière de financement, d'exploitation et d'approvisionnement.

Les groupes Marchés des capitaux d'emprunt et Produits dérivés de Scotia Capitaux ont été classés au premier rang au Canada par une maison de sondages indépendante.

Banque Scotia a été reconnue comme la meilleure banque commerciale tant en Amérique centrale que dans les Antilles par le magazine *Trade Finance*. Banque Scotia est le tout premier gagnant de ce nouveau prix lancé en 2009. Ces deux prix soulignent la force de notre présence dans la région de l'ALENA et de nos capacités en commerce mondial dans de multiples régions géographiques et secteurs d'activité.

Pour la quatrième année de suite, Banque Scotia Mexique a reçu le prix de reconnaissance de la qualité de JP Morgan Chase en 2008. Cette réussite reflète la grande qualité des services de traitement des virements télégraphiques internationaux de la Banque Scotia Mexique. Le prix est accordé uniquement aux sociétés dont les activités sont d'une qualité exceptionnelle; moins de 1 % des clients de JP Morgan sont en mesure de gagner ce prix.

Responsabilité sociale

Banque Scotia fait partie des 50 sociétés les plus socialement responsables au Canada selon un rapport produit par Jantzi Research pour le magazine *Maclean's*. Banque Scotia a été reconnue en tant que l'une des quelques banques offrant du crédit dans les collectivités peu desservies ainsi que pour ses initiatives liées au VIH/SIDA.

Plus de 5 000 coureurs provenant de 8 provinces et 20 pays ont participé au 11^e demi-marathon annuel de Banque Scotia à Vancouver le 28 juin. Aux termes du défi caritatif du Groupe Banque Scotia, l'objectif de financement a été dépassé cette année et un montant impressionnant de 337 000 \$ a été recueilli à l'intention de 15 organismes de bienfaisance locaux, ce qui porte le financement total réuni depuis 11 ans à plus de 1,2 million de dollars.

Énoncés prospectifs Nos communications publiques comprennent souvent des énoncés prospectifs verbaux et écrits. Le présent document renferme ce genre d'énoncés, qui peuvent également être intégrés à d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation du commerce des valeurs mobilières du Canada ou de la Securities and Exchange Commission des États-Unis, ou à toute autre communication. De tels énoncés sont formulés aux termes des règles d'exonération de la loi américaine intitulée *Private Securities Litigation Reform Act of 1995* et de toute loi pertinente sur les valeurs mobilières en vigueur au Canada. Des énoncés prospectifs peuvent comprendre des observations concernant les objectifs de la Banque, les stratégies qu'elle emploie pour les atteindre, ses résultats financiers prévisionnels (y compris ceux relevant du domaine de la gestion du risque) et les perspectives à l'égard des activités de la Banque et de l'économie du Canada, des États Unis et du monde entier. On reconnaît habituellement les énoncés prospectifs à l'emploi de termes ou d'expressions comme « croire », « prévoir », « s'attendre à », « avoir l'intention de », « estimer », « projeter », « pourrait augmenter » et « pourrait fluctuer » et autres expressions similaires ainsi que par la conjugaison des verbes au futur et au conditionnel.

De par leur nature, les énoncés prospectifs comportent de nombreuses hypothèses, des incertitudes et des risques inhérents, tant généraux que spécifiques, ainsi que le risque que les prédictions et autres énoncés prospectifs se révèlent inexacts. La Banque conseille aux lecteurs de ne pas se fier indûment à ces énoncés étant donné que les résultats réels pourraient différer sensiblement des estimations et intentions exprimées dans ces énoncés prospectifs, en raison d'un certain nombre de facteurs importants dont plusieurs sont indépendants de sa volonté. Ces facteurs sont notamment la conjoncture économique et financière au Canada et dans le monde; les variations des taux d'intérêt et des cours du change; les liquidités; une volatilité importante et les interruptions des marchés; le défaut de tiers de respecter leurs obligations envers la Banque et envers les sociétés membres de son groupe; l'incidence des changements apportés à la politique monétaire; les modifications apportées aux lois et à la réglementation au Canada et ailleurs, notamment les changements apportés aux lois fiscales; l'incidence qu'aurait tout changement des notations de crédit attribuées à la Banque; le risque opérationnel et le risque de réputation; le risque que les modèles de gestion du risque de la Banque ne tiennent pas compte de tous les facteurs pertinents; l'exactitude et l'exhaustivité de l'information que la Banque reçoit sur sa clientèle et ses contreparties; la mise au point et le lancement de nouveaux produits et services en temps opportun sur des marchés réceptifs; la capacité de la Banque à étendre ses canaux de distribution existants, à en mettre sur pied de nouveaux et à en tirer des revenus; la capacité de la Banque à mener à terme ses acquisitions et ses autres stratégies de croissance et à intégrer les établissements acquis; les modifications des conventions et des méthodes comptables dont la Banque se sert pour présenter sa situation financière et ses résultats d'exploitation, y compris les incertitudes entourant les principales hypothèses et estimations comptables; l'incidence de l'application de modifications comptables futures; l'activité sur les marchés financiers mondiaux; la capacité de la Banque à recruter et à conserver des dirigeants clés; la confiance accordée aux tiers qui fournissent les composantes de l'infrastructure commerciale de la Banque; les changements imprévus des habitudes de dépenses et d'épargne du consommateur; les changements technologiques; la fraude perpétrée par des tiers à l'interne ou à l'extérieur de la Banque, notamment par l'utilisation inédite de nouvelles technologies pour commettre des fraudes à l'endroit de la Banque ou de ses clients; le regroupement du secteur canadien des services financiers; la présence de nouveaux concurrents et des concurrents établis; les procédures judiciaires et réglementaires; les cas de force majeure comme les tremblements de terre et les ouragans; l'incidence éventuelle de conflits internationaux et autres événements, y compris les actes terroristes et la guerre contre le terrorisme; les incidences de maladies ou d'épidémies sur les économies locales, nationales ou internationale; les perturbations des infrastructures publiques, notamment les transports, les communications, l'électricité et l'eau; de même que la capacité de la Banque à prévoir et à gérer les risques que comportent ces facteurs. Une grande partie des activités de la Banque consiste à consentir des prêts ou à affecter autrement ses ressources à certains secteurs, entreprises ou pays. Tout événement imprévu touchant ces emprunteurs, secteurs ou pays risque d'avoir une incidence défavorable importante sur les résultats financiers de la Banque, sur ses activités, sur sa situation financière ou sur ses liquidités. Ces facteurs, et d'autres encore, peuvent faire en sorte que la performance réelle de la Banque soit, dans une mesure importante, différente de celle envisagée par les énoncés prospectifs. Pour plus de renseignements, il y a lieu de se reporter à la page 62 du Rapport annuel 2008 de la Banque.

La liste des facteurs importants énoncés ci-dessus n'est pas exhaustive. Lorsqu'ils se fient à des énoncés prospectifs pour prendre des décisions à l'égard de la Banque et de ses titres, les investisseurs et les autres personnes doivent se pencher diligemment sur ces facteurs, ainsi que sur d'autres incertitudes et éventualités. La Banque ne s'engage pas à mettre à jour les énoncés prospectifs verbaux ou écrits qui peuvent être faits de temps à autre par elle ou en son nom.

La rubrique « Perspectives » contenue dans le présent document est fondée sur les opinions de la Banque; leur réalisation est incertaine. Le lecteur est prié de tenir compte des facteurs susmentionnés à la lecture de cette rubrique.

Le lecteur trouvera d'autres renseignements sur la Banque, y compris sa notice annuelle, sur le site Web de SEDAR, à www.sedar.com, ainsi que dans la section EDGAR du site Web de la SEC, à www.sec.gov.

Objectifs 2009 – Notre tableau de bord équilibré

Résultats financiers

- Rendement des capitaux propres de 16 % à 20 %
- Croissance de 7 % à 12 % du bénéfice dilué par action
- Valeur à long terme pour les actionnaires grâce à l'augmentation des dividendes et à l'appréciation du cours de l'action

Exploitation

- Ratio de productivité inférieur à 58 %
- Bonnes cotes de crédit
- Pratiques saines en matière de gouvernance d'entreprise et de conformité
- Maintien de solides ratios de capital

Cliëntèle

- Niveau élevé de satisfaction et de fidélité de la cliëntèle
- Relations plus étroites avec nos cliënts existants
- Recrutement de nouveaux cliënts

Personnel

- Niveau élevé de satisfaction et de mobilisation des employés
- Grande diversité de nos effectifs
- Engagement envers la responsabilité sociale de l'entreprise et la participation dans la collectivité

Mesures non conformes aux PCGR

Pour évaluer sa performance, la Banque a recours à diverses mesures financières. Certaines d'entre elles ne sont pas calculées selon les principes comptables généralement reconnus (les « PCGR ») ni définies par ceux-ci. Ces mesures n'ont aucune signification normalisée qui assurerait qu'elles sont cohérentes et comparables à celles du même nom utilisées par d'autres sociétés. Ces mesures non conformes aux PCGR sont utilisées dans notre rapport de gestion aux pages 4 à 21 et elles sont définies ci après :

Base de mise en équivalence fiscale

La Banque analyse le revenu d'intérêts net et le total des revenus sur une base de mise en équivalence fiscale (la « BMEF »). Cette méthode majore le revenu exonéré d'impôts gagné sur certains titres et comptabilisé dans le revenu d'intérêts net jusqu'à un montant équivalent avant impôts. Une augmentation correspondante est inscrite à la charge d'impôts, ce qui signifie qu'il n'y a aucune incidence sur le bénéfice net. La direction est d'avis que cette méthode permet d'établir une comparaison uniforme du revenu d'intérêts net découlant de sources imposables et de celui provenant de sources non imposables et qu'elle favorise une méthode cohérente de mesure. Bien que d'autres banques utilisent également la BMEF, la méthode qu'elles utilisent pourrait ne pas être comparable à celle de la Banque. Pour le trimestre à l'étude, le montant de la majoration au titre de la BMEF à l'égard du revenu d'intérêts net et de la charge d'impôts s'est élevé à 68 millions de dollars, contre 103 millions de dollars au trimestre correspondant de l'exercice précédent et 77 millions de dollars au trimestre précédent. Pour la période de neuf mois à l'étude, le montant de la majoration au titre de la BMEF à l'égard du revenu d'intérêts net et de la charge d'impôts s'est élevé à 215 millions de dollars, contre 321 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Aux fins de la présentation des informations sectorielles, le revenu d'intérêts net et la charge d'impôts des secteurs sont majorés d'un montant équivalent imposable. L'élimination de la majoration au titre de la BMEF est inscrite dans le secteur « Autres ».

Ratio de productivité (BMEF)

La direction utilise le ratio de productivité comme mesure de l'efficacité de la Banque. Ce ratio représente les frais autres que d'intérêts exprimés en pourcentage du total des revenus, sur une base de mise en équivalence fiscale.

Marge nette sur intérêts sur le total des actifs moyens (« BMEF »)

Ce ratio indique le revenu d'intérêts net, sur une base de mise en équivalence fiscale, exprimé en pourcentage du total des actifs moyens.

Levier d'exploitation

La Banque définit le levier d'exploitation comme le taux de croissance du total des revenus sur une base de mise en équivalence fiscale, moins le taux de croissance des frais.

Rendement des capitaux propres

Le rendement des capitaux propres est une mesure de rentabilité qui présente le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires exprimé en pourcentage des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires. La Banque calcule le rendement de ses capitaux propres à l'aide des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires, lesquels comprennent les actions ordinaires, les bénéfices non répartis et le cumul des autres éléments du résultat étendu.

Capital économique et rendement du capital économique

Aux fins de l'information financière interne, la Banque répartit le capital entre ses secteurs d'activité d'après leur profil de risque et selon une méthode qui tient compte du risque de crédit, du risque de marché, du risque opérationnel et des autres risques propres à chaque secteur. Le montant de capital lié au risque réparti est communément appelé capital économique. Le rendement du capital économique par secteur d'activité est calculé en fonction du capital économique qui lui est attribué.

Les méthodes de calcul du capital économique de la Banque ainsi que ses modèles d'attribution font actuellement l'objet d'un réexamen.

Ratio des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires à l'actif pondéré en fonction du risque

Le ratio des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires à l'actif pondéré en fonction du risque est une mesure financière importante pour les agences de notation et les investisseurs. Les capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires représentent la somme du total des capitaux propres et de la participation sans contrôle dans les filiales, déduction faite des actions privilégiées, des gains ou des pertes non réalisés sur les titres disponibles à la vente et sur les couvertures de flux de trésorerie, de l'écart d'acquisition et des autres actifs incorporels liés aux acquisitions (après impôts). Les capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires sont présentés en pourcentage de l'actif pondéré en fonction du risque.

Les ratios de capital réglementaire, comme le ratio de capital de catégorie 1 et le ratio du capital total, ont une signification normalisée définie par le Bureau du surintendant des institutions financières du Canada (le « BSIF »).

Résultats financiers et situation financière du Groupe

Le 28 août 2009

Au cours du trimestre, les résultats de la Banque Scotia ont continué de s'améliorer, le bénéfice net s'étant établi à 931 millions de dollars. Bien que le bénéfice net soit en baisse de 8 %, ou de 79 millions de dollars, par rapport à celui du trimestre correspondant de l'exercice précédent, il a augmenté de 7 %, ou de 59 millions de dollars, par rapport à celui du dernier trimestre, les activités de la Banque ayant dégagé un bénéfice malgré la conjoncture difficile touchant l'économie et le crédit.

La variation des résultats de la Banque par rapport à ceux du trimestre correspondant de l'exercice précédent s'explique par l'augmentation du revenu d'intérêts net et des commissions d'octroi de prêts attribuable à la croissance de l'actif et des comptes de clients, les revenus de transaction vigoureux et l'incidence favorable de la conversion des devises. Les éléments qui précèdent ont été plus que contrebalancés par l'augmentation de la dotation à la provision pour pertes sur créances et les réductions de valeur de titres détenus à des fins autres que de transaction.

La hausse du bénéfice net pour le trimestre à l'étude par rapport à celui du trimestre précédent a découlé de l'augmentation des revenus tirés des activités liées aux marchés financiers, de la croissance du revenu d'intérêts net et de la hausse des revenus liés aux fonds communs de placement et autres revenus de transaction. Ces éléments ont été contrebalancés en partie par l'augmentation de la dotation à la provision pour pertes sur créances, le recul des revenus tirés de la titrisation et l'incidence défavorable de la conversion des devises.

Le bénéfice net pour la période de neuf mois écoulée a atteint 2 645 millions de dollars, en baisse de 180 millions de dollars, ou de 6 %, par rapport à celui de la période correspondante de l'exercice précédent. Les résultats ont été soutenus par les revenus considérables tirés des activités liées aux marchés financiers, la hausse des revenus d'intérêts et de transaction attribuable à la forte croissance de l'actif, l'augmentation des revenus tirés de la titrisation et l'incidence favorable de la conversion des devises. Les éléments qui précèdent ont été plus que contrebalancés par l'augmentation de la dotation à la provision pour pertes sur créances et les réductions de valeur de titres détenus à des fins autres que de transaction. La diminution du bénéfice net pour les neuf premiers mois de l'exercice a également découlé de l'augmentation des charges et de l'incidence de la hausse du taux d'imposition effectif.

Total des revenus

Pour le trimestre écoulé, le total des revenus (sur une base de mise en équivalence fiscale) s'est établi au montant record de 3 843 millions de dollars, soit une hausse de 366 millions de dollars, ou de 11 %, par rapport à celui du trimestre correspondant de l'exercice précédent, et de 170 millions de dollars, ou de 5 %, par rapport à celui du trimestre précédent. Cette croissance sur douze mois a découlé de la hausse du revenu d'intérêts net liée à la croissance de l'actif dans tous les secteurs d'activité et à l'élargissement des écarts sur les prêts aux grandes sociétés, de l'apport considérable des activités liées aux marchés financiers, de l'augmentation des revenus tirés de la titrisation et de l'incidence favorable de la conversion des devises. Ces éléments ont été en partie compensés par l'augmentation des réductions de valeur de titres détenus à des fins autres que de transaction.

L'augmentation du total des revenus par rapport à celui du trimestre précédent est attribuable à la hausse du revenu d'intérêts net ayant découlé avant tout de l'amélioration des marges et des trois jours supplémentaires qu'a comptés le trimestre à l'étude, à la vigueur des revenus de transaction et à l'augmentation des revenus

liés aux fonds communs de placement. Cette augmentation a été partiellement contrebalancée par le recul des revenus tirés de la titrisation et l'incidence défavorable de la conversion des devises.

Le total des revenus (sur une base de mise en équivalence fiscale) de la période de neuf mois écoulée, qui s'est établi à 10 937 millions de dollars, a augmenté de 1 231 millions de dollars, ou de 13 %, par rapport à celui de la période correspondante de l'exercice précédent, en raison principalement des revenus considérables tirés des activités liées aux marchés financiers, de la hausse du revenu d'intérêts net, de l'augmentation des revenus tirés de la titrisation, de l'accroissement des commissions de crédit et des revenus de transaction et de l'incidence favorable de la conversion des devises.

Revenu d'intérêts net

Le revenu d'intérêts net (sur une base de mise en équivalence fiscale) du trimestre écoulé s'est chiffré à 2 244 millions de dollars, en hausse de 195 millions de dollars, ou de 9 %, par rapport à celui du trimestre correspondant de l'exercice précédent, et de 80 millions de dollars, ou de 4 %, en regard de celui du trimestre précédent.

Cette croissance sur douze mois est attribuable à la progression de l'actif dans tous les secteurs d'activité, aux variations avantageuses de la juste valeur des instruments financiers servant à la gestion de l'actif et du passif et à l'incidence favorable de la conversion des devises. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par le resserrement de la marge et la diminution du revenu exonéré d'impôt.

La croissance du revenu d'intérêts net par rapport à celui du deuxième trimestre est attribuable essentiellement à l'amélioration de la marge nette sur intérêts et aux trois jours supplémentaires du trimestre à l'étude. Ces facteurs ont été quelque peu atténués par l'incidence négative de la conversion des devises et la réduction des actifs.

Le revenu d'intérêts net (sur une base de mise en équivalence fiscale) pour les neuf premiers mois de l'exercice a crû de 490 millions de dollars, ou de 8 %, par rapport à celui de la période correspondante de l'exercice précédent pour s'établir à 6 444 millions de dollars. Cette croissance est attribuable à la forte progression interne de l'actif dans tous les secteurs d'activité, aux variations avantageuses de la juste valeur des instruments financiers servant à la gestion de l'actif et du passif et à l'incidence favorable de la conversion des devises. Ces facteurs ont été quelque peu atténués par la diminution du revenu exonéré d'impôt et le resserrement de la marge.

La marge sur intérêts de la Banque s'est établie à 1,76 %, contre 1,79 % pour la période correspondante de l'exercice précédent et 1,71 % pour le deuxième trimestre. Le recul de la marge sur douze mois est attribuable au repli marqué des taux d'intérêt, aux conséquences du fait que les taux s'appliquant aux actifs sont rajustés plus rapidement que ceux s'appliquant aux passifs, à l'augmentation du coût des liquidités, à la diminution du revenu exonéré d'impôt et à l'accroissement des actifs improductifs. Ces facteurs ont été atténués par l'incidence positive des variations de la juste valeur des instruments financiers servant à la gestion de l'actif et du passif et l'élargissement des écarts sur les prêts aux grandes sociétés. La marge a progressé en regard de celle du trimestre précédent grâce à l'amélioration des écarts sur les prêts aux grandes sociétés, à la diminution des actifs improductifs et aux variations avantageuses de la juste valeur des instruments financiers. Cette croissance a été contrebalancée par le recul du revenu exonéré d'impôt.

Autres revenus

Les autres revenus se sont établis à 1 599 millions de dollars pour le trimestre écoulé, en hausse de 171 millions de dollars, ou de 12 %, en regard de ceux du trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette augmentation découle des revenus de transaction vigoureux, de l'augmentation des revenus tirés de la titrisation et de l'incidence favorable de la conversion des devises.

L'accroissement des commissions de crédit et des revenus tirés des services bancaires d'investissement ainsi que les variations de la juste valeur de certains instruments financiers ont également eu des conséquences favorables. Ces hausses ont été atténuées en partie par l'augmentation des réductions de valeur des titres détenus à des fins autres que de transaction, y compris une perte de valeur inscrite à l'égard d'un placement en titres de capitaux propres dans le secteur Opérations internationales.

La progression de 90 millions de dollars, ou de 6 %, des autres revenus en regard de ceux du trimestre précédent est attribuable avant tout aux revenus de transaction et aux revenus tirés des services bancaires d'investissement vigoureux, à la hausse des revenus liés aux fonds communs de placement ainsi qu'à l'incidence favorable des variations de la juste valeur des instruments financiers. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par la diminution des revenus tirés de la titrisation et l'incidence défavorable de la conversion des devises.

Pour la période de neuf mois écoulée, les autres revenus se sont établis à 4 493 millions de dollars, en hausse de 741 millions de dollars, ou de 20 %, par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent. Ces résultats ont découlé de l'apport considérable des revenus tirés des activités liées aux marchés financiers, de l'augmentation des revenus tirés de la titrisation afin de tirer profit des conditions de financement avantageuses, de l'incidence favorable de la conversion des devises et de la hausse des commissions de crédit liée à la vigueur des activités de montage de prêts. Une croissance a également été observée quant aux revenus de transaction en raison de la hausse des activités menées par les clients. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par l'augmentation des réductions de valeur de titres et le recul des revenus tirés des services de courtage de détail.

Dotation à la provision pour pertes sur créances

La dotation à la provision pour pertes sur créances pour le trimestre écoulé s'est établie à 554 millions de dollars et elle s'est composée d'une dotation de 466 millions de dollars à la provision spécifique, d'une augmentation de 100 millions de dollars de la provision générale et d'un montant de 12 millions de dollars qui a été retranché de la provision sectorielle constituée pour le secteur de l'automobile au cours du dernier trimestre et reclassé dans la provision spécifique à l'égard de ce secteur. La dotation totale (554 millions de dollars) représente une hausse de 395 millions de dollars par rapport à celle de la période correspondante de l'exercice précédent et de 65 millions de dollars en regard de celle du trimestre précédent.

L'augmentation de la dotation pour le trimestre écoulé en regard de celle de la période correspondante de l'exercice précédent est attribuable à la hausse des dotations dans chacun des trois secteurs d'activité. Une analyse plus complète du risque de crédit est fournie ci-après.

Frais autres que d'intérêts et productivité

Les frais autres que d'intérêts se sont établis à 1 959 millions de dollars pour le trimestre à l'étude, en hausse de 70 millions de dollars, ou de 4 %, par rapport à ceux du trimestre correspondant de l'exercice précédent. L'augmentation sur douze mois a découlé avant

tout des acquisitions et des autres mesures visant à favoriser la croissance, atténuées par les efforts soutenus de limitation des coûts.

Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 73 millions de dollars, ou de 4 %, d'un trimestre à l'autre. Cette hausse est surtout attribuable à l'augmentation de la rémunération liée au rendement en raison de la montée des revenus de transaction et à l'accroissement de la rémunération à base d'actions. Ces facteurs ont été compensés en partie par l'incidence favorable de la conversion des devises.

Les frais autres que d'intérêts pour la période de neuf mois à l'étude se sont chiffrés à 5 855 millions de dollars, en hausse de 503 millions de dollars, ou de 9 %, par rapport à ceux de 5 352 millions de dollars inscrits pour la période correspondante de l'exercice précédent. L'incidence défavorable de la conversion des devises a représenté 116 millions de dollars de cette augmentation, tandis que les acquisitions ont contribué à hauteur de 230 millions de dollars. Le reste de la hausse est attribuable à la rémunération liée au rendement, en raison des revenus de transaction vigoureux, ainsi qu'aux salaires et avantages sociaux se rapportant aux nouvelles succursales ouvertes.

Le ratio de productivité s'est établi à 51,0 % pour le trimestre à l'étude, contre 54,3 % pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent, et 51,4 % au deuxième trimestre. Le levier d'exploitation de la Banque pour le trimestre à l'étude calculé par rapport aux résultats de la période correspondante de l'exercice précédent s'est établi à 6,8 %, tandis qu'il s'est chiffré à 0,8 % lorsque calculé par rapport aux résultats du deuxième trimestre. Calculé de la même façon, le levier d'exploitation pour la période de neuf mois écoulée s'est chiffré à 3,3 %.

Impôts

Le taux d'imposition effectif pour le trimestre à l'étude s'est établi à 24,0 %, comparativement à 21,7 % pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent et à 26,1 % au trimestre précédent. La hausse sur douze mois s'explique principalement par l'augmentation des ajustements aux actifs d'impôts futurs visant à rendre compte des réductions du taux d'imposition ainsi que par la diminution du revenu de dividendes exonéré d'impôt. Ces éléments ont été contrebalancés en partie par la réduction du taux d'imposition prévu par la loi au Canada. Le recul des impôts en regard de ceux du dernier trimestre est principalement attribuable à l'augmentation du revenu dans des territoires où les taux d'imposition sont moins élevés. Ces facteurs ont été compensés en partie par le repli du revenu de dividendes exonéré d'impôt.

Le taux d'imposition effectif pour les neuf premiers mois de l'exercice s'est établi à 22,9 %, contre 19,1 % pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Gestion du risque

Les pratiques et politiques de la Banque en matière de gestion du risque n'ont pas changé par rapport à ce qui est énoncé aux pages 62 à 76 du Rapport annuel 2008.

Risque de crédit

La dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances a été de 466 millions de dollars pour le trimestre à l'étude, comparativement à 159 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent et aux 402 millions de dollars comptabilisés au trimestre précédent.

La dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances liée aux portefeuilles du Réseau canadien s'est chiffrée à 170 millions de dollars, en hausse de 71 millions de dollars par rapport à celle inscrite au trimestre correspondant de l'exercice précédent mais en baisse de 8 millions de dollars par rapport à celle

comptabilisée le trimestre précédent. Les dotations à l'égard des prêts aux particuliers ont augmenté sur douze mois et ont porté principalement sur les prêts automobiles indirects et les prêts aux particuliers non garantis. L'augmentation des dotations à l'égard des prêts aux entreprises a été partiellement contrebalancée par la réduction de celles inscrites à l'égard des services bancaires aux petites entreprises. L'augmentation des dotations à l'égard des prêts sur cartes de crédit et des prêts aux particuliers en regard de celles du trimestre précédent a été plus que contrebalancée par la diminution des provisions inscrites à l'égard des prêts automobiles indirects et des prêts aux entreprises et aux petites entreprises.

La dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances du secteur Opérations internationales a été de 179 millions de dollars, contre 56 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent et 115 millions de dollars pour le trimestre précédent. L'augmentation sur douze mois des dotations inscrites à l'égard des prêts aux particuliers et aux entreprises est attribuable à la conjoncture économique difficile ainsi qu'à la croissance des prêts aux particuliers ayant découlé des acquisitions. En outre, des reprises considérables avaient été inscrites au cours du trimestre correspondant de l'exercice précédent à l'égard des provisions sur prêts aux entreprises. En regard de celles du trimestre précédent, les dotations inscrites à l'égard des prêts aux entreprises et aux particuliers ont augmenté dans l'ensemble, en raison de l'inscription au dernier trimestre d'une reprise de 29 millions de dollars visant des provisions qui n'étaient plus nécessaires à l'égard de certains portefeuilles de prêts aux particuliers au Mexique.

La dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances de Scotia Capitaux pour le trimestre s'est établie à 117 millions de dollars, comparativement à 4 millions de dollars au trimestre correspondant de l'exercice précédent et à 109 millions de dollars pour le trimestre précédent. Les nouvelles dotations inscrites au cours du trimestre à l'étude se rapportent principalement à plusieurs comptes au Canada et aux États-Unis, y compris un montant de 11 millions de dollars qui a été reclassé à partir de la provision sectorielle constituée pour le secteur de l'automobile au cours du dernier trimestre.

Le montant total net des prêts douteux, déduction faite de la provision spécifique pour pertes sur créances, totalisait 2 509 millions de dollars au 31 juillet 2009, en hausse de 330 millions de dollars par rapport au montant total pour le trimestre précédent. Cette augmentation a surtout touché les Opérations internationales.

La provision générale pour pertes sur créances s'établissait à 1 450 millions de dollars au 31 juillet 2009, en hausse de 100 millions de dollars par rapport à celle du trimestre précédent. La provision sectorielle constituée pour le secteur de l'automobile au cours du dernier trimestre s'établissait à 48 millions de dollars au 31 juillet 2009, compte tenu du reclassement de 12 millions de dollars de celle-ci dans la provision spécifique au cours du trimestre. Une tranche de 11 millions de dollars de ce reclassement avait trait à Scotia Capitaux.

Risques liés au secteur de l'automobile

L'exposition directe de la Banque au risque lié aux prêts (aux grandes sociétés et aux entreprises) dans le secteur de l'automobile en Amérique du Nord et en Europe a reculé pour s'établir à 4,3 milliards de dollars au 31 juillet 2009 et elle est composée des éléments suivants :

<i>(en milliards de dollars)</i>	Aux		
	31 juillet 2009	30 avril 2009	31 octobre 2008
Prêts consentis à des équipementiers	0,2 \$	0,2 \$	0,5 \$
Prêts consentis à des sociétés de financement	1,0	1,1	1,2
Prêts consentis à des fabricants de pièces de rechange	0,6	0,8	0,7
Prêts consentis à des concessionnaires	2,5	2,9	2,8
Total	4,3 \$	5,0 \$	5,2 \$

Environ 29 % de ces prêts sont jugés de première qualité, soit par une agence externe soit en fonction du système de notation de la Banque. Ce taux est comparable à celui du trimestre précédent mais il a reculé par rapport à celui de 63 % au 31 octobre 2008. Les prêts sont généralement de premier rang dans la structure du capital des emprunteurs. La diminution de la proportion des prêts de première qualité depuis la fin de l'exercice était prévue, en partie en raison du remboursement d'un compte de première qualité d'un équipementier important et du transfert entre les portefeuilles. Le ratio de perte de ce portefeuille depuis le début de l'exercice, soit les pertes sur prêts spécifiques en pourcentage de l'exposition moyenne liée aux prêts, s'est établi à 47 points de base sur une base annualisée.

La Banque assure une gestion active du risque auquel elle est exposée dans ce secteur. La Banque axe ses efforts sur ses relations avec des concessionnaires multiples importants et des fabricants de pièces présentant une saine diversification sur le plan géographique et sur celui de la fabrication de pièces originales, et elle a réduit son exposition au risque lié aux équipementiers nord-américains. Des essais dans des conditions critiques à l'égard des risques liés aux participants du secteur de l'automobile autres que des particuliers sont effectués de façon régulière, en tenant compte d'un certain nombre de situations possibles, y compris la possibilité que des équipementiers nord-américains se trouvent en situation de défaut et les conséquences sur les fournisseurs de pièces, les sociétés de financement et les concessionnaires.

Les équipementiers nord-américains ont récemment opéré une restructuration, ce qui a entraîné une réduction de la production future ainsi que la diminution des activités en Amérique du Nord. À cet effet, la Banque a constitué une provision sectorielle de 60 millions de dollars au trimestre précédent à l'égard de ses prêts automobiles autres qu'à des particuliers en Amérique du Nord relativement aux pertes individuelles qui devraient être subies au cours des trimestres à venir. Au cours du troisième trimestre, une tranche de 12 millions de dollars de la provision sectorielle a été reclassée dans la provision spécifique pour pertes sur créances. La direction est d'avis que cette provision sectorielle suffira pour répondre aux besoins de ce secteur d'activité.

Titres adossés à des prêts automobiles à des particuliers

La Banque détient des titres adossés à des prêts automobiles à des particuliers d'une valeur de 7,2 milliards de dollars (7,8 milliards de dollars au 31 octobre 2008), qui sont classés comme étant disponibles à la vente. La quasi-totalité de ces titres sont adossés à des créances, seuls 5 % de ceux-ci représentant des contrats de location. Les titres adossés à des créances sont liés à des contrats de vente à tempérament (les « prêts »), lesquels sont en majeure partie acquis au moyen d'une facilité de crédit renouvelable de 6 milliards de dollars US servant à acheter des titres adossés à des prêts automobiles à des particuliers aux États-Unis et au Canada

auprès d'une société de financement automobile nord-américaine. La durée résiduelle jusqu'au renouvellement de cette facilité est de moins d'un an et demi, et celle-ci a été modifiée au cours de l'exercice précédent de manière à permettre au vendeur, pendant une période limitée, de céder à la Banque des créances canadiennes plutôt que des créances américaines. Cette facilité a été structurée de manière à fournir des rehaussements de crédit sous la forme d'un surmontissement accordé au moment de l'achat des prêts, ce qui fait qu'il n'est pas nécessaire de s'en remettre au vendeur pour l'obtention de rehaussements de crédit. Eu égard à chaque achat subséquent qui est effectué aux termes de la facilité de crédit renouvelable, le rehaussement de crédit correspond à un multiple des plus récentes données recueillies sur les pertes pour l'ensemble du portefeuille géré du vendeur.

La Banque soumet ces titres adossés à des créances à des essais dans des conditions critiques. Aux termes de différents scénarios d'essais, la perte sur ce portefeuille de titres adossés à des prêts automobiles à des particuliers est conforme au niveau de tolérance au risque de la Banque. Environ 87 % de ces titres sont cotés AAA par une agence de notation externe et ils ont une durée moyenne d'à peu près deux ans.

Ces titres sont inscrits à leur juste valeur et les variations de cette juste valeur sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat étendu. La Banque a inscrit une perte non réalisée cumulative avant impôts de 126 millions de dollars dans le cumul des autres éléments du résultat étendu (272 millions de dollars au 31 octobre 2008). Bien que la qualité du crédit ait reculé dans une certaine mesure, cette perte non réalisée a principalement trait à l'élargissement des écarts de taux. Étant donné que la Banque a la capacité et l'intention de détenir ces titres jusqu'à ce que leur juste valeur soit recouvrée, ce qui pourrait se produire à l'échéance, ces pertes non réalisées sont considérées comme temporaires.

Autres

En outre, la Banque fournit des concours de trésorerie aux fonds multicédants qu'elle parraine ainsi qu'à des fonds multicédants parrainés par des tiers, de manière à soutenir les prêts automobiles et les actifs de location contenus dans ces fonds multicédants. Pour plus de renseignements à ce sujet, se reporter aux rubriques « Fonds multicédants parrainés par la Banque » à la page 13 et « Concours de trésorerie fournis à des fonds multicédants non parrainés par la Banque » à la page 14.

Risque de marché

La valeur à risque (« VAR ») est une mesure clé du risque de marché lié aux activités de transaction de la Banque. Au troisième trimestre, la VAR quotidienne moyenne s'est élevée à 15,5 millions de dollars, contre 15,8 millions de dollars au cours du trimestre correspondant de l'exercice précédent. L'augmentation de la volatilité des marchés a entraîné une augmentation de la VAR à l'égard de tous les facteurs de risque. Cette augmentation a été plus que contrebalancée par l'accroissement de la diversification de ces facteurs. En comparaison avec celle du deuxième trimestre, la VAR quotidienne moyenne a diminué, passant de 16,0 millions de dollars à 15,5 millions de dollars, en partie grâce aux avantages tirés de la diversification.

Facteur de risque (en millions de dollars)	Moyenne pour les trimestres terminés les		
	31 juillet 2009	30 avril 2009	31 juillet 2008
Taux d'intérêt	15,5 \$	15,9 \$	13,0 \$
Actions	5,0	4,0	3,5
Change	2,3	2,2	0,9
Marchandises	3,2	2,9	3,0
Effet de la diversification	(10,5)	(9,0)	(4,6)
VAR à l'échelle de la Banque	15,5 \$	16,0 \$	15,8 \$

Des pertes de transaction ont été subies pendant six jours au troisième trimestre, contre neuf jours au trimestre précédent. Ces pertes se situent largement à l'intérieur des limites prévues par la méthode de la VAR.

Risque d'illiquidité

La Banque maintient un avoir considérable en actifs liquides pour soutenir ses activités. De façon générale, elle peut vendre ces actifs ou les donner en nantissement en vue d'honorer ses engagements. Au 31 juillet 2009, les actifs liquides s'élevaient à 134 milliards de dollars, ou 27 % du total de l'actif, contre 122 milliards de dollars, ou 24 % du total de l'actif, au 30 avril 2009. Ces actifs se composaient de titres à hauteur de 77 % (71 % au 30 avril 2009), ainsi que d'autres actifs liquides comprenant des espèces et des dépôts auprès d'autres banques à hauteur de 23 % (29 % au 30 avril 2009).

Dans le cours de ses activités quotidiennes, la Banque affecte des titres et d'autres actifs en nantissement afin de garantir des obligations, de participer à des systèmes de compensation ou de règlement ou encore d'exercer des activités à l'étranger. Elle peut également mettre des titres en pension. Au 31 juillet 2009, le total des actifs donnés en nantissement ou mis en pension s'établissait à 85 milliards de dollars, comparativement à 99 milliards de dollars au 30 avril 2009. Le recul de ce total par rapport à celui du trimestre précédent est attribuable à la réduction des actifs donnés en nantissement auprès d'administrations publiques étrangères et de banques centrales ainsi qu'à la diminution des titres mis en pension. La Banque pourrait être tenue de fournir des garanties supplémentaires advenant que les cotes de crédit de certains contrats dérivés négociés hors bourse soient abaissées. La Banque a accès à suffisamment de garanties pour s'assurer de s'acquitter de ses obligations dans l'éventualité de l'abaissement de ses cotes de crédit par une ou plusieurs agences de notation.

Opérations entre apparentés

Les politiques et procédures de la Banque ayant trait aux opérations entre apparentés, décrites aux pages 82 et 134 du Rapport annuel 2008, n'ont pas été modifiées. Toutes les opérations avec des apparentés ont continué d'être effectuées aux conditions du marché.

Bilan

Au 31 juillet 2009, le total de l'actif de la Banque s'élevait à 486 milliards de dollars, en baisse de 22 milliards de dollars par rapport à ce qu'il était au 31 octobre 2008, en raison principalement de l'incidence défavorable de 19 milliards de dollars de la conversion des devises. La diminution des prêts, des actifs dérivés, des liquidités et des titres pris en pension a été annulée par la croissance des titres.

Le total des titres a augmenté de 38 milliards de dollars depuis le 31 octobre 2008. Les titres disponibles à la vente ont augmenté de 25 milliards de dollars, en raison principalement de la quantité accrue de titres adossés à des créances hypothécaires garantis par le gouvernement canadien et de titres de créance du gouvernement

canadien détenus. Au cours des neuf premiers mois de l'exercice, les titres adossés à des créances hypothécaires LNH canadiennes détenus par la Banque ont augmenté de 14 milliards de dollars, en raison principalement de la conversion de prêts hypothécaires assurés en titres adossés à des créances hypothécaires. Les titres détenus à des fins de transaction ont augmenté de 11 milliards de dollars en raison de la quantité accrue de titres de créance du gouvernement canadien détenus. Les placements comptabilisés à la valeur de consolidation ont augmenté de 2 milliards de dollars en raison surtout de l'achat d'une participation considérable dans CI Financial Corp. (« CI Financial »).

Au 31 juillet 2009, le gain non réalisé sur les titres disponibles à la vente, compte non tenu des couvertures, se chiffrait à 45 millions de dollars, ce qui représente une progression de 1 553 millions de dollars en regard du montant inscrit au trimestre précédent et de 1 273 millions de dollars en regard du montant inscrit au 31 octobre 2008. Cette progression est avant tout attribuable à l'augmentation de la valeur des titres de créance et de capitaux propres ayant découlé du redressement des marchés financiers ainsi qu'aux pertes de valeur inscrites à l'égard de titres.

Le portefeuille de prêts de la Banque a diminué de 32 milliards de dollars depuis le 31 octobre 2008, compte tenu de l'incidence défavorable de 9 milliards de dollars de la conversion des devises. Pour ce qui est des prêts aux particuliers, les prêts hypothécaires à l'habitation ont reculé de 17 milliards de dollars en raison principalement de la conversion de prêts hypothécaires assurés en titres adossés à des créances hypothécaires et des opérations de titrisation de 9 milliards de dollars supplémentaires dans le cadre du programme d'obligations hypothécaires et du programme d'achat de prêts hypothécaires assurés du gouvernement du Canada. Les prêts aux particuliers ont augmenté de 3 milliards de dollars, principalement au Canada.

Les prêts aux entreprises et aux administrations publiques ont reculé de 17 milliards de dollars depuis le 31 octobre 2008, ou de 10 milliards de dollars compte non tenu de l'incidence de la conversion des devises. Les prêts de Scotia Capitaux ont diminué de 8 milliards de dollars, et cette baisse a surtout touché les prêts aux grandes sociétés aux États-Unis en raison de l'incidence négative de la conversion des devises et du remboursement d'importants prêts-relais et autres prêts. Les prêts du Réseau canadien et des Opérations internationales ont reculé respectivement de 4 milliards de dollars et de 5 milliards de dollars. La baisse au sein des Opérations internationales a principalement été enregistrée en Asie et dans la région des Antilles et de l'Amérique centrale.

Au 31 juillet 2009, le total du passif se chiffrait à 462 milliards de dollars, en baisse de 24 milliards de dollars par rapport à ce qu'il était au 31 octobre 2008, en raison principalement de l'incidence défavorable de 19 milliards de dollars de la conversion des devises. Le recul des dépôts, des passifs dérivés et des autres passifs, soit principalement des garanties en trésorerie reçues de clients, a été annulé par la croissance des obligations relatives aux titres vendus à découvert et aux débiteures subordonnées.

Le total des dépôts a reculé de 13 milliards de dollars, mais il a augmenté de 1 milliard de dollars compte non tenu des fluctuations des devises. Les dépôts de particuliers ont progressé de 5 milliards de dollars grâce surtout à la croissance des comptes d'épargne à intérêt élevé au Canada. Cette croissance a été contrebalancée par le recul des dépôts d'entreprises, d'administrations publiques et de banques.

Le total des capitaux propres a augmenté de 1,8 milliard de dollars depuis le 31 octobre 2008. Cette hausse est attribuable au capital autogénéré, qui s'est élevé à 1 012 millions de dollars, et à l'émission pour 939 millions de dollars d'actions ordinaires et pour 850 millions de dollars d'actions privilégiées (des actions ordinaires d'une valeur de 500 millions de dollars et des actions privilégiées à

dividende non cumulatif d'une valeur de 250 millions de dollars ont été émises dans le cadre de l'acquisition de CI Financial). Ces facteurs ont été contrebalancés par l'augmentation de 1 milliard de dollars des pertes inscrites dans le cumul des autres éléments du résultat étendu. Ces pertes ont découlé de l'augmentation de 1,9 milliard de dollars des pertes de change non réalisées liées à l'appréciation du dollar canadien, contrebalancée en partie par l'augmentation du gain non réalisé sur les titres disponibles à la vente.

Gestion du capital

La Banque tient à maintenir un solide capital afin de contrer les risques liés à ses diverses activités commerciales. Le cadre de gestion du capital de la Banque comporte un processus interne exhaustif d'évaluation de la suffisance du capital visant à assurer que la Banque dispose d'un capital amplement suffisant pour lui permettre de faire face aux risques actuels et futurs et d'atteindre ses objectifs stratégiques. Les principales composantes du processus interne d'évaluation de la suffisance du capital de la Banque comprennent une saine gouvernance d'entreprise, l'établissement de cibles en matière de capital fondées sur les risques, une gestion et une surveillance du capital sur une base courante mais aussi prospective et l'utilisation de paramètres financiers appropriés qui mettent en corrélation le risque et le capital, notamment les mesures du capital réglementaire. Les pratiques de la Banque en matière de gestion du capital n'ont pas changé par rapport à ce qui est énoncé aux pages 38 à 42 du Rapport annuel 2008.

Ratios de capital

La Banque continue à maintenir un capital solide. Au 31 juillet 2009, le ratio du capital de catégorie 1 et le ratio du capital total se chiffraient respectivement à 10,4 % et à 12,7 %, comparativement à 9,6 % et à 11,8 % au 30 avril 2009.

L'accroissement du ratio du capital de catégorie 1 au cours du trimestre à l'étude a découlé en grande partie de l'augmentation du capital autogénéré, de l'émission d'instruments de capitaux propres de catégorie 1 innovateurs d'une valeur de 650 millions de dollars et de la baisse de l'actif pondéré en fonction du risque dans la plupart des secteurs d'activité. Le ratio du capital total a aussi été tributaire du rachat de débiteures subordonnées d'une valeur de 325 millions de dollars. L'appréciation du dollar canadien n'a pas eu de conséquences notables sur les ratios de capital, étant donné que la réduction du capital suscitée par la hausse des pertes non réalisées sur les écarts de conversion a été contrebalancée par la diminution de l'actif pondéré en fonction du risque ayant découlé de la conversion des devises.

Le ratio des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires s'établissait à 8,0 % au 31 juillet 2009, ce qui représente une croissance considérable en regard du ratio de 7,7 % au 30 avril 2009.

Instruments financiers

Compte tenu de la nature des principales activités commerciales de la Banque, les instruments financiers occupent une grande place dans le bilan, et ils font partie intégrante des activités de la Banque. Différentes mesures reflètent le niveau de risque associé au portefeuille d'instruments financiers de la Banque. Certaines de ces mesures sont exposées plus en détail à la rubrique « Gestion du risque », à la page 7.

Les méthodes servant à établir la juste valeur des instruments financiers sont présentées aux pages 78 et 79 du Rapport annuel 2008. La direction doit faire appel à son jugement à l'égard des données d'évaluation lorsque des données du marché observables ne sont pas disponibles, ainsi que dans le choix des modèles d'évaluation. L'incertitude relative à ces estimations et à ces

jugements pourrait avoir une incidence sur la juste valeur et les résultats financiers comptabilisés.

Au cours du trimestre à l'étude, les variations de la juste valeur des instruments financiers ont généralement découlé de la conjoncture normale en ce qui a trait à l'économie, au secteur et au marché.

Au 31 juillet 2009, le total du montant nominal de référence des instruments dérivés s'établissait à 1 625 milliards de dollars, contre 1 562 milliards de dollars au 31 octobre 2008, l'augmentation des dérivés sur taux d'intérêt ayant été en partie contrebalancée par le recul des contrats dérivés de change et de crédit. La proportion des dérivés détenus à des fins de transaction et celle des dérivés détenus à des fins autres que de transaction ou à des fins de gestion de l'actif et du passif sont demeurées généralement inchangées. Le montant du risque de crédit équivalent, compte tenu de l'incidence des accords généraux de compensation, s'élevait à 20,4 milliards de dollars, contre 28,5 milliards de dollars à la fin de l'exercice précédent.

Principaux instruments de crédit

Titres adossés à des créances hypothécaires

Portefeuille de titres détenus à des fins autres que de transaction

Le total des titres adossés à des créances hypothécaires classés comme étant disponibles à la vente représentait environ 4 % du total de l'actif de la Banque au 31 juillet 2009, et ces titres sont présentés dans le tableau ci-dessous. Au cours de l'exercice, les titres adossés à des créances hypothécaires LNH canadiennes détenus par la Banque ont augmenté de 14 milliards de dollars, en raison principalement de la conversion de prêts hypothécaires assurés en titres adossés à des créances hypothécaires. L'exposition aux prêts hypothécaires à risque élevé aux États-Unis est négligeable.

Portefeuille de transaction

Le total des titres adossés à des créances hypothécaires classés dans les titres détenus à des fins de transaction représentait moins de 0,1 % du total de l'actif de la Banque au 31 juillet 2009, et ces titres sont présentés dans le tableau ci-dessous.

Titres adossés à des créances hypothécaires

Valeur comptable (en millions de dollars)	Au 31 juillet 2009	
	Portefeuille de titres détenus à des fins autres que de transaction	Portefeuille de transaction
Titres adossés à des créances hypothécaires LNH canadiennes ¹⁾	21 469 \$	216 \$
Titres adossés à des créances hypothécaires commerciales	58 ²⁾	43 ³⁾
Titres adossés à d'autres créances hypothécaires à l'habitation	98	–
Total	21 625 \$	259 \$

Valeur comptable (en millions de dollars)	Au 31 octobre 2008	
	Portefeuille de titres détenus à des fins autres que de transaction	Portefeuille de transaction
Titres adossés à des créances hypothécaires LNH canadiennes ¹⁾	6 294 \$	184 \$
Titres adossés à des créances hypothécaires commerciales	123 ²⁾	47 ³⁾
Titres adossés à d'autres créances hypothécaires à l'habitation	55	–
Total	6 472 \$	231 \$

1) La Société canadienne d'hypothèques et de logement offre une garantie de paiement en temps opportun aux investisseurs dans des titres adossés à des créances hypothécaires LNH.

2) Les actifs sous-jacents aux titres adossés à des créances hypothécaires commerciales dans le portefeuille de titres détenus à des fins autres que de transaction se rapportent à des propriétés non canadiennes.

3) Les actifs sous-jacents aux titres adossés à des créances hypothécaires commerciales dans le portefeuille de transaction se rapportent à des propriétés canadiennes.

Accord de Montréal sur le papier commercial adossé à des actifs (le « PCAA »)

Par suite de la restructuration du PCAA visé par l'accord de Montréal, au cours du premier trimestre, la Banque a reçu des titres assortis d'échéances plus longues qui sont classés comme étant disponibles à la vente. Environ 80 % de ces nouveaux billets se composent de billets de catégories A-1 et A-2 de première qualité. La valeur comptable de 144 millions de dollars des billets de la Banque représente environ 62 % de leur valeur nominale. Compte tenu de la conjoncture actuelle des marchés, la Banque n'a pas inscrit de gain net ni de perte nette au cours du trimestre à l'étude.

Dans le cadre de la restructuration, la Banque a accès à une facilité de financement sur marge qui est comptabilisée comme un engagement de prêts non provisionné. La tranche de la facilité revenant à la Banque s'élève à 200 millions de dollars et aucun montant n'a été prélevé sur celle-ci à l'heure actuelle.

Titres adossés à des créances avec flux groupés et titres adossés à des prêts avec flux groupés

Portefeuille de titres détenus à des fins autres que de transaction

La Banque détient des placements dans des titres adossés à des créances avec flux groupés (« TCFG ») et des titres adossés à des prêts avec flux groupés (« TPFPG ») dans son portefeuille de titres détenus à des fins autres que de transaction, lesquels titres sont essentiellement classés comme étant disponibles à la vente. Les TCFG et les TPFPG s'exposent habituellement au risque lié au crédit structuré soit de façon synthétique par le recours à des dérivés de crédit, soit en raison des placements sous forme de prêts à des sociétés ou d'obligations de sociétés et de la détention de tels prêts ou obligations. Ces placements sont comptabilisés à leur juste valeur dans le bilan consolidé de la Banque. Les variations de la juste valeur des TCFG et TPFPG fondés sur des actifs liquides sont inscrites dans les autres éléments du résultat étendu, sauf si la juste valeur a subi une perte de valeur durable, laquelle est alors inscrite dans les résultats nets. Les variations de la juste valeur des TCFG et TPFPG synthétiques sont comptabilisées dans les résultats nets. La quasi-totalité des actifs de référence des placements de la Banque dans des TCFG et des TPFPG sont des titres de sociétés, et il n'y a pas de titres adossés à des créances hypothécaires américaines.

Au 31 juillet 2009, l'exposition résiduelle à l'égard des TCFG s'établissait à 412 millions de dollars (393 millions de dollars au 30 avril 2009; 420 millions de dollars au 31 octobre 2008), dont une

tranche de 92 millions de dollars est comprise dans le cumul des autres éléments du résultat étendu (105 millions de dollars au 30 avril 2009; 83 millions de dollars au 31 octobre 2008). Cette variation depuis le début de l'exercice est attribuable à l'arrivée à échéance et à la vente d'un TCFG, à la conversion des devises et aux variations avantageuses de la juste valeur au cours de cette période. Ce portefeuille est bien diversifié, chaque TCFG se chiffrant en moyenne à 19 millions de dollars et la pondération moyenne des titres par secteur ne dépassant jamais 25 % du portefeuille. Compte tenu de leur valeur comptable, la cote moyenne pondérée des TCFG est de BBB. Plus de 11 % de ces placements se situent dans la tranche prioritaire, avec une subordination de 10 % ou supérieure, et 16 % des placements se situent dans la tranche de dernier rang.

Au cours du trimestre à l'étude, la Banque a inscrit un gain avant impôts de 73 millions de dollars dans le bénéfice net (perte de 24 millions de dollars pour le trimestre terminé le 31 juillet 2008) et un gain avant impôts de 13 millions de dollars dans les autres éléments du résultat étendu (perte de 2 millions de dollars pour le trimestre terminé le 31 juillet 2008), en raison des variations de la juste valeur des TCFG.

Au 31 juillet 2009, la juste valeur des placements de la Banque dans des TCFG se chiffrait à 506 millions de dollars (439 millions de dollars au 30 avril 2009; 660 millions de dollars au 31 octobre 2008), déduction faite de pertes non réalisées de 473 millions de dollars comptabilisées dans le cumul des autres éléments du résultat étendu (651 millions de dollars au 30 avril 2009; 436 millions de dollars au 31 octobre 2008). Ce portefeuille est bien diversifié, chaque TCFG se chiffrant en moyenne à 5 millions de dollars et la pondération moyenne des titres par secteur ne dépassant jamais 13 % du portefeuille. D'après leur valeur comptable, ces TCFG ont une cote moyenne pondérée de AA. Plus de 90 % de ces placements se situent dans la tranche prioritaire, avec une subordination de 10 % ou supérieure. Seulement 2 % de ces placements se situent dans la tranche de dernier rang.

Au cours du trimestre à l'étude, la Banque a inscrit une perte avant impôts de 11 millions de dollars dans le bénéfice net (perte de 1 million de dollars pour le trimestre terminé le 31 juillet 2008) et un gain avant impôts de 178 millions de dollars dans les autres éléments du résultat étendu (perte de 20 millions de dollars pour le trimestre terminé le 31 juillet 2008), en raison des variations favorables de la juste valeur des TCFG. Bien que la juste valeur de ces placements ait diminué, la Banque a la capacité et l'intention de conserver ces titres jusqu'à ce que leur juste valeur soit recouvrée, soit possiblement à l'échéance. Ces pertes non réalisées sont considérées comme temporaires.

La variation de la juste valeur des TCFG et des TCFG découle essentiellement des variations des écarts de taux et des taux de subordination résiduels. Selon les positions détenues au 31 juillet 2009, un accroissement de 50 points de base des écarts de taux visés entraînerait une réduction avant impôts d'environ 10 millions de dollars du bénéfice net et de 13 millions de dollars des autres éléments du résultat étendu.

Portefeuille de transaction

La Banque détient également des TCFG synthétiques dans son portefeuille de transaction, en raison des activités de montage et de gestion menées auprès de clients et d'autres institutions financières. Le total des TCFG du portefeuille de transaction qui ont été acquis ou cédés s'est établi comme suit :

En cours (<i>en millions de dollars</i>)	Au 31 juillet 2009	
	Valeur nominale	Juste valeur positive/négative
TCFG – protection vendue	6 250 \$	(1 875)\$
TCFG – protection achetée	6 338 \$	2 252 \$

En cours (<i>en millions de dollars</i>)	Au 31 octobre 2008	
	Valeur nominale	Juste valeur positive/négative
TCFG – protection vendue	6 647 \$	(3 368)\$
TCFG – protection achetée	6 550 \$	3 187 \$

Afin de couvrir son risque lié aux activités de transaction, la Banque acquiert des TCFG auprès d'autres institutions financières ou en cède à ces dernières, et elle achète ou vend des tranches indicelles ou des swaps sur défaillance à désignation unique. Les variations des écarts de taux constituent le principal facteur ayant une incidence sur la valeur des TCFG et des swaps sur défaillance. Selon les positions détenues au 31 juillet 2009, un accroissement de 50 points de base des écarts de taux visés dans ce portefeuille entraînerait une augmentation avant impôts d'environ 16 millions de dollars du bénéfice.

Près de 60 % des risques de crédit auxquels la Banque est exposée en ce qui a trait à des contreparties de swaps de TCFG se rapportent à des entités dont la cote de crédit interne ou externe est de première qualité. La quasi-totalité des actifs de référence sous-jacents aux TCFG contenus dans le portefeuille de transaction sont des titres de sociétés, et il n'y a pas de titres adossés à des créances hypothécaires.

Risques liés aux assureurs spécialisés

Les risques directs liés aux assureurs spécialisés auxquels la Banque est exposée sont négligeables. Son exposition indirecte se chiffre à 1,6 milliard de dollars (2,8 milliards de dollars au 31 octobre 2008) sous forme de garanties qui facilitent les transactions financières avec les administrations publiques et d'autres transactions, lorsque la Banque fournit des facilités de crédit soit à des émetteurs de titres ou à des entités qui détiennent ces titres. Les transactions financières avec les administrations publiques auxquelles la Banque est exposée, qui s'établissent à 0,6 milliard de dollars (1,5 milliard de dollars au 31 octobre 2008), ont essentiellement trait aux municipalités et aux États américains. Environ 90 % de ces titres sont cotés de première qualité sans garantie et représentent le risque qu'encourrait la Banque si une garantie n'était pas disponible.

Les autres risques indirects liés aux assureurs spécialisés s'élevaient à 1,0 milliard de dollars (1,3 milliard de dollars au 31 octobre 2008). Ces risques représentent surtout des garanties de 0,8 milliard de dollars (0,9 milliard de dollars au 31 octobre 2008) fournies par des assureurs spécialisés à l'égard de titres adossés à des actifs diversifiés détenus dans le fonds multicédant américain de la Banque (comme l'indique la rubrique « Fonds multicédants parrainés par la Banque » paraissant plus loin). Au cours du trimestre, la cote de deux assureurs spécialisés a été abaissée par au moins une des agences de notation externes. Au 31 juillet 2009, les deux assureurs spécialisés dont la cote avait été abaissée s'étaient vu attribuer une cote de qualité inférieure par au moins une agence de notation externe.

Risques liés aux titres de type Alt-A

Aux États-Unis, les prêts sont classés comme étant de type Alt-A lorsque les indicateurs de risque dont ils sont assortis sont plus élevés, par exemple lorsque la cote de crédit est faible ou le ratio prêt-valeur, élevé. Au 31 juillet 2009, l'exposition de la Banque aux risques indirects liés aux prêts et aux titres américains de type Alt-A

était négligeable. La Banque n'a pas de programme de prêts hypothécaires au Canada qu'elle estime être un équivalent des titres américains de type Alt-A.

Prêts adossés

La Banque peut offrir un financement adossé à des clients dont la cote de solvabilité n'est pas de première qualité afin de faciliter leurs activités de rachat, d'acquisition et de restructuration. Au 31 juillet 2009, l'exposition de la Banque aux prêts à fort effet de levier financier en attente de syndication était minime.

Titres à enchères

Les titres à enchères sont des billets à long terme et à taux variable émis par des fiduciaires en fonction d'échéances théoriques à long terme, mais d'un taux d'intérêt rajusté à intervalles périodiques rapprochés préétablis. Les titres à enchères sont émis par des municipalités, des administrations publiques qui octroient des prêts aux étudiants et d'autres entités au moyen d'enchères gérées par des institutions financières. La Banque ne parraine aucun programme de titres à enchères et ne détient aucun titre à enchères.

Arrangements hors bilan

Dans le cours normal de ses activités, la Banque conclut des arrangements contractuels qu'elle n'est pas tenue de comptabiliser dans ses états financiers, mais qui pourraient avoir une incidence immédiate ou future sur ses résultats d'exploitation ou sa situation financière. Ces arrangements appartiennent à trois catégories : les entités à détenteurs de droits variables (les « EDDV »), les opérations de titrisation, et les garanties et autres engagements. Au cours du trimestre à l'étude, la Banque n'a conclu aucune obligation contractuelle importante autrement que dans le cadre de ses activités normales. Aucune modification n'a été apportée aux processus d'examen et d'approbation de ces arrangements contractuels depuis l'exercice précédent.

Fonds multicédants parrainés par la Banque

À l'heure actuelle, la Banque parraine trois fonds multicédants, dont deux mènent des activités au Canada et l'un, aux États-Unis. Ces fonds multicédants versent à la Banque des droits d'émission de papier commercial, des honoraires de gestion des programmes, des commissions liées à la liquidité ainsi que d'autres honoraires, lesquels droits, honoraires et commissions ont totalisé 5 millions de dollars au troisième trimestre, contre 16 millions de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Comme il est décrit plus en détail ci-après, l'exposition de la Banque à ces fonds multicédants hors bilan se compose principalement de concours de trésorerie, de rehaussements de crédit dans l'ensemble du programme et de papier commercial détenu temporairement. La Banque a mis en place des processus de surveillance de ces risques et des événements importants pouvant avoir une incidence sur les fonds multicédants afin de s'assurer que le principal bénéficiaire ne change pas, ce qui pourrait obliger la Banque à consolider les actifs et les passifs des fonds multicédants à leur juste valeur. Le montant des actifs financés contenus dans ces fonds multicédants a continué à décroître au cours du trimestre écoulé à mesure que les actifs ont été amortis et réglés.

Canada

Le principal risque auquel la Banque est exposée relativement aux fonds multicédants au Canada découle des concours de trésorerie consentis, ceux-ci s'établissant, au total, à 2,2 milliards de dollars au 31 juillet 2009 (4,3 milliards de dollars au 31 octobre 2008). Au 31 juillet 2009, le papier commercial en circulation détenu dans des fonds multicédants au Canada administrés par la Banque s'établissait à 2,0 milliards de dollars (3,8 milliards de dollars au

31 octobre 2008), et la Banque détenait environ 8 % du total du papier commercial émis par ces fonds multicédants. Le tableau suivant présente un sommaire des actifs détenus dans les deux fonds multicédants canadiens de la Banque au 31 juillet 2009 et au 31 octobre 2008, par risques sous-jacents :

<i>(en millions de dollars)</i>	Au 31 juillet 2009		
	Actifs financés ¹⁾	Engagements non provisionnés	Risque total ²⁾
Prêts-auto/locations	725 \$	74 \$	799 \$
Prêts pour matériel/locations	857	48	905
Créances clients	165	59	224
Prêts hypothécaires à l'habitation			
du Réseau canadien	72	1	73
Prêts pour régime de retraite	105	2	107
Dépôts en espèces	91	2	93
Total³⁾	2 015 \$	186 \$	2 201 \$

<i>(en millions de dollars)</i>	Au 31 octobre 2008		
	Actifs financés ¹⁾	Engagements non provisionnés	Risque total ²⁾
Prêts-auto/locations	2 204 \$	299 \$	2 503 \$
Prêts pour matériel/locations	969	63	1 032
Créances clients	205	91	296
Prêts hypothécaires à l'habitation			
du Réseau canadien	89	2	91
Prêts pour régime de retraite	156	3	159
Prêts à des sociétés d'investissement à capital fixe	161	91	252
Total³⁾	3 784 \$	549 \$	4 333 \$

1) Les actifs financés sont comptabilisés au coût initial, lequel se rapproche de la juste valeur estimative.

2) Le risque de la Banque a trait aux concours de trésorerie à l'échelle mondiale et aux lettres de garantie.

3) Ces actifs proviennent en substance du Canada.

La quasi-totalité des actifs des fonds multicédants ont été structurés de manière à recevoir des rehaussements de crédit de la part des vendeurs, y compris des protections par surnantissement et des comptes de réserve de trésorerie. Environ 10 % des actifs financés ont obtenu une cote AAA de la part d'agences de notation externes au 31 juillet 2009, et le reste avait une cote AA- ou supérieure selon le programme de notation interne de la Banque. Ces fonds multicédants ne se composaient que d'actifs ayant obtenu une cote de première qualité au 31 juillet 2009. Bien que 58 % du total des actifs financés, d'après leur échéance, soient exigibles à moins de trois ans, leur période de remboursement moyenne pondérée d'après les flux de trésorerie prévus est d'environ un an. Ces deux fonds multicédants ne sont nullement exposés aux prêts hypothécaires à risque élevé aux États-Unis.

États-Unis

Le principal risque auquel la Banque est exposée relativement au fonds multicédant aux États-Unis découle des concours de trésorerie et des rehaussements de crédit dans l'ensemble du programme consentis, ceux-ci s'établissant, au total, à 8,4 milliards de dollars au 31 juillet 2009 (12,8 milliards de dollars au 31 octobre 2008). Au 31 juillet 2009, le papier commercial en circulation détenu dans le fonds multicédant aux États-Unis administré par la Banque totalisait 4,7 milliards de dollars (8,4 milliards de dollars au 31 octobre 2008), et la Banque ne détenait aucun papier commercial émis par ce fonds multicédant.

Une tranche importante des actifs du fonds multicédant ont été structurés de manière à recevoir des rehaussements de crédit de la part des vendeurs, y compris des protections par surnantissement et

des comptes de réserve de trésorerie. Chacun des actifs achetés par le fonds multicédant est assorti d'un concours de trésorerie qui lui est propre et fourni par la Banque sous la forme de conventions d'achat d'actifs servant à éponger les pertes relatives aux actifs en souffrance, s'il y a lieu, qui sont en sus des pertes assumées par des rehaussements de crédit propres à des actifs particuliers et des billets secondaires émis par le fonds multicédant. Les conventions de liquidités que la Banque a conclues avec le fonds multicédant exigent généralement de celle-ci qu'elle finance la valeur nominale intégrale de l'ensemble des actifs, y compris les actifs en souffrance, le cas échéant.

Le tableau suivant présente un sommaire des actifs détenus par le fonds multicédant américain de la Banque au 31 juillet 2009 et au 31 octobre 2008, par risques sous-jacents :

<i>(en millions de dollars)</i>	Au 31 juillet 2009		
	Actifs financés ¹⁾	Engagements non provisionnés	Risque total ²⁾
Créances sur cartes de crédit/ sur prêts à la consommation	55 \$	56 \$	111 \$
Prêts-auto/locations	1 941	677	2 618
Créances clients	1 351	2 442	3 793
Prêts à des sociétés d'investissement à capital fixe	250	497	747
Titres diversifiés adossés à des actifs	764	15	779
Prêts aux sociétés ³⁾	346	47	393
Total⁴⁾	4 707 \$	3 734 \$	8 441 \$

<i>(en millions de dollars)</i>	Au 31 octobre 2008		
	Actifs financés ¹⁾	Engagements non provisionnés	Risque total ²⁾
Créances sur cartes de crédit/ sur prêts à la consommation	1 318 \$	641 \$	1 959 \$
Prêts-auto/locations	2 894	1 160	4 054
Créances clients	2 161	1 855	4 016
Prêts à des sociétés d'investissement à capital fixe	690	652	1 342
Titres diversifiés adossés à des actifs	932	19	951
Prêts aux sociétés ³⁾	417	50	467
Total⁴⁾	8 412 \$	4 377 \$	12 789 \$

1) Les actifs financés sont comptabilisés au coût initial. La juste valeur estimative de ces actifs au 31 juillet 2009 était de l'ordre de 4,3 milliards de dollars (8,0 milliards de dollars au 31 octobre 2008).

2) Le risque de la Banque a trait aux concours de trésorerie à l'échelle mondiale sous la forme de conventions d'achat d'actifs.

3) Ces actifs représentent des prêts garantis auxquels des agences de notation externes ont attribué une cote de première qualité.

4) Ces actifs proviennent des États-Unis.

Au 31 juillet 2009, environ 74 % des actifs financés du fonds multicédant avaient reçu une cote A ou supérieure, soit de la part d'agences de notation externes (33 %), soit selon le programme de notation interne de la Banque (41 %). La quasi-totalité des actifs compris dans ce fonds multicédant étaient de première qualité au 31 juillet 2009. Bien que 58 % du total des actifs financés, d'après leur échéance, soient exigibles à moins de cinq ans, leur période de remboursement moyenne pondérée d'après les flux de trésorerie prévus est d'environ 1,4 an.

Le fonds multicédant est composé de placements répartis entre deux groupes de titres diversifiés adossés à des actifs. Les actifs sous-jacents à ces titres se composent principalement de prêts aux particuliers, notamment les prêts sur la valeur nette d'une maison aux États-Unis, les prêts aux étudiants et les titres adossés à des

créances hypothécaires à l'habitation. Ces groupes sont garantis par des assureurs spécialisés qui, au 31 juillet 2009, s'étaient vu attribuer une cote de qualité inférieure par au moins une agence de notation.

Au cours du trimestre à l'étude, les cotes attribuées à ces assureurs spécialisés par des agences externes ont été abaissées (se reporter à la rubrique « Risques liés aux assureurs spécialisés », à la page 12). D'après l'évaluation par la Banque de la situation actuelle, la comptabilisation de ce fonds multicédant demeure inchangée.

Concours de trésorerie fournis à des fonds multicédants non parrainés par la Banque

Les concours de trésorerie consentis aux fonds multicédants qui ne sont pas administrés par la Banque totalisaient 700 millions de dollars au 31 juillet 2009 (1,2 milliard de dollars au 31 octobre 2008), et ces concours visaient tous des fonds multicédants administrés par des tiers des États-Unis. La diminution du total des concours de trésorerie a découlé de la réduction de la taille du programme et de l'amortissement. Les actifs contenus dans ces fonds multicédants non parrainés par la Banque et non administrés par celle-ci sont presque entièrement composés de titres adossés à des prêts automobiles à des particuliers. Environ 74 % de ces actifs ont obtenu une cote AAA ou AA de la part d'agences de notation externes. La majeure partie des concours de trésorerie ont une durée initiale de 364 jours, prorogable au gré de la Banque. La durée moyenne pondérée des actifs sous-jacents contenus dans ces fonds multicédants est d'environ deux ans. Ces fonds multicédants ne sont nullement exposés aux prêts hypothécaires à risque élevé aux États-Unis.

Instruments de financement

La Banque a recours à des structures d'accueil pour faciliter le financement économique de ses propres activités. La Banque possède trois structures d'accueil : Fiducie de Capital Banque Scotia, Fiducie de billets secondaires Banque Scotia et Fiducie de catégorie 1 (Tier 1) Banque Scotia, qui sont des EDDV et qui ne sont pas consolidées au bilan, étant donné que la Banque n'en est pas le principal bénéficiaire. Les titres fiduciaires de la Banque Scotia et les billets secondaires de la Fiducie Banque Scotia émis par ces fiducies ne sont pas présentés dans le bilan consolidé bien qu'ils soient admissibles à titre de capital réglementaire. Les billets de dépôt émis par la Banque à l'intention de Fiducie de Capital Banque Scotia, de Fiducie de billets secondaires Banque Scotia et de Fiducie de catégorie 1 (Tier 1) Banque Scotia sont comptabilisés au poste « Dépôts ». Le total des dépôts provenant de ces fiducies et comptabilisés par la Banque s'établissait à 3,9 milliards de dollars au 31 juillet 2009 (3,4 milliards de dollars au 31 octobre 2008). La Banque a inscrit des intérêts débiteurs de 60 millions de dollars à l'égard de ces dépôts au cours du trimestre terminé le 31 juillet 2009, comparativement à 49 millions de dollars au cours du trimestre terminé le 31 juillet 2008.

Autres arrangements hors bilan

La Banque peut titriser des prêts hypothécaires à l'habitation dans le but de diversifier ses sources de financement, étant donné qu'il s'agit d'un moyen financièrement avantageux de financer la croissance de ce portefeuille. Au cours du trimestre, la Banque a encore titrisé des prêts hypothécaires à l'habitation pour un montant de 2 milliards de dollars, ce qui a porté le solde des prêts hypothécaires titrisés à 18,7 milliards de dollars au 31 juillet 2009, contre 18,9 milliards de dollars au 30 avril 2009.

Le montant des garanties et des autres engagements indirects a reculé de 18 % depuis le 31 octobre 2008, en raison de l'appréciation du dollar canadien et de la diminution générale des activités des clients. Les commissions tirées des garanties et engagements de prêts,

inscrites dans les autres revenus, se sont établies à 101 millions de dollars pour le trimestre terminé le 31 juillet 2009, comparativement à 95 millions de dollars pour le trimestre précédent.

Conventions et estimations comptables

Les états financiers consolidés intermédiaires ont été dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus (« PCGR ») du Canada. Il est recommandé de se reporter à la note 1 afférente aux états financiers consolidés annuels de 2008 pour obtenir de plus amples renseignements sur les importants principes comptables utilisés pour l'établissement de ces états financiers. Veuillez consulter la note 1 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires pour connaître les changements aux conventions comptables qui ont été adoptés par la Banque en 2009 à l'égard de la définition des écarts d'acquisition et des actifs incorporels, changements qui ont entraîné le reclassement de certains coûts liés aux logiciels dans les actifs incorporels. Les principales hypothèses et bases sur lesquelles reposent les estimations faites par la direction conformément aux PCGR de même que leur incidence sur les chiffres présentés dans les états financiers consolidés intermédiaires et les notes y afférentes demeurent essentiellement les mêmes que celles décrites dans le Rapport annuel 2008.

Modifications futures aux conventions comptables

La section qui suit résume les modifications futures de conventions comptables qui auront une incidence sur les états financiers consolidés de la Banque.

Perte de valeur et classement des actifs financiers

En août 2009, l'Institut Canadien des Comptables Agréés (« ICCA ») a modifié le chapitre 3855, « Instruments financiers – comptabilisation et évaluation », à des fins d'harmonisation avec les normes internationales portant sur les pertes de valeur des titres de créance. Les modifications adoptent la définition des prêts et créances énoncée dans les Normes internationales d'information financière. Par conséquent, certains titres de créance non négociés sur un marché actif peuvent être classés dans les prêts et évalués au coût après amortissement. Les pertes de valeur des titres de créance classés dans les prêts seront évaluées et comptabilisées selon le modèle de la perte sur prêt subie. Ces modifications entreront en vigueur pour la Banque à compter du quatrième trimestre de 2009 et elles seront appliquées de façon rétroactive à partir du 1^{er} novembre 2008. La Banque procède actuellement à l'évaluation des conséquences de l'adoption de ces modifications.

Informations à fournir sur les instruments financiers

En juin 2009, l'ICCA a publié des modifications au chapitre « Instruments financiers – informations à fournir » pour y ajouter de nouvelles informations à fournir sur les instruments financiers de manière à ce qu'elles répondent aux nouvelles exigences en matière d'informations à fournir aux termes des normes internationales. Ces modifications prévoient une nouvelle obligation d'information s'appliquant aux instruments comptabilisés à la juste valeur, selon que cette juste valeur est déterminée au moyen des cours en vigueur sur des marchés actifs (niveau 1), au moyen de modèles s'appuyant sur des données autres que des données de marché observables (niveau 2), ou au moyen de modèles s'appuyant sur des données autres que les données du marché observables (niveau 3). Ces modifications entreront en vigueur pour la Banque au quatrième trimestre de 2009.

Adoption des normes internationales d'information financière (« IFRS »)

Les entités ayant une obligation publique de rendre des comptes seront tenues d'adopter les IFRS en remplacement des PCGR du Canada pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011. En

ce qui a trait à la Banque, les IFRS s'appliqueront aux états financiers intermédiaires et annuels de ses exercices ouverts à compter du 1^{er} novembre 2011, y compris l'établissement et la présentation de chiffres comparatifs pour l'exercice précédent.

Afin de se préparer à l'adoption des IFRS, la Banque a lancé un projet à l'échelle de l'entreprise et défini une structure de gouvernance officielle faisant intervenir les membres de la haute direction de tous les services concernés. La définition de pratiques de gouvernance et de gestion de projet officielles est jugée essentielle à un passage réussi. Un plan de passage a été mis sur pied et des rapports sur l'avancement de l'adoption sont fournis régulièrement aux équipes de la haute direction de la Banque, ainsi qu'au comité de vérification et de révision du conseil d'administration.

Un programme de formation continue a été créé à l'intention des principales parties intéressées dans le but de favoriser la sensibilisation aux IFRS et de préparer le passage à celles-ci. La Banque a relevé des différences comptables clés qui pourraient avoir des conséquences considérables sur les états financiers et les activités de la Banque. Les équipes responsables des IFRS progressent comme prévu dans leur évaluation des conséquences de ces différences comptables importantes sur les systèmes, les processus et les états financiers. Cette évaluation comprend aussi l'examen du contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Il est impossible de déterminer l'incidence des IFRS sur les résultats financiers consolidés de la Banque dans une mesure raisonnable à l'heure actuelle, étant donné que les normes comptables clés et les interprétations des IFRS devraient changer considérablement d'ici la date de basculement de la Banque.

Modifications apportées au contrôle interne à l'égard de l'information financière

Au cours du trimestre terminé le 31 juillet 2009, aucune modification apportée au contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Banque n'a eu ou n'est raisonnablement susceptible d'avoir une incidence importante sur ce contrôle interne.

Dividende par action ordinaire

Dans le cadre de sa réunion tenue le 27 août 2009, le conseil d'administration a approuvé un dividende trimestriel de 0,49 \$ par action ordinaire. Ce dividende trimestriel sera versé le 28 octobre 2009 aux actionnaires inscrits le 6 octobre 2009.

Perspectives

L'économie mondiale progresse, soutenue par les incitatifs monétaires et fiscaux ainsi que par la confiance renouvelée suscitée par la reconstitution des stocks. Le redressement de la situation à l'échelle mondiale devrait se poursuivre et s'amplifier en 2010. La reprise des dépenses de consommation et l'augmentation des investissements dans les infrastructures partout dans le monde devraient contribuer à renforcer les marchés des produits de base et améliorer les perspectives au Canada ainsi que dans les pays en développement. L'économie mondiale continuera probablement de progresser à faible régime, ralentie par le désendettement soutenu, les restructurations industrielles et les défis concurrentiels permanents.

La Banque prévoit que la conjoncture économique dans les pays où elle mène des activités (les Amériques et l'Asie) progressera au cours des prochains trimestres, et elle est en bonne position pour tirer profit de cette reprise. Les résultats obtenus au cours des neuf premiers mois de l'exercice ayant été solides, la Banque maintient les objectifs qu'elle a définis au début de l'exercice puisqu'elle prévoit un quatrième trimestre considérablement plus profitable que celui de l'exercice précédent.

Données par secteur d'activité

Réseau canadien

<i>(non vérifié) (en millions de dollars) (base de mise en équivalence fiscale)¹⁾</i>	Pour les trimestres terminés les			Pour les périodes de neuf mois terminées les	
	31 juillet 2009	30 avril 2009	31 juillet 2008	31 juillet 2009	31 juillet 2008
Résultat sectoriel					
Revenu d'intérêts net ²⁾	1 212 \$	1 147 \$	1 122 \$	3 505 \$	3 164 \$
Dotations à la provision pour pertes sur créances	169	188	99	512	292
Autres revenus	593	524	564	1 673	1 620
Frais autres que d'intérêts	933	899	914	2 766	2 693
Charge d'impôts	203	174	210	552	541
Bénéfice net³⁾	500 \$	410 \$	463 \$	1 348 \$	1 258 \$
Autres données					
Rendement du capital économique ¹⁾	22,3 %	19,7 %	38,5 %	22,4 %	34,8 %
Actif moyen <i>(en milliards de dollars)</i>	193 \$	191 \$	177 \$	191 \$	172 \$

1) Se reporter à l'analyse des mesures non conformes aux PCGR à la page 5.

2) Avec prise d'effet au premier trimestre de 2009, le revenu d'intérêts net comprend les charges au titre des primes de liquidité découlant d'une modification de l'établissement des prix de transfert de la Banque. Les chiffres des périodes antérieures n'ont pas été retraités. Se reporter à la note 4 au bas de la page 19 pour de plus amples renseignements.

3) Avec prise d'effet au quatrième trimestre de 2008, la présentation de la rentabilité des secteurs a été modifiée et le bénéfice net est désormais présenté plutôt que le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires. Les chiffres des périodes antérieures ont été retraités.

Le Réseau canadien a déclaré un bénéfice net record de 500 millions de dollars pour le trimestre, en hausse de 37 millions de dollars, ou de 8 %, par rapport à celui du trimestre correspondant de l'exercice précédent. D'un trimestre à l'autre, le bénéfice net a grimpé de 90 millions de dollars, ou de 22 %. Le rendement du capital économique a atteint 22,3 %, comparativement à 38,5 % pour l'exercice précédent, la baisse ayant essentiellement découlé de l'augmentation du capital économique attribué pour l'acquisition de E*Trade Canada (renommée Scotia iTRADE) et la participation dans les titres de capitaux propres de CI Financial.

L'actif moyen avant les titrisations s'est accru de 16 milliards de dollars, ou de 9 %, par rapport à celui du troisième trimestre de l'exercice précédent, par suite surtout de la croissance de 8 milliards de dollars, ou de 7 %, des prêts hypothécaires à l'habitation. Le volume des prêts aux particuliers, y compris le crédit renouvelable, a également augmenté. De plus, la croissance de l'actif reflète l'investissement dans CI Financial. Les dépôts de particuliers ont grimpé de 9 milliards de dollars, ou de 10 %, en ce qui concerne les comptes d'épargne à intérêt élevé, les dépôts nominatifs, les comptes de chèques et les autres comptes d'épargne. Les dépôts autres que de particuliers se sont accrus de 9 milliards de dollars, ou de 21 %, en raison de la croissance enregistrée tant dans les comptes d'affaires que dans les comptes de dépôts à terme autres que de particuliers. En regard de celui du trimestre précédent, l'actif moyen avant les titrisations a enregistré une progression de 2 milliards de dollars, ou de 1 %, qui a été soutenue par la croissance des prêts aux particuliers. Les dépôts ont augmenté de 4 % sous l'effet de la progression des comptes d'épargne à intérêt élevé, des comptes courants et des autres comptes d'épargne. Les actifs sous administration ont augmenté de 9 % depuis le trimestre précédent.

Le total des revenus s'est accru de 119 millions de dollars, ou de 7 %, comparativement à celui du trimestre correspondant de l'exercice précédent, en raison de la croissance tant du revenu d'intérêts net que des autres revenus. D'un trimestre à l'autre, le total des revenus a augmenté de 134 millions de dollars, ou de 8 %, du fait de la croissance du revenu d'intérêts net et des autres revenus.

Le revenu d'intérêts net s'est chiffré à 1 212 millions de dollars, en hausse de 90 millions de dollars, ou de 8 %, comparativement à celui du troisième trimestre de l'exercice précédent. La hausse a été attribuable essentiellement à la progression de l'actif moyen et des dépôts. Les volumes moyens ont augmenté pour la plupart des services aux particuliers ainsi que pour les services bancaires aux petites entreprises et aux entreprises.

Comparativement à celui du trimestre précédent, le revenu d'intérêts net a augmenté de 65 millions de dollars, ou de 6 %, du fait des trois jours additionnels qu'a comptés le trimestre à l'étude, de la croissance de l'actif et de l'augmentation de la marge sur intérêts, en raison des marges plus élevées sur les actifs et dépôts à taux variable, dont les taux ont été révisés, ainsi que de l'incidence de la baisse des frais de financement de gros. Ces facteurs ont

été partiellement contrebalancés par le rétrécissement des marges des prêts hypothécaires à taux fixe, puisque leurs taux ont été révisés au moment où ils étaient historiquement faibles.

Les autres revenus ont augmenté de 29 millions de dollars, ou de 5 %, par rapport à ceux du trimestre correspondant de l'exercice précédent, principalement en raison de l'apport de CI Financial et de Scotia iTRADE et des commissions de crédit plus élevées pour les services bancaires aux entreprises. Ces facteurs ont été partiellement contrebalancés par une baisse des autres revenus tirés de la gestion de patrimoine, en raison de la conjoncture difficile des marchés. Les autres revenus se sont accrus de 69 millions de dollars, ou de 13 %, depuis le trimestre précédent, partiellement en raison des pertes de valeur concernant certains titres de créance qui avaient été constatées par Patrimoine Dundee au cours du trimestre précédent. Les revenus tirés de la gestion de patrimoine ont augmenté pendant le trimestre à l'étude, reflétant ainsi la meilleure conjoncture des marchés et les gains de part de marché. Les revenus tirés des services bancaires aux entreprises se sont accrus en raison de la diminution des pertes de valeur sur titres et de la hausse des revenus tirés des opérations de change. Les revenus tirés des services bancaires aux particuliers ont augmenté à la suite des hausses des revenus sur cartes et des revenus tirés des services bancaires transactionnels.

Dans l'ensemble, la dotation à la provision pour pertes sur créances s'est établie à 169 millions de dollars, en hausse par rapport à celle de 99 millions de dollars inscrite au trimestre correspondant de l'exercice précédent, mais en baisse de 19 millions de dollars comparativement à celle de 188 millions de dollars enregistrée au trimestre précédent, laquelle incluait une dotation à la provision spécifique de 10 millions de dollars relativement au secteur de l'automobile. Des dotations plus élevées ont été constatées d'un exercice à l'autre à l'égard des prêts automobiles indirects et des prêts personnels non garantis, en raison de la croissance des portefeuilles et des défauts. Des dotations plus élevées ont aussi été enregistrées pour les services bancaires aux entreprises, en partie parce que leurs niveaux étaient historiquement faibles au troisième trimestre de l'exercice précédent. Depuis le trimestre précédent, les dotations se sont accrues pour les cartes de crédit et les prêts personnels, mais elles ont été plus que contrebalancées par la baisse des dotations pour les prêts automobiles indirects, les prêts aux entreprises et les prêts aux petites entreprises.

Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 2 % par rapport à ceux du troisième trimestre de l'exercice précédent essentiellement en raison des acquisitions, mais ils ont été partiellement contrebalancés par la diminution de la rémunération liée aux volumes, y compris les commissions de courtage pour la gestion de patrimoine, et l'incidence des mesures de limitation des coûts. Les frais ont augmenté de 4 % d'un trimestre à l'autre en raison de la croissance des volumes ainsi que de l'augmentation de la rémunération, du fait que le trimestre à l'étude comptait trois jours de plus.

Opérations internationales

	Pour les trimestres terminés les		Pour les périodes de neuf mois terminées les		
<i>(non vérifié) (en millions de dollars) (base de mise en équivalence fiscale)¹⁾</i>	31 juillet 2009	30 avril 2009	31 juillet 2008	31 juillet 2009	31 juillet 2008
Résultat sectoriel					
Revenu d'intérêts net ²⁾	979 \$	959 \$	847 \$	2 885 \$	2 375 \$
Dotations à la provision pour pertes sur créances	179	115	56	410	146
Autres revenus	296	349	389	1 116	1 054
Frais autres que d'intérêts	718	729	698	2 219	1 881
Charge d'impôts	38	102	118	254	347
Participation sans contrôle dans le bénéfice net des filiales	28	30	29	86	96
Bénéfice net³⁾	312 \$	332 \$	335 \$	1 032 \$	959 \$
Autres données					
Rendement du capital économique ¹⁾	10,9 %	12,7 %	15,8 %	13,4 %	17,5 %
Actif moyen <i>(en milliards de dollars)</i>	87 \$	95 \$	81 \$	92 \$	77 \$

1) *Se reporter à l'analyse des mesures non conformes aux PCGR à la page 5.*

2) *Avec prise d'effet au premier trimestre de 2009, le revenu d'intérêts net comprend les charges au titre des primes de liquidité découlant d'une modification de l'établissement des prix de transfert de la Banque. Les chiffres des périodes antérieures n'ont pas été retraités. Se reporter à la note 4 au bas de la page 19 pour de plus amples renseignements.*

3) *Avec prise d'effet au quatrième trimestre de 2008, la présentation de la rentabilité des secteurs a été modifiée et le bénéfice net est désormais présenté plutôt que le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires. Les chiffres des périodes antérieures ont été retraités.*

Pour le troisième trimestre, le bénéfice net des Opérations internationales s'est établi à 312 millions de dollars, en baisse de 23 millions de dollars, ou de 7 %, par rapport à celui du trimestre correspondant de l'exercice précédent, et de 20 millions de dollars, ou de 6 %, par rapport à celui du trimestre précédent. Exclusion faite de l'incidence de la conversion des devises, le bénéfice net a diminué de 38 millions de dollars par rapport à celui du trimestre correspondant de l'exercice précédent, mais il a augmenté de 4 millions de dollars comparativement à celui du trimestre précédent. Le rendement du capital économique s'est établi à 10,9 %, contre 15,8 % l'exercice précédent et 12,7 % le trimestre précédent.

L'actif moyen a enregistré une hausse de 6 milliards de dollars, ou de 7 %, par rapport à celui de l'exercice précédent, pour atteindre 87 milliards de dollars, partiellement en raison de l'incidence favorable de la conversion des devises se chiffrant à 4 milliards de dollars. La hausse sous-jacente de 2 milliards de dollars de l'actif moyen d'un exercice à l'autre reflète l'incidence des acquisitions et des augmentations de 4 % des prêts aux particuliers et de 5 % des prêts aux entreprises. La croissance des dépôts à faible coût a été solide à 8 %. Depuis le trimestre précédent, l'actif moyen a diminué de 8 milliards de dollars, ou de 8 %, essentiellement en raison de l'appréciation du dollar canadien. Les volumes sous-jacents ont diminué, reflétant ainsi le resserrement général des marchés du crédit et l'importance soutenue accordée à la gestion des risques et des capitaux.

Le total des revenus s'est chiffré à 1 275 millions de dollars pendant le trimestre à l'étude, en hausse de 39 millions de dollars, ou de 3 %, comparativement à celui du trimestre correspondant de l'exercice précédent, malgré l'incidence défavorable d'une perte de valeur de 79 millions de dollars concernant une participation en titres de capitaux propres pendant le trimestre à l'étude. Depuis le trimestre précédent, les revenus ont augmenté de 33 millions de dollars, ou de 3 %, exclusion faite de l'appréciation du dollar canadien.

Le revenu d'intérêts net s'est chiffré à 979 millions de dollars pendant le trimestre à l'étude, en hausse de 132 millions de dollars, ou de 16 %, comparativement à celui du trimestre correspondant de l'exercice précédent, et de 20 millions de dollars, ou de 2 %, par rapport à celui du trimestre précédent. Exclusion faite de l'incidence de la conversion des devises, les résultats ont affiché une hausse de 110 millions de dollars, ou de 13 %, par rapport à ceux du trimestre correspondant de l'exercice précédent et de 74 millions de dollars, ou de 8 %, par rapport à ceux du trimestre précédent. L'augmentation sous-jacente par rapport à l'exercice précédent découle de la croissance des prêts dans tout le secteur pour ce qui est des activités existantes de même que de l'incidence des acquisitions. La marge nette sur intérêts s'est accrue, par rapport à celles du trimestre correspondant de l'exercice précédent et du trimestre précédent, en raison de l'élargissement des marges à l'échelle du secteur.

Les autres revenus ont reculé de 93 millions de dollars, ou de 24 %, d'un exercice à l'autre. L'écart reflète la diminution des gains sur titres pendant le

trimestre à l'étude, en raison de la perte de valeur susmentionnée concernant une participation en titres de capitaux propres, largement contrebalancée par les variations avantageuses de la juste valeur de certains instruments financiers. En outre, un gain de 40 millions de dollars sur un premier appel public à l'épargne effectué sur la Bourse du Mexique avait été inscrit au cours de l'exercice précédent. Ces facteurs ont aussi été contrebalancés par la hausse des revenus tirés des acquisitions, la croissance des revenus tirés des services transactionnels et la solide augmentation des revenus tirés des opérations de change. Depuis le trimestre précédent, les autres revenus ont diminué de 53 millions de dollars essentiellement en raison de l'augmentation des pertes de valeur sur titres pendant le trimestre à l'étude, de l'incidence défavorable de la conversion des devises et de la baisse des revenus tirés des services de gestion de trésorerie et des services transactionnels. Ces facteurs ont été partiellement contrebalancés par la variation favorable de la juste valeur de certains instruments financiers et par la constatation, pendant le trimestre précédent, d'une perte sur la vente d'une tranche du portefeuille de créances sur cartes de crédit productif au Mexique.

La dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances des Opérations internationales a été de 179 millions de dollars, contre 56 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent et 115 millions de dollars pour le trimestre précédent. La tendance à la hausse, d'un exercice à l'autre, des dotations aux provisions pour les prêts aux particuliers et aux entreprises reflète la conjoncture économique plus difficile ainsi que la croissance des prêts aux particuliers à la suite des acquisitions. Il importe aussi de noter que les reprises de provisions pour les prêts aux entreprises avaient été considérables pendant le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Depuis le trimestre précédent, les dotations aux provisions pour les prêts aux particuliers et aux entreprises ont été généralement plus élevées, puisqu'une reprise de 29 millions de dollars avait été imputée pendant le trimestre précédent à l'égard de provisions devenues superflues pour certains prêts aux particuliers au Mexique.

Les frais autres que d'intérêts se sont établis à 718 millions de dollars pendant le trimestre à l'étude, en hausse de 20 millions de dollars, ou de 3 %, par rapport à ceux du même trimestre de l'exercice précédent, entièrement en raison des acquisitions et de l'expansion des succursales. Les frais sous-jacents ont diminué en raison de la limitation efficace des coûts et des efforts d'amélioration en matière d'exploitation à l'échelle du secteur. Depuis le trimestre précédent, les frais ont diminué de 11 millions de dollars, ou de 2 %.

Le taux d'imposition effectif a été de 10,3 % pendant le trimestre à l'étude, par rapport à 24,6 % pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent et 21,9 % pour le trimestre précédent. Le taux d'imposition effectif a diminué surtout en raison de la déductibilité accrue des pertes sur créances aux fins fiscales au Mexique, et de la hausse des revenus dans les territoires où les impôts sont moins élevés.

Scotia Capitaux

<i>(non vérifié) (en millions de dollars) (base de mise en équivalence fiscale)¹⁾</i>	Pour les trimestres terminés les		Pour les périodes de neuf mois terminées les		
	31 juillet 2009	30 avril 2009	31 juillet 2008	31 juillet 2009	31 juillet 2008
Résultat sectoriel					
Revenu d'intérêts net ²⁾	423 \$	345 \$	269 \$	1 106 \$	789 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	106	159	4	275	(15)
Autres revenus	681	502	383	1 549	806
Frais autres que d'intérêts	266	231	254	788	688
Charge d'impôts	262	129	97	494	179
Bénéfice net³⁾	470 \$	328 \$	297 \$	1 098 \$	743 \$
Autres données					
Rendement du capital économique ¹⁾	21,8 %	18,3 %	34,1 %	20,7 %	28,8 %
Actif moyen <i>(en milliards de dollars)</i>	180 \$	189 \$	162 \$	188 \$	162 \$

1) Se reporter à l'analyse des mesures non conformes aux PCGR à la page 5.

2) Avec prise d'effet au premier trimestre de 2009, le revenu d'intérêts net comprend les charges au titre des primes de liquidité découlant d'une modification de l'établissement des prix de transfert de la Banque. Les chiffres des périodes antérieures n'ont pas été retraités. Se reporter à la note 4 au bas de la page 19 pour de plus amples renseignements.

3) Avec prise d'effet au quatrième trimestre de 2008, la présentation de la rentabilité des secteurs a été modifiée et le bénéfice net est désormais présenté plutôt que le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires. Les chiffres des périodes antérieures ont été retraités.

Scotia Capitaux a enregistré un bénéfice net record de 470 millions de dollars pendant le trimestre à l'étude, en hausse de 173 millions de dollars, ou de 58 %, par rapport à celui du troisième trimestre de 2008 et de 142 millions de dollars, ou de 43 %, par rapport à celui du trimestre précédent. La hausse depuis l'exercice précédent a été principalement attribuable aux revenus records, attribuables aux solides rendements à l'échelle du secteur, partiellement contrebalancés par l'augmentation des dotations aux provisions pour pertes sur créances. Depuis le trimestre précédent, la hausse des revenus et la baisse des dotations aux provisions pour pertes sur créances ont été partiellement contrebalancées par l'augmentation des frais. Le rendement du capital économique de 21,8 % est en baisse par rapport à celui du trimestre correspondant de l'exercice précédent, puisque les revenus records ont été contrebalancés par la croissance du capital économique attribué au secteur.

Le total de l'actif moyen s'est accru de 12 % en regard de celui de l'exercice précédent, pour s'établir à 180 milliards de dollars. La moyenne des prêts aux entreprises et des acceptations bancaires a augmenté de 4 milliards de dollars, ou de 10 %, principalement aux États-Unis, partiellement en raison de la dépréciation du dollar canadien. Par ailleurs, une hausse de 13 milliards de dollars de l'actif moyen lié aux instruments dérivés ainsi qu'une hausse correspondante des passifs dérivés ont été constatées. La baisse de 9 milliards de dollars, ou de 5 %, de l'actif moyen depuis le trimestre précédent reflète des diminutions de 9 milliards de dollars des prêts aux entreprises et des acceptations bancaires, partiellement en raison de l'appréciation du dollar canadien, et de 6 milliards de dollars des actifs liés aux instruments dérivés. Ces facteurs ont été partiellement contrebalancés par une hausse de 8 milliards de dollars des prêts et titres à l'appui des activités de transaction.

Le total des revenus a atteint un record de 1 104 millions de dollars, en hausse de 452 millions de dollars, ou de 69 %, comparativement à celui du troisième trimestre de l'exercice précédent, et de 257 millions de dollars, ou de 30 %, par rapport à celui du trimestre précédent. Le rendement trimestriel reflète les revenus records tant du groupe Marchés des capitaux mondiaux que du groupe Services bancaires aux sociétés et services bancaires d'investissement mondiaux.

Le revenu d'intérêts net de 423 millions de dollars s'est accru de 154 millions de dollars, ou de 57 %, comparativement à celui de l'exercice précédent, principalement en raison des augmentations des volumes de prêts, des marges sur intérêts, des commissions de montage de prêts et des intérêts provenant des activités de transaction. La hausse de 78 millions de dollars, ou de 23 %, depuis le trimestre précédent est attribuable à l'augmentation des intérêts provenant des activités de transaction. Les hausses des marges sur intérêts des prêts et des commissions de montage de prêts ont été largement contrebalancées par la baisse du volume moyen de prêts.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a été de 106 millions de dollars (soit des dotations aux provisions spécifiques de 117 millions de dollars, moins un montant de 11 millions de dollars retiré de la provision spécifique pour le secteur de l'automobile qui avait été établie pendant le trimestre précédent), contre 4 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent et 159 millions de dollars pour le trimestre précédent, au cours duquel une provision sectorielle de 50 millions de dollars avait été inscrite. Les dotations à la provision pour pertes sur créances ont découlé essentiellement des activités aux États-Unis et au Canada pendant le trimestre à l'étude et aux États-Unis pour le trimestre précédent. Pour le troisième trimestre de l'exercice précédent, les provisions découlaient principalement d'un seul compte aux États-Unis.

Les autres revenus se sont élevés à 681 millions de dollars, en forte hausse de 298 millions de dollars, ou de 78 %, comparativement à ceux de l'exercice précédent. Le groupe Marchés des capitaux mondiaux a enregistré une hausse de 213 millions de dollars, ou de 93 %, en raison des revenus records tirés des activités liées aux instruments dérivés et, pour un troisième trimestre de suite, des revenus très élevés pour les titres à revenu fixe. Les revenus tirés des opérations de change, des activités de transaction sur titres, des commissions de prise ferme et des opérations sur métaux précieux ont aussi considérablement augmenté. Les revenus du groupe Services bancaires aux sociétés et services bancaires d'investissement mondiaux se sont accrus de 85 millions de dollars, ou de 55 %, par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent, en raison de la hausse des commissions de crédit et de la variation favorable de la juste valeur des titres. Depuis le trimestre précédent, les autres revenus ont grimpé de 179 millions de dollars principalement en raison des augmentations des revenus de transaction et des commissions de crédit.

Les frais autres que d'intérêts se sont établis à 266 millions de dollars pendant le trimestre à l'étude, en hausse de 12 millions de dollars, ou de 5 %, par rapport à ceux du trimestre correspondant de l'exercice précédent, essentiellement en raison des augmentations des salaires, des frais de la technologie, des honoraires juridiques, des frais de compensation et des frais de soutien, partiellement contrebalancés par la baisse de la rémunération liée au rendement à la suite d'une modification au régime ayant entraîné le report de charges de rémunération. Depuis le trimestre précédent, les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 35 millions de dollars, ou de 15 %. La hausse de la rémunération liée au rendement, parallèlement à celle des résultats, et les augmentations des frais de la technologie et des honoraires juridiques ont été quelque peu contrebalancées par les diminutions des honoraires professionnels, des coûts des avantages sociaux et des frais de soutien.

Autres¹⁾

	Pour les trimestres terminés les		Pour les périodes de neuf mois terminées les		
<i>(non vérifié) (en millions de dollars) (base de mise en équivalence fiscale)²⁾</i>	31 juillet 2009	30 avril 2009	31 juillet 2008	31 juillet 2009	31 juillet 2008
Résultat sectoriel					
Revenu d'intérêts net ³⁾⁴⁾	(438)\$	(364)\$	(292)\$	(1 267)\$	(695)\$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	100	27	–	127	–
Autres revenus	29	134	92	155	272
Frais autres que d'intérêts	42	27	23	82	90
Charge d'impôts ³⁾	(200)	(86)	(138)	(488)	(378)
Bénéfice net (perte)⁵⁾	(351)\$	(198)\$	(85)\$	(833)\$	(135)\$
Autres données					
Actif moyen <i>(en milliards de dollars)</i>	46 \$	44 \$	37 \$	47 \$	36 \$

1) Comprend les revenus de toutes les autres petites unités d'exploitation et les redressements du siège social, tels que l'élimination de la majoration du revenu exempt d'impôt déclarée dans le revenu d'intérêts net et la charge d'impôts, les écarts entre les montants réels des coûts engagés et ceux imputés aux unités d'exploitation, et l'incidence des titrisations.

2) Se reporter à l'analyse des mesures non conformes aux PCGR à la page 5.

3) Compte tenu de l'élimination de la majoration du revenu exonéré d'impôts présentée dans le revenu d'intérêts net et la charge d'impôts des trimestres terminés le 31 juillet 2009 (68 \$), le 30 avril 2009 (77 \$) et le 31 juillet 2008 (103 \$) et des périodes de neuf mois terminées le 31 juillet 2009 (215 \$) et le 31 juillet 2008 (321 \$) pour en arriver aux montants comptabilisés dans l'état consolidé des résultats.

4) Historiquement, les actifs et les passifs étaient établis aux fins des prix de cession interne aux prix du marché de gros. Au premier trimestre de 2009, en raison de la conjoncture actuelle, la Banque a modifié ses prix de cession interne afin d'inclure une charge au titre des primes de liquidité dans le coût des fonds affectés aux secteurs d'activité. L'incidence nette de ce changement a été la réduction du revenu d'intérêts net des trois principaux secteurs d'activité, facteur qui a été atténué par la réduction de la charge d'intérêts nets du secteur Autres. Les chiffres des périodes antérieures n'ont pas été retraités.

5) Avec prise d'effet au quatrième trimestre de 2008, la présentation de la rentabilité des secteurs a été modifiée et le bénéfice net est désormais présenté plutôt que le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires. Les chiffres des périodes antérieures ont été retraités.

Le secteur Autres a enregistré une perte nette de 351 millions de dollars au troisième trimestre, comparativement à des pertes nettes de 85 millions de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent et de 198 millions de dollars pour le trimestre précédent.

Le revenu d'intérêts net et la charge d'impôts tiennent compte de l'élimination de la majoration du revenu exonéré d'impôts. Ce montant est inclus dans les résultats des secteurs d'exploitation, lesquels sont présentés selon une base de mise en équivalence fiscale. L'élimination s'est chiffrée à 68 millions de dollars pour le troisième trimestre, contre 103 millions de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent et 77 millions de dollars pour le trimestre précédent.

Le total des revenus a correspondu à un montant négatif de 409 millions de dollars pour le trimestre à l'étude, en baisse de 209 millions de dollars et de 179 millions de dollars respectivement par rapport à celui de la période correspondante de l'exercice précédent et celui du trimestre précédent.

Le revenu d'intérêts net a correspondu à un montant négatif de 438 millions de dollars pour le trimestre à l'étude, en baisse de 146 millions de dollars par rapport à celui du trimestre correspondant de l'exercice précédent et de 74 millions de dollars en regard de celui du trimestre précédent. Cette variation sur douze mois est principalement attribuable à l'incidence défavorable des coûts de financement à terme relativement plus élevés, en comparaison avec les prix de gros à la baisse utilisés aux fins de l'établissement des prix de cession interne entre les secteurs d'activité. Le recul du revenu d'intérêts net en comparaison avec celui du trimestre précédent découle en partie de l'incidence défavorable des variations de la juste valeur des instruments financiers servant à la gestion de l'actif et du passif, à hauteur de 32 millions de dollars.

Les autres revenus se sont élevés à 29 millions de dollars pour le troisième trimestre, en baisse de 63 millions de dollars par rapport à ceux du trimestre correspondant de l'exercice précédent et de 105 millions de dollars par rapport à ceux du trimestre précédent.

La baisse des autres revenus comparativement à ceux du trimestre correspondant de l'exercice précédent reflète l'augmentation des réductions de valeur des titres disponibles à la vente et la baisse des gains réalisés à la vente de titres, contrebalancées en partie par la croissance des revenus tirés des activités de titrisation. La diminution considérable en regard du trimestre précédent est principalement attribuable au recul des revenus tirés des activités de titrisation au troisième trimestre.

Les frais autres que d'intérêts se sont chiffrés à 42 millions de dollars pour le trimestre à l'étude, en hausse de 19 millions de dollars par rapport à ceux du trimestre correspondant de l'exercice précédent et de 15 millions de dollars comparativement à ceux du trimestre précédent. La hausse sur douze mois est principalement attribuable à l'augmentation des frais d'émission liés à la titrisation d'actifs.

La dotation à la provision pour pertes sur créances pour le trimestre à l'étude reflète une augmentation de 100 millions de dollars de la provision générale, soit 73 millions de dollars de plus qu'au trimestre précédent. Aucun changement n'avait été apporté à la provision générale au cours de l'exercice précédent.

Total

	Pour les trimestres terminés les			Pour les périodes de neuf mois terminées les	
	31 juillet 2009	30 avril 2009	31 juillet 2008	31 juillet 2009	31 juillet 2008
<i>(non vérifié) (en millions de dollars)</i>					
Résultat sectoriel					
Revenu d'intérêts net	2 176 \$	2 087 \$	1 946 \$	6 229 \$	5 633 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	554	489	159	1 324	423
Autres revenus	1 599	1 509	1 428	4 493	3 752
Frais autres que d'intérêts	1 959	1 886	1 889	5 855	5 352
Charge d'impôts	303	319	287	812	689
Participation sans contrôle dans le bénéfice net des filiales	28	30	29	86	96
Bénéfice net¹⁾	931 \$	872 \$	1 010 \$	2 645 \$	2 825 \$
Autres données					
Rendement des capitaux propres ²⁾	18,0 %	17,6 %	21,0 %	17,5 %	20,3 %
Actif moyen <i>(en milliards de dollars)</i>	506 \$	519 \$	457 \$	518 \$	447 \$

1) Avec prise d'effet au quatrième trimestre de 2008, la présentation de la rentabilité des secteurs a été modifiée et le bénéfice net est désormais présenté plutôt que le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires. Les chiffres des périodes antérieures ont été retraités.

2) Se reporter à l'analyse des mesures non conformes aux PCGR à la page 5.

Faits saillants par secteur géographique

	Pour les trimestres terminés les			Pour les périodes de neuf mois terminées les	
	31 juillet 2009	30 avril 2009	31 juillet 2008	31 juillet 2009	31 juillet 2008
<i>(non vérifié) (en millions de dollars)</i>					
Bénéfice net par secteur géographique					
Canada	650 \$	395 \$	606 \$	1 406 \$	1 670 \$
États-Unis	111	55	40	189	127
Mexique	48	41	97	146	238
Autres pays	340	455	325	1 354	939
Redressements du siège social	(218)	(74)	(58)	(450)	(149)
Bénéfice net¹⁾	931 \$	872 \$	1 010 \$	2 645 \$	2 825 \$
Actif moyen <i>(en milliards de dollars)</i>					
Canada	338 \$	336 \$	291 \$	334 \$	289 \$
États-Unis	38	43	29	44	29
Mexique	18	20	20	20	20
Autres pays	107	114	107	113	99
Redressements du siège social	5	6	10	7	10
	506 \$	519 \$	457 \$	518 \$	447 \$

1) Avec prise d'effet au quatrième trimestre de 2008, la présentation de la rentabilité des secteurs a été modifiée et le bénéfice net est désormais présenté plutôt que le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires. Les chiffres des périodes antérieures ont été retraités.

Chiffres clés pour les trimestres

	Pour les trimestres terminés les							
	31 juillet 2009	30 avril 2009	31 janv. 2009	31 oct. 2008	31 juillet 2008	30 avril 2008	31 janv. 2008	31 oct. 2007
Total des revenus <i>(en millions de dollars)</i>	3 775 \$	3 596 \$	3 351 \$	2 491 \$	3 374 \$	3 172 \$	2 839 \$	3 078 \$
Total des revenus (BMEF ¹⁾) <i>(en millions de dollars)</i>	3 843	3 673	3 421	2 586	3 477	3 272	2 957	3 294
Bénéfice net <i>(en millions de dollars)</i>	931	872	842	315	1 010	980	835	954
Bénéfice de base par action <i>(en dollars)</i>	0,87	0,81	0,80	0,28	0,99	0,97	0,83	0,95
Bénéfice dilué par action <i>(en dollars)</i>	0,87	0,81	0,80	0,28	0,98	0,97	0,82	0,95

1) Se reporter à l'analyse des mesures non conformes aux PCGR à la page 5.

Données sur les actions

	Au 31 juillet 2009
<i>(en milliers d'actions en circulation)</i>	
Actions ordinaires	1 020 432 ¹⁾
Actions privilégiées Série 12	12 000 ²⁾
Actions privilégiées Série 13	12 000 ³⁾
Actions privilégiées Série 14	13 800 ⁴⁾
Actions privilégiées Série 15	13 800 ⁵⁾
Actions privilégiées Série 16	13 800 ⁶⁾
Actions privilégiées Série 17	9 200 ⁷⁾
Actions privilégiées Série 18	13 800 ⁸⁾⁹⁾
Actions privilégiées Série 20	14 000 ⁸⁾¹⁰⁾
Actions privilégiées Série 22	12 000 ⁸⁾¹¹⁾
Actions privilégiées Série 24	10 000 ⁸⁾¹²⁾
Actions privilégiées Série 26	13 000 ⁸⁾¹³⁾
Actions privilégiées Série 28	11 000 ⁸⁾¹⁴⁾
Titres fiduciaires Série 2000-1 émis par Fiducie de Capital Scotia	500 ¹⁵⁾
Titres fiduciaires Série 2002-1 émis par Fiducie de Capital Banque Scotia	750 ¹⁶⁾
Titres fiduciaires Série 2003-1 émis par Fiducie de Capital Banque Scotia	750 ¹⁶⁾
Titres fiduciaires Série 2006-1 émis par Fiducie de Capital Banque Scotia	750 ¹⁶⁾
Titres fiduciaires Série 2009-1 émis par Fiducie de catégorie 1 (Tier 1) Banque Scotia	650 ¹⁶⁾
Billets secondaires de la Fiducie Banque Scotia – Série A, émis par la Fiducie de billets secondaires Banque Scotia	1 000 ¹⁶⁾
Options en cours attribuées aux termes des régimes d'options sur actions pour l'achat d'actions ordinaires	24 359 ¹⁾¹⁷⁾

1) Au 14 août 2009, le nombre d'actions ordinaires en circulation et le nombre d'options en cours se chiffraient respectivement à 1 020 445 et à 24 344. Le nombre des autres titres de ce tableau demeure inchangé.

2) Ces actions donnent droit à un dividende trimestriel en espèces privilégié non cumulatif de 0,328125 \$ par action.

3) Ces actions donnent droit à un dividende trimestriel en espèces privilégié non cumulatif de 0,30 \$ par action.

4) Ces actions donnent droit à un dividende trimestriel en espèces privilégié non cumulatif de 0,28125 \$ par action.

5) Ces actions donnent droit à un dividende trimestriel en espèces privilégié non cumulatif de 0,28125 \$ par action.

6) Ces actions donnent droit à un dividende trimestriel en espèces privilégié non cumulatif de 0,328125 \$ par action.

7) Ces actions donnent droit à un dividende trimestriel en espèces privilégié non cumulatif de 0,35 \$ par action.

8) Ces actions privilégiées sont assorties de caractéristiques de conversion.

9) Ces actions donnent droit à un dividende trimestriel en espèces privilégié non cumulatif. Les dividendes qui seront déclarés au cours de la période initiale de cinq ans se terminant le 25 avril 2013, lorsque de tels dividendes seront déclarés, le cas échéant, seront de 0,3125 \$ par action. À l'issue de la période initiale de cinq ans à taux fixe, ainsi que tous les cinq ans par la suite, les dividendes seront calculés au moyen du rendement sur cinq ans offert par les effets du gouvernement du Canada, majoré de 2,05 %, cette somme étant multipliée par 25,00 \$.

10) Ces actions donnent droit à un dividende trimestriel en espèces privilégié non cumulatif. Les dividendes qui seront déclarés au cours de la période initiale de cinq ans se terminant le 25 octobre 2013, lorsque de tels dividendes seront déclarés, le cas échéant, seront de 0,3125 \$ par action. À l'issue de la période à taux fixe initiale de cinq ans, ainsi que tous les cinq ans par la suite, les dividendes seront calculés au moyen du rendement sur cinq ans offert par les effets du gouvernement du Canada, majoré de 1,70 %, cette somme étant multipliée par 25,00 \$.

11) Ces actions donnent droit à un dividende trimestriel en espèces privilégié non cumulatif. Le dividende initial a été versé le 28 janvier 2009 et s'est établi à 0,4829 \$ par action. Les dividendes qui seront déclarés au cours de la période initiale de cinq ans se terminant le 25 janvier 2014, lorsque de tels dividendes seront déclarés, le cas échéant, seront de 0,3125 \$ par action. À l'issue de la période à taux fixe initiale de cinq ans, ainsi que tous les cinq ans par la suite, les dividendes seront calculés au moyen du rendement sur cinq ans offert par les effets du gouvernement du Canada, majoré de 1,88 %, cette somme étant multipliée par 25,00 \$.

12) Ces actions donnent droit à un dividende trimestriel en espèces privilégié non cumulatif. Le dividende initial a été versé le 28 avril 2009 et s'est établi à 0,5865 \$ par action. Les dividendes qui seront déclarés au cours de la période initiale de cinq ans se terminant le 25 janvier 2014, lorsque de tels dividendes seront déclarés, le cas échéant, seront de 0,3906 \$ par action. À l'issue de la période à taux fixe initiale de cinq ans, ainsi que tous les cinq ans par la suite, les dividendes seront calculés au moyen du rendement sur cinq ans offert par les effets du gouvernement du Canada, majoré de 3,84 %, cette somme étant multipliée par 25,00 \$.

13) Ces actions donnent droit à un dividende trimestriel en espèces privilégié non cumulatif. Le dividende initial a été versé le 28 avril 2009 et s'est établi à 0,41524 \$ par action. Les dividendes qui seront déclarés au cours de la période initiale de cinq ans se terminant le 25 avril 2014, lorsque de tels dividendes seront déclarés, le cas échéant, seront de 0,390625 \$ par action. À l'issue de la période à taux fixe initiale de cinq ans, ainsi que tous les cinq ans par la suite, les dividendes seront calculés au moyen du rendement sur cinq ans offert par les effets du gouvernement du Canada, majoré de 4,14 %, cette somme étant multipliée par 25,00 \$.

14) Ces actions donnent droit à un dividende trimestriel en espèces privilégié non cumulatif. Le dividende initial a été versé le 28 avril 2009 et s'est établi à 0,37671 \$ par action. Les dividendes qui seront déclarés au cours de la période initiale de cinq ans se terminant le 25 avril 2014, lorsque de tels dividendes seront déclarés, le cas échéant, seront de 0,390625 \$ par action. À l'issue de la période à taux fixe initiale de cinq ans, ainsi que tous les cinq ans par la suite, les dividendes seront calculés au moyen du rendement sur cinq ans offert par les effets du gouvernement du Canada, majoré de 4,46 %, cette somme étant multipliée par 25,00 \$.

15) Présentés dans les obligations au titre des instruments de capitaux propres au bilan consolidé.

16) Présentés dans les dépôts au bilan consolidé.

17) Comprend 19 433 options d'achat d'actions assorties de droits à la plus-value des actions (« composante DPV »).

On trouvera plus de renseignements, y compris les caractéristiques de convertibilité, aux notes 13, 14 et 17 des états financiers consolidés du 31 octobre 2008 publiés dans le Rapport annuel 2008, et à la note 8 figurant à la page 29 du présent rapport.

État consolidé des résultats

	Pour les trimestres terminés les			Pour les périodes de neuf mois terminées les	
	31 juillet 2009	30 avril 2009	31 juillet 2008	31 juillet 2009	31 juillet 2008
<i>(non vérifié) (en millions de dollars)</i>					
Revenu d'intérêts					
Prêts	3 182 \$	3 369 \$	3 888 \$	10 688 \$	11 511 \$
Titres	1 319	1 198	1 193	3 385	3 561
Titres pris en pension	97	99	170	352	603
Dépôts auprès d'autres banques	89	119	249	417	828
	4 687	4 785	5 500	14 842	16 503
Frais d'intérêts					
Dépôts	1 805	2 111	2 904	6 668	8 930
Débitures subordonnées	78	69	50	210	110
Obligations au titre des instruments de capitaux propres	10	9	10	28	28
Autres	618	509	590	1 707	1 802
	2 511	2 698	3 554	8 613	10 870
Revenu d'intérêts net	2 176	2 087	1 946	6 229	5 633
Dotation à la provision pour pertes sur créances (note 5)	554	489	159	1 324	423
Revenu d'intérêts net après la dotation à la provision pour pertes sur créances	1 622	1 598	1 787	4 905	5 210
Autres revenus					
Revenus sur cartes	104	105	102	322	290
Services de dépôt et de paiement	229	225	225	685	640
Fonds communs de placement	104	63	83	247	239
Services de gestion des placements, de courtage et de fiducie	185	172	196	535	571
Commissions de crédit	218	203	164	606	437
Revenus de transaction	387	235	150	802	229
Services de banque d'investissement	233	221	193	741	527
Gain net (perte nette) sur les titres détenus à des fins autres que de transaction	(155)	(133)	90	(432)	169
Autres	294	418	225	987	650
	1 599	1 509	1 428	4 493	3 752
Revenu d'intérêts net et autres revenus	3 221	3 107	3 215	9 398	8 962
Frais autres que d'intérêts					
Salaires et avantages sociaux	1 093	1 024	1 068	3 247	3 051
Locaux et technologie ¹⁾	382	379	361	1 149	1 035
Communications	86	89	82	265	237
Publicité et prospection	66	68	77	212	224
Honoraires	47	53	55	154	168
Taxe d'affaires et taxe sur le capital	47	39	40	136	92
Autres frais ¹⁾	238	234	206	692	545
	1 959	1 886	1 889	5 855	5 352
Bénéfice avant les éléments ci-dessous	1 262	1 221	1 326	3 543	3 610
Charge d'impôts	303	319	287	812	689
Participation sans contrôle dans le bénéfice net des filiales	28	30	29	86	96
Bénéfice net	931 \$	872 \$	1 010 \$	2 645 \$	2 825 \$
Dividendes versés sur les actions privilégiées	49	51	32	137	75
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	882 \$	821 \$	978 \$	2 508 \$	2 750 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation <i>(en millions)</i>					
De base	1 017	1 014	989	1 010	986
Dilué	1 020	1 016	994	1 013	993
Bénéfice par action ordinaire <i>(en dollars)</i>²⁾					
De base	0,87 \$	0,81 \$	0,99 \$	2,48 \$	2,79 \$
Dilué	0,87 \$	0,81 \$	0,98 \$	2,48 \$	2,77 \$
Dividendes par action ordinaire <i>(en dollars)</i>	0,49 \$	0,49 \$	0,49 \$	1,47 \$	1,43 \$

Certains chiffres correspondants ont été reclassés pour qu'ils soient conformes à la présentation de la période écoulée.

1) Il y a lieu de se reporter à la note 1 pour connaître les modifications de conventions comptables afférentes à l'écart d'acquisition et aux actifs incorporels.

2) Le bénéfice par action est exprimé en dollars et il est fondé sur le nombre d'actions.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

Bilan consolidé

		Aux		
	31 juillet	30 avril	31 octobre	31 juillet
<i>(non vérifié) (en millions de dollars)</i>	2009	2009	2008	2008
Actif				
Liquidités				
Trésorerie et dépôts sans intérêt auprès d'autres banques	3 308 \$	2 919 \$	2 574 \$	2 914 \$
Dépôts portant intérêt auprès d'autres banques	21 516	27 340	32 318	25 701
Métaux précieux	4 897	3 690	2 426	4 281
	29 721	33 949	37 318	32 896
Titres				
Détenus à des fins de transaction	59 624	61 107	48 292	56 016
Disponibles à la vente (note 3)	63 395	47 555	38 823	34 314
Placements comptabilisés à la valeur de consolidation	3 417	3 449	920	853
	126 436	112 111	88 035	91 183
Titres pris en pension	14 166	14 838	19 451	17 774
Prêts				
Prêts hypothécaires à l'habitation	98 334	110 672	115 084	113 830
Prêts aux particuliers et sur cartes de crédit	53 706	52 847	50 719	48 971
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	108 054	124 248	125 503	111 921
	260 094	287 767	291 306	274 722
Provision pour pertes sur créances (note 5)	2 982	2 828	2 626	2 477
	257 112	284 939	288 680	272 245
Autres				
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	10 941	11 801	11 969	11 497
Instruments dérivés	31 943	39 250	44 810	23 504
Terrains, bâtiments et matériel ¹⁾	2 372	2 443	2 449	2 305
Écart d'acquisition	2 875	2 845	2 273	2 134
Autres actifs incorporels ¹⁾	541	549	521	524
Autres actifs	9 749	10 842	12 119	8 345
	58 421	67 730	74 141	48 309
	485 856 \$	513 567 \$	507 625 \$	462 407 \$
Passif et capitaux propres				
Dépôts				
Particuliers	123 996 \$	125 308 \$	118 919 \$	112 872 \$
Entreprises et administrations publiques	189 120	195 021	200 566	191 239
Banques	20 612	26 531	27 095	28 358
	333 728	346 860	346 580	332 469
Autres				
Acceptations	10 941	11 801	11 969	11 497
Obligations relatives aux titres mis en pension	36 013	42 407	36 506	29 116
Obligations relatives aux titres vendus à découvert	13 840	14 608	11 700	11 765
Instruments dérivés	36 155	41 292	42 811	22 981
Autres passifs	24 804	26 296	31 063	28 725
Participation sans contrôle dans les filiales	520	536	502	455
	122 273	136 940	134 551	104 539
Débtures subordonnées (note 6)	5 958	6 359	4 352	3 538
Obligations au titre des instruments de capitaux propres (note 7)	500	500	500	500
Capitaux propres				
Capital-actions				
Actions privilégiées (note 8)	3 710	3 710	2 860	2 560
Actions ordinaires	4 768	4 629	3 829	3 728
Bénéfices non répartis	19 561	19 179	18 549	18 784
Cumul des autres éléments du résultat étendu (note 9)	(4 642)	(4 610)	(3 596)	(3 711)
	23 397	22 908	21 642	21 361
	485 856 \$	513 567 \$	507 625 \$	462 407 \$

Certains chiffres correspondants ont été reclassés pour qu'ils soient conformes à la présentation de la période écoulée.

1) Il y a lieu de se reporter à la note 1 pour connaître les modifications de conventions comptables afférentes à l'écart d'acquisition et aux actifs incorporels.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

État consolidé de la variation des capitaux propres

	Pour les périodes de neuf mois terminées les	
	31 juillet 2009	31 juillet 2008
<i>(non vérifié) (en millions de dollars)</i>		
Actions privilégiées		
Solde au début de la période	2 860 \$	1 635 \$
Émissions	850	925
Solde à la fin de la période	3 710	2 560
Actions ordinaires		
Solde au début de la période	3 829	3 566
Émissions	939	163
Rachats aux fins d'annulation	–	(1)
Solde à la fin de la période	4 768	3 728
Bénéfices non répartis		
Solde au début de la période	18 549	17 460
Bénéfice net	2 645	2 825
Dividendes : actions privilégiées	(137)	(75)
actions ordinaires	(1 489)	(1 411)
Rachats d'actions	–	(6)
Autres	(7)	(9)
Solde à la fin de la période	19 561	18 784
Cumul des autres éléments du résultat étendu		
Solde au début de la période	(3 596)	(3 857)
Autres éléments du résultat étendu	(1 046)	146
Solde à la fin de la période	(4 642)	(3 711)
Total des capitaux propres à la fin de la période	23 397 \$	21 361 \$

État consolidé du résultat étendu

	Pour les trimestres terminés les		Pour les périodes de neuf mois terminées les	
	31 juillet 2009	31 juillet 2008	31 juillet 2009	31 juillet 2008
<i>(non vérifié) (en millions de dollars)</i>				
Résultat étendu				
Bénéfice net	931 \$	1 010 \$	2 645 \$	2 825 \$
Autres éléments du résultat étendu, déduction faite des impôts sur le bénéfice (note 9)				
Variation nette des pertes de change non réalisées	(1 428)	193	(1 877)	993
Variation nette des gains non réalisés (pertes non réalisées) sur les titres disponibles à la vente	1 258	(243)	821	(513)
Variation nette des gains (pertes) sur les instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	138	69	10	(334)
Autres éléments du résultat étendu	(32)	19	(1 046)	146
Résultat étendu	899 \$	1 029 \$	1 599 \$	2 971 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

État consolidé condensé des flux de trésorerie

	Pour les trimestres terminés les		Pour les périodes de neuf mois terminées les	
	31 juillet 2009	31 juillet 2008	31 juillet 2009	31 juillet 2008
Provenance (affectation) des flux de trésorerie (non vérifié) (en millions de dollars)				
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation				
Bénéfice net	931 \$	1 010 \$	2 645 \$	2 825 \$
Ajustements visant à déterminer les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	877	208	1 775	424
Intérêts courus nets à recevoir et à payer	155	14	(59)	247
Titres détenus à des fins de transaction	668	6 511	(12 533)	4 980
Actifs dérivés	5 281	2 477	10 941	1 592
Passifs dérivés	(2 898)	(1 134)	(4 491)	(4 542)
Autres, montant net	(4 166)	2 924	(7 926)	4 396
	848	12 010	(9 648)	9 922
Flux de trésorerie liés aux activités de financement				
Dépôts	(812)	7 903	1 330	29 240
Obligations relatives aux titres mis en pension	(5 808)	1 196	633	(416)
Obligations relatives aux titres vendus à découvert	(657)	(3 301)	2 333	(4 637)
Déventures subordonnées émises	-	-	2 000	2 194
Déventures subordonnées rachetées	(342)	(425)	(342)	(425)
Actions privilégiées émises	-	350	600	925
Actions ordinaires émises	137	82	434	145
Actions ordinaires remboursées/rachetées aux fins d'annulation	-	(7)	-	(7)
Dividendes versés en espèces	(548)	(517)	(1 626)	(1 486)
Autres, montant net	245	309	(2 119)	1 258
	(7 785)	5 590	3 243	26 791
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement				
Dépôts portant intérêt auprès d'autres banques	4 015	845	6 854	(776)
Titres pris en pension	342	(2 229)	4 570	5 458
Prêts, à l'exclusion des titrisations	57	(16 290)	(9 093)	(38 623)
Titrisations de prêts	2 008	892	11 189	2 584
Titres détenus à des fins autres que de transaction	1 120	(147)	(4 415)	(3 051)
Terrains, bâtiments et matériel, déduction faite des cessions	(17)	(53)	(144)	(208)
Autres, montant net ¹⁾	(39)	(376)	(1 604)	(1 457)
	7 486	(17 358)	7 357	(36 073)
Incidence des fluctuations des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	(160)	31	(218)	136
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	389	273	734	776
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	2 919	2 641	2 574	2 138
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période ²⁾	3 308 \$	2 914 \$	3 308 \$	2 914 \$
Décaissements effectués au titres des éléments suivants :				
Intérêts	2 699 \$	3 627 \$	9 162 \$	10 851 \$
Impôts sur le bénéfice	262 \$	199 \$	981 \$	953 \$

Certains chiffres correspondants ont été reclassés pour qu'ils soient conformes à la présentation de la période écoulée.

1) Pour le trimestre et la période de neuf mois terminés le 31 juillet 2009, comprend des placements dans des filiales, déduction faite d'un montant de 4 \$ et 4 \$ respectivement au titre de la trésorerie et des équivalents de trésorerie à la date d'acquisition (néant et 37 \$ respectivement au 31 juillet 2008), d'un montant de néant et de 500 \$ respectivement au titre de la contrepartie autre qu'en espèces constituée d'actions ordinaires nouvellement émises (néant et néant respectivement au 31 juillet 2008) et d'un montant de néant et de 250 \$ respectivement au titre des actions privilégiées à dividende non cumulatif (néant et néant respectivement au 31 juillet 2008).

2) Représente la trésorerie et les dépôts sans intérêt auprès d'autres banques.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires (non vérifié)

Les présents états financiers consolidés intermédiaires ont été dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus (les « PCGR ») du Canada. Ils doivent être lus parallèlement aux états financiers consolidés de l'exercice terminé le 31 octobre 2008. Les principales conventions comptables qui ont servi à établir ces états financiers consolidés intermédiaires sont conformes à celles que la Banque a utilisées dans l'établissement des états financiers consolidés vérifiés de fin d'exercice, à l'exception de ce qui est indiqué à la note 1.

1. Modifications de conventions comptables

Écarts d'acquisition et actifs incorporels

Le 1^{er} novembre 2008, la Banque a adopté une nouvelle norme comptable, « Écarts d'acquisition et actifs incorporels ». Par suite de l'adoption de cette nouvelle norme, certains coûts liés aux logiciels qui étaient auparavant comptabilisés dans les terrains, bâtiments et matériel sont désormais inscrits dans les autres actifs incorporels au bilan consolidé. Par conséquent, un montant de 239 millions de dollars qui était comptabilisé au poste « Terrains, bâtiments et matériel » au 31 octobre 2008 (237 millions de dollars au 31 juillet 2008) a été reclassé au poste « Autres actifs incorporels ». La charge d'amortissement connexe qui était auparavant inscrite au poste « Locaux et technologie » de la section « Frais autres que d'intérêts » de

l'état consolidé des résultats est désormais comptabilisée au poste « Autres » de cette même section. Par conséquent, un montant de 7 millions de dollars pour le trimestre terminé le 31 juillet 2008 (19 millions de dollars pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2008) a été retiré du poste « Locaux et technologie » de la section « Frais autres que d'intérêts » et reclassé dans le poste « Autres » de cette même section.

Les modifications de conventions comptables de l'exercice précédent sont décrites à la note 1 afférente aux états financiers consolidés vérifiés de l'exercice 2008 de la Banque.

2. Modifications futures aux conventions comptables

La section qui suit résume les modifications futures de conventions comptables qui auront une incidence sur les états financiers consolidés de la Banque.

Perte de valeur et classement des actifs financiers

En août 2009, l'Institut Canadien des Comptables Agréés (« ICCA ») a modifié le chapitre 3855, « Instruments financiers – comptabilisation et évaluation », à des fins d'harmonisation avec les normes internationales portant sur les pertes de valeur des titres de créance. Les modifications adoptent la définition des prêts et créances énoncée dans les Normes internationales d'information financière. Par conséquent, certains titres de créance non négociés sur un marché actif peuvent être classés dans les prêts et évalués au coût après amortissement. Les pertes de valeur des titres de créance classés dans les prêts seront évaluées et comptabilisées selon le modèle de la perte sur prêt subie. Ces modifications entreront en vigueur pour la Banque à compter du quatrième trimestre de 2009 et elles seront appliquées de façon rétroactive à partir du 1^{er} novembre 2008. La Banque procède actuellement à l'évaluation des conséquences de l'adoption de ces modifications.

Informations à fournir sur les instruments financiers

En juin 2009, l'ICCA a publié des modifications au chapitre « Instruments financiers – informations à fournir » pour y ajouter de nouvelles informations à fournir sur les instruments financiers de manière à ce qu'elles répondent aux nouvelles exigences en matière d'informations à fournir aux termes des normes internationales. Ces modifications prévoient une nouvelle obligation d'information s'appliquant aux instruments comptabilisés à la juste valeur, selon que cette juste valeur est déterminée au moyen des cours en vigueur sur des marchés actifs (niveau 1), au moyen de modèles s'appuyant sur des données autres que des données de marché observables (niveau 2), ou au moyen de modèles s'appuyant sur des données autres que les données du marché observables (niveau 3). Ces modifications entreront en vigueur pour la Banque au quatrième trimestre de 2009.

Normes internationales d'information financière (« IFRS »)

Le Conseil des normes comptables (le « CNC ») du Canada a déterminé que les entreprises à but lucratif ayant une obligation publique de rendre des comptes seront tenues d'adopter les Normes internationales d'information financière. Ces entreprises devront appliquer les IFRS plutôt que les PCGR du Canada. En ce qui a trait à la Banque, les IFRS s'appliqueront aux états financiers des périodes intermédiaires et exercices ouverts à compter du 1^{er} novembre 2011, y compris l'établissement et la présentation de chiffres comparatifs pour l'exercice précédent. La Banque procède actuellement à l'évaluation des conséquences du passage aux IFRS. Il est impossible de déterminer l'incidence des IFRS sur les états financiers consolidés de la Banque dans une mesure raisonnable à l'heure actuelle, étant donné que les normes comptables et les interprétations devraient changer d'ici l'adoption.

3. Titres

Le tableau qui suit présente une analyse des gains et des pertes non réalisés sur les titres disponibles à la vente :

	31 juillet 2009				31 octobre 2008			
	Coût ¹⁾	Gains bruts non réalisés	Pertes brutes non réalisées	Juste valeur	Coût ¹⁾	Gains bruts non réalisés	Pertes brutes non réalisées	Juste valeur
(en millions de dollars)								
Titres de créance du gouvernement du Canada ²⁾	32 019 \$	817 \$	128 \$	32 708 \$	9 662 \$	232 \$	1 \$	9 893 \$
Titres de créance d'administrations publiques provinciales et municipales canadiennes	1 159	16	1	1 174	14	–	–	14
Titres de créance du Trésor américain et d'autres administrations publiques américaines	1 050	6	18	1 038	2 178	12	14	2 176
Autres titres de créance d'administrations publiques étrangères	7 316	338	62	7 592	6 983	226	124	7 085
Obligations de pays désignés à marché naissant	294	182	1	475	334	140	5	469
Autres titres de créance	18 539	308	1 386	17 461	17 398	69	1 492	15 975
Actions privilégiées	569	15	135	449	598	5	64	539
Actions ordinaires	2 404	185	91	2 498	2 884	134	346	2 672
Total des titres disponibles à la vente	63 350 \$	1 867 \$	1 822 \$	63 395 \$	40 051 \$	818 \$	2 046 \$	38 823 \$

1) Le coût lié aux titres de créance correspond au coût après amortissement.

2) Comprend des obligations hypothécaires du Canada, des titres adossés à des créances hypothécaires LNH canadiennes et des droits conservés relativement aux activités de titrisation de prêts hypothécaires de la Banque.

Le gain net non réalisé sur les titres disponibles à la vente totalisant 45 millions de dollars (perte de 1 228 millions de dollars au 31 octobre 2008) passe à une perte nette non réalisée de 117 millions de dollars (perte de 1 320 millions de dollars au 31 octobre 2008) lorsqu'on tient compte de la juste

valeur nette des instruments dérivés et des autres montants visés par les opérations de couverture qui sont associés à ces titres. La perte nette non réalisée sur les titres disponibles à la vente est comptabilisée dans le cumul des autres éléments du résultat étendu.

4. Cession de prêts par titrisation

La Banque titrise des prêts hypothécaires à l'habitation par la création de titres adossés à des créances hypothécaires. Aucune perte sur créance n'est prévue, les prêts hypothécaires étant assurés. Pour le trimestre terminé le 31 juillet 2009, la moyenne pondérée des hypothèses clés utilisées aux fins de l'évaluation de la juste valeur aux dates des opérations de titrisation correspond à un taux de remboursement par anticipation de 21 %, à une marge excédentaire de 1,2 % et à un taux d'actualisation de 1,3 %. Le tableau qui suit présente les cessions réalisées par la Banque :

	Pour les trimestres terminés les			Pour les périodes de neuf mois terminées les	
	31 juillet 2009	30 avril 2009	31 juillet 2008	31 juillet 2009	31 juillet 2008
(en millions de dollars)					
Produit net en espèces ¹⁾	2 008 \$	4 418 \$	892 \$	11 189 \$	2 584 \$
Droits conservés	62	225	32	457	85
Passif de gestion	(13)	(24)	(5)	(66)	(15)
Prêts hypothécaires à l'habitation titrisés ²⁾	2 057	4 619	919	11 580	2 654
Gain net (perte nette) sur la cession ³⁾	51 \$	199 \$	19 \$	327 \$	57 \$

1) Compte non tenu des prêts hypothécaires assurés de 16 852 \$ pour le trimestre terminé le 31 juillet 2009 (1 382 \$ pour le trimestre terminé le 30 avril 2009; 157 \$ pour le trimestre terminé le 31 juillet 2008) et de 18 345 \$ pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2009 (2 063 \$ pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2008) qui ont été titrisés et conservés par la Banque, déduction faite des ventes ultérieures. Au 31 juillet 2009, le solde des titres adossés à des créances hypothécaires s'élevait à 20 288 \$, et ces actifs ont été classés dans les titres disponibles à la vente.

2) Compte tenu des ventes de titres adossés à des créances hypothécaires au cours de la période à l'étude qui visaient des prêts hypothécaires à l'habitation titrisés par la Banque au cours de périodes antérieures mais qui avaient été conservés par la Banque à ce moment. Pour le trimestre et la période de neuf mois terminés le 31 juillet 2009, celles-ci se sont élevées respectivement à 273 millions de dollars et à 2 126 millions de dollars (1 635 millions de dollars pour le trimestre terminé le 30 avril 2009; 317 millions de dollars pour le trimestre terminé le 31 juillet 2008; et 918 millions de dollars pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2008).

3) Déduction faite des frais d'émission.

5. Prêts douteux et provision pour pertes sur créances

a) Prêts douteux

	Aux				
	31 juillet 2009	30 avril 2009	31 octobre 2008	31 juillet 2009	31 octobre 2008
(en millions de dollars)					
	Montant brut	Provision spécifique ¹⁾	Montant net	Montant net	Montant net
Par type de prêt					
Prêts hypothécaires à l'habitation	1 006 \$	245 \$	761 \$	649 \$	432 \$
Prêts aux particuliers et sur cartes de crédit	967	642	325	296	84
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	2 020	597	1 423	1 234	675
Total	3 993 \$	1 484 \$	2 509 \$	2 179 \$	1 191 \$
Par pays					
Canada			763 \$	746 \$	354 \$
États-Unis			228	191	80
Autres pays			1 518	1 242	757
Total			2 509 \$	2 179 \$	1 191 \$

1) La provision spécifique pour les prêts douteux évaluée sur une base individuelle totalisait 594 \$ (503 \$ au 30 avril 2009; 462 \$ au 31 octobre 2008).

b) Provision pour pertes sur créances

Au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2009, la Banque a constitué une provision sectorielle de 60 millions de dollars à l'égard des prêts dans le secteur de l'automobile. Le ralentissement au sein de ce secteur s'est poursuivi au cours du trimestre à l'étude, comme en témoignent l'augmentation du nombre de défaillances et l'abaissement des cotes de crédit affichées pour les sociétés de ce secteur. Au cours du troisième trimestre, un montant de 12 millions de dollars a été reclassé dans la provision spécifique. La provision sectorielle vient s'ajouter à la provision spécifique et à la provision générale.

La provision générale est constituée par la Banque à l'égard du portefeuille de prêts de ses principaux secteurs d'activité lorsque cette dernière juge, à la suite d'un examen prudent fondé sur l'expérience et sur la conjoncture économique actuelle et l'état du portefeuille, qu'il est probable que des

pertes soient survenues mais que celles-ci ne peuvent être liées à un prêt en particulier.

Lorsqu'un secteur ou une région géographique en particulier est aux prises avec une situation défavorable ou avec des perturbations de sa conjoncture économique, il peut se révéler nécessaire de constituer une provision pour pertes sur créances supplémentaire à l'égard d'un groupe de prêts même si les prêts individuels composant ce groupe sont toujours classés dans les prêts productifs. Ces provisions sont considérées comme sectorielles et elles sont constituées à l'égard de pertes qui ne sont pas expressément désignées, lorsque ces pertes ne sont pas suffisamment couvertes par la provision générale. Le montant des provisions est calculé en tenant compte de la probabilité de défaut, de la perte en cas de défaut et de l'exposition prévue en cas de défaut.

(en millions de dollars)	Pour les trimestres terminés les			Pour les périodes de neuf mois terminées les	
	31 juillet 2009	30 avril 2009	31 juillet 2008	31 juillet 2009	31 juillet 2008
Solde au début de la période	2 836 \$	2 714 \$	2 498 \$	2 634 \$	2 252 \$
Radiations	(377)	(397)	(218)	(1 057)	(602)
Recouvrements	52	48	52	159	154
Dotation à la provision pour pertes sur créances	554	489	159	1 324	423
Autres, y compris le redressement de change	(78)	(18)	(6)	(73)	258
Solde à la fin de la période ¹⁾²⁾³⁾	2 987 \$	2 836 \$	2 485 \$	2 987 \$	2 485 \$

1) Au 31 juillet 2009, comprenait un montant de 9 \$ au titre de la provision spécifique et un montant de néant au titre de la provision générale relativement à l'acquisition d'une nouvelle filiale (néant et néant respectivement au 30 avril 2009; 143 \$ et 25 \$ respectivement au 31 juillet 2008), montants qui pourraient changer au terme de l'évaluation des actifs liés aux prêts acquis.

2) Au 31 juillet 2009, 5 \$ étaient inscrits au poste « Autres passifs » (8 \$ au 30 avril 2009; 8 \$ au 31 juillet 2008).

3) Au 31 juillet 2009, la provision sectorielle pour pertes sur créances se chiffrait à 48 \$ (60 \$ au 30 avril 2009; néant au 31 juillet 2008) et la provision générale pour pertes sur créances se chiffrait à 1 450 \$ (1 350 \$ au 30 avril 2009; 1 323 \$ au 30 avril 2008).

6. Débentures subordonnées

a) Des débentures subordonnées d'un montant total de 1 milliard de dollars ont été émises le 22 janvier 2009 et elles arriveront à échéance le 22 janvier 2021. Les intérêts sur ces débentures sont payables semestriellement à terme échu, le 22^e jour de janvier et de juillet, au taux annuel de 6,65 % jusqu'au 22 janvier 2016. Du 22 janvier 2016 à l'échéance, les intérêts sont payables trimestriellement à terme échu à compter du 22 avril 2016 à un taux annuel égal au taux des acceptations bancaires de 90 jours majoré de 5,85 %. Ces débentures subordonnées sont remboursables en tout temps par la Banque, sous réserve de l'approbation des autorités de réglementation. Les débentures subordonnées sont admissibles dans le capital de catégorie 2B.

b) Des débentures subordonnées d'un montant total de 1 milliard de dollars ont été émises le 15 avril 2009 et arriveront à échéance le 15 avril 2019. Les intérêts sur ces débentures sont payables semestriellement à terme échu à partir du 15 octobre

2009, au taux annuel de 4,94 % jusqu'au 15 avril 2014. Du 15 avril 2014 à l'échéance, les intérêts sont payables trimestriellement à terme échu à compter du 15 juillet 2014 à un taux annuel égal au taux des acceptations bancaires de 90 jours majoré de 4,24 %. Ces débentures subordonnées sont remboursables en tout temps par la Banque, sous réserve de l'approbation des autorités de réglementation. Les débentures subordonnées sont admissibles dans le capital de catégorie 2B.

c) Le 12 mai 2009, la Banque a remboursé la totalité de ses débentures subordonnées à 5,75 % échéant le 12 mai 2014, d'un montant de 325 millions de dollars, à la valeur nominale majorée des intérêts courus et impayés à la date du rachat.

d) Le 22 juin 2009, la Banque a racheté une tranche de 14 millions de dollars US de ses débentures subordonnées à taux variable échéant en août 2085.

7. Obligations au titre des instruments de capitaux propres, titres fiduciaires et billet secondaires

Le 7 mai 2009, la Fiducie de catégorie 1 (Tier 1) Banque Scotia a émis 650 000 titres de catégorie 1 (Tier 1) Banque Scotia série 2009-1 (les « Scotia BaTS III série 2009-1 »). Ces titres font partie du capital de catégorie 1. Les intérêts sont payables semestriellement à terme échu le dernier jour de juin et de décembre jusqu'au 30 juin 2019 et s'élèvent à 39,01 \$ par Scotia BaTS III série 2009-1. À compter du 30 juin 2019 et à chaque cinquième anniversaire de cette date par la suite jusqu'au 30 juin 2104, le taux d'intérêt sur les Scotia BaTS III

série 2009-1 sera rajusté à un taux d'intérêt annuel correspondant au rendement des obligations du Canada à ce moment, majoré de 7,05 %. Le premier paiement d'intérêt a été effectué le 30 juin 2009 et s'est élevé à un montant de 11,54 \$ par Scotia BaTS III série 2009-1. À compter du 30 juin 2014, la Fiducie pourra, à son gré et sous réserve de l'approbation préalable du surintendant des institutions financières du Canada, racheter les Scotia BaTS III série 2009-1, en totalité ou en partie. Dans certaines

circonstances, les Scotia BaTS III série 2009-1 seront échangés d'office contre des actions privilégiées à dividende non cumulatif de la Banque. En outre, dans certaines circonstances, les porteurs de Scotia BaTS III série 2009-1 seront tenus d'investir l'intérêt en espèces payé sur ceux-ci dans des actions privilégiées dans un cas de report de la Banque.

Le produit de l'émission a été affecté à l'acquisition du billet de dépôt de la Banque série 2009-1. Si les Scotia BaTS sont

échangés d'office contre des actions privilégiées, la Banque deviendra le seul bénéficiaire de la Fiducie.

La Fiducie de catégorie 1 (Tier 1) Banque Scotia est une structure d'accueil et elle n'est pas consolidée par la Banque, étant donné que la Banque n'en est pas le principal bénéficiaire. Ces titres sont présentés dans le bilan consolidé à titre de billets de dépôt émis par la Banque à l'intention de la Fiducie de catégorie 1 (Tier 1) Banque Scotia.

8. Gestion du capital

La Banque s'est donné un cadre de gestion du capital afin de mesurer, d'utiliser et de surveiller son capital disponible et d'en évaluer la suffisance. Les objectifs et pratiques du cadre de gestion du capital de la Banque sont les mêmes que ceux qui étaient définis en date du 31 octobre 2008.

Ratios de capital réglementaire

Les deux principaux ratios de capital réglementaire servant à évaluer la suffisance du capital, soit le ratio du capital de catégorie 1 et le ratio du capital total, sont obtenus en divisant ces composantes du capital par l'actif pondéré en fonction du risque. L'actif pondéré en fonction du risque correspond à l'exposition de la Banque au risque de crédit, au risque de

marché et au risque opérationnel. Il est obtenu au moyen de l'application d'une combinaison de mesures internes du risque de crédit de la Banque et des pondérations en fonction du risque prescrites par le Bureau du surintendant des institutions financières du Canada (le « BSIF ») à l'exposition au risque d'éléments inscrits au bilan ou hors bilan.

Les ratios minimum de capital réglementaire prescrits par le BSIF sont de 7 %, dans le cas du capital de catégorie 1, et de 10 %, dans le cas du capital total. La Banque dépassait largement ces seuils minimum en date du 31 juillet 2009. Le BSIF a aussi prescrit un ratio actif/capital et la Banque respectait ce seuil au 31 juillet 2009.

Le capital réglementaire de la Banque se compose du capital de catégorie 1, qui est davantage permanent, et du capital de catégorie 2. Ce capital se présente comme suit :

	Aux		
	31 juillet 2009	30 avril 2009	31 octobre 2008
<i>(non vérifié) (en millions de dollars)</i>			
Capitaux propres présentés dans le bilan consolidé	23 397 \$	22 908 \$	21 642 \$
Composantes du cumul des autres éléments du résultat étendu exclues du capital de catégorie 1			
Obligations au titre des instruments de capitaux propres – titres fiduciaires	558	1 735	1 220
Participation sans contrôle dans les filiales	3 400	2 750	2 750
Déduction au titre de l'écart d'acquisition	520	536	502
Autres déductions du capital ¹⁾	(2 875)	(2 845)	(2 273)
Capital de catégorie 1	(1 938)	(1 951)	(578)
Capital de catégorie 1	23 062	23 133	23 263
Déventures subordonnées admissibles, déduction faite de l'amortissement	5 908	6 309	4 227
Billets de fiducie secondaires	1 000	1 000	1 000
Autres éléments de capital, montant net ²⁾	(1 801)	(1 832)	(643)
Capital de catégorie 2	5 107	5 477	4 584
Capital réglementaire total	28 169	28 610	27 847
Total de l'actif pondéré en fonction du risque	221 494 \$	241 837 \$	250 591 \$
Ratios de capital			
Ratio du capital de catégorie 1	10,4 %	9,6 %	9,3 %
Ratio du capital total	12,7 %	11,8 %	11,1 %
Ratio actif/capital	16,6 x	17,3 x	18,0 x

1) Comprend 50 % de tous les placements dans certaines sociétés définies ainsi que d'autres éléments.

2) Comprend 50 % de tous les placements dans certaines sociétés définies ainsi que d'autres éléments et 100 % des placements dans des sociétés d'assurance, moins la provision admissible pour pertes sur créances.

Opérations importantes portant sur les capitaux propres

a) Au cours du troisième trimestre de 2008, la Banque a lancé une offre publique de rachat dans le cours normal des activités visant le rachat d'au plus 20 millions d'actions ordinaires de la Banque. Ce rachat représentait environ 2 % des actions ordinaires de la Banque en circulation au 30 avril 2008. L'offre s'est terminée le 11 janvier 2009.

b) Le 12 décembre 2008, la Banque a émis 14 450 867 actions ordinaires au prix de 34,60 \$ l'action dans le cadre de l'acquisition de CI Financial Corp. (« CI Financial »). Il y a lieu de se reporter à la note 13 pour obtenir plus de détails.

c) Des actions privilégiées à taux ajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif série 24 d'un montant total de 250 millions de dollars ont été émises le 12 décembre 2008 dans le cadre de l'acquisition de CI Financial. Ces actions donnent droit à un dividende trimestriel fixe en espèces privilégié non cumulatif de 0,3906 \$ par action, lorsqu'un tel dividende sera déclaré, le cas échéant, au cours de la première période de taux fixe de cinq ans se terminant le 25 janvier 2014. Le dividende initial a été versé le 28 avril 2009 et s'est établi à 0,5865 \$ par action. Après la première période de taux fixe de cinq ans, et après ajustement apporté tous les cinq ans par la suite, les

dividendes seront déterminés par la somme du taux du gouvernement du Canada sur cinq ans et de 3,84 %, multipliée par 25,00 \$. Les détenteurs d'actions privilégiées série 24 auront le droit de convertir leurs actions en un nombre égal d'actions privilégiées série 25 à dividende non cumulatif et à taux variable le 26 janvier 2014 et chaque 26 janvier tous les cinq ans par la suite. Les actions privilégiées série 25 donnent droit à un dividende en espèces privilégié non cumulatif à taux variable, lorsqu'un tel dividende sera déclaré, le cas échéant, d'un montant par action égal à la somme du taux des bons du Trésor et de 3,84 %, multipliée par 25,00 \$. Si la Banque détermine que les choix reçus de se prévaloir de cette option de conversion auront pour résultat que le nombre d'actions privilégiées série 24 émises et en circulation deviendra inférieur à 1 million d'actions à la date prévue de conversion des actions privilégiées série 24, la totalité des actions privilégiées série 24 émises et en circulation seront automatiquement converties à cette date en un nombre équivalent d'actions privilégiées série 25. Sous réserve de l'approbation écrite du surintendant des institutions financières du Canada, les actions privilégiées série 24 et, s'il y a lieu, les actions privilégiées série 25 peuvent être rachetées par la Banque. Ces actions sont rachetables au prix de 25,00 \$ l'action le 26 janvier 2014 ainsi qu'à chaque cinquième anniversaire de cette date par la suite. À toute autre date à compter du 26 janvier 2014, les actions privilégiées série 25 pourront être rachetées au prix de 25,00 \$ l'action majoré d'une prime versée au rachat de 0,50 \$ par action. Ces actions privilégiées font partie du capital de catégorie 1.

d) Des actions privilégiées à taux ajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif série 26 d'une valeur totale de 325 millions de dollars ont été émises le 21 janvier 2009. Ces actions donnent droit à un dividende trimestriel fixe en espèces privilégié non cumulatif de 0,390625 \$ par action, lorsqu'un tel dividende sera déclaré, le cas échéant, au cours de la première période de taux fixe de cinq ans se terminant le 25 avril 2014. Le dividende initial a été versé le 28 avril 2009 et s'est établi à 0,41524 \$ par action. Après la première période de taux fixe de cinq ans, et après ajustement apporté tous les cinq ans par la suite, les dividendes seront déterminés par la somme du taux du gouvernement du Canada sur cinq ans et de 4,14 %, multipliée par 25,00 \$. Les détenteurs d'actions privilégiées série 26 auront le droit de convertir leurs actions en un nombre égal d'actions privilégiées série 27 à dividende non cumulatif et à taux variable le 26 avril 2014 et chaque 26 avril tous les cinq ans par la suite. Les actions privilégiées série 27 donnent droit à un dividende en espèces privilégié non cumulatif à taux variable, lorsqu'un tel dividende sera déclaré, le cas échéant, d'un montant par action égal à la somme du taux des bons du Trésor et de 4,14 %, multipliée par 25,00 \$. Si la Banque détermine que les choix reçus de se prévaloir de cette option de conversion auront pour résultat que le nombre d'actions privilégiées série 26 émises et en circulation deviendra inférieur à 1 million d'actions à la date prévue de conversion

des actions privilégiées série 26, la totalité des actions privilégiées série 26 émises et en circulation seront automatiquement converties à cette date en un nombre équivalent d'actions privilégiées série 27. Sous réserve de l'approbation écrite du surintendant des institutions financières du Canada, les actions privilégiées série 26 et, s'il y a lieu, les actions privilégiées série 27 peuvent être rachetées par la Banque. Ces actions sont rachetables au prix de 25,00 \$ l'action le 26 avril 2014 ainsi qu'à chaque cinquième anniversaire de cette date par la suite. À toute autre date à compter du 26 avril 2014, les actions privilégiées série 27 pourront être rachetées au prix de 25,00 \$ l'action majoré d'une prime versée au rachat de 0,50 \$ par action. Ces actions privilégiées font partie du capital de catégorie 1.

e) Des actions privilégiées à taux ajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif série 28 d'une valeur totale de 275 millions de dollars ont été émises le 30 janvier 2009. Ces actions donnent droit à un dividende trimestriel fixe en espèces privilégié non cumulatif de 0,390625 \$ par action, lorsqu'un tel dividende sera déclaré, le cas échéant, au cours de la première période de taux fixe de cinq ans se terminant le 25 avril 2014. Le dividende initial a été versé le 28 avril 2009 et s'est établi à 0,37671 \$ par action. Après la première période de taux fixe de cinq ans, et après ajustement apporté tous les cinq ans par la suite, les dividendes seront déterminés par la somme du taux du gouvernement du Canada sur cinq ans et de 4,46 %, multipliée par 25,00 \$. Les détenteurs d'actions privilégiées série 28 auront le droit de convertir leurs actions en un nombre égal d'actions privilégiées série 29 à dividende non cumulatif et à taux variable le 26 avril 2014 et chaque 26 avril tous les cinq ans par la suite. Les actions privilégiées série 29 donnent droit à un dividende en espèces privilégié non cumulatif à taux variable, lorsqu'un tel dividende sera déclaré, le cas échéant, d'un montant par action égal à la somme du taux des bons du Trésor et de 4,46 %, multipliée par 25,00 \$. Si la Banque détermine que les choix reçus de se prévaloir de cette option de conversion auront pour résultat que le nombre d'actions privilégiées série 28 émises et en circulation deviendra inférieur à 1 million d'actions à la date prévue de conversion des actions privilégiées série 28, la totalité des actions privilégiées série 28 émises et en circulation seront automatiquement converties à cette date en un nombre équivalent d'actions privilégiées série 29. Sous réserve de l'approbation écrite du surintendant des institutions financières du Canada, les actions privilégiées série 28 et, s'il y a lieu, les actions privilégiées série 29 peuvent être rachetées par la Banque. Ces actions sont rachetables au prix de 25,00 \$ l'action le 26 avril 2014 ainsi qu'à chaque cinquième anniversaire de cette date par la suite. À toute autre date à compter du 26 avril 2014, les actions privilégiées série 29 pourront être rachetées au prix de 25,00 \$ l'action majoré d'une prime versée au rachat de 0,50 \$ par action. Ces actions privilégiées font partie du capital de catégorie 1.

9. Cumul des autres éléments du résultat étendu

Les composantes du cumul des autres éléments du résultat étendu au 31 juillet 2009 et des autres éléments du résultat étendu pour la période de neuf mois terminée à cette date se sont établies comme suit :

Cumul des autres éléments du résultat étendu

Aux dates indiquées et pour les périodes de neuf mois terminées à ces dates

	Solde d'ouverture	Variation nette	Solde de fermeture	Solde d'ouverture	Variation nette	Solde de fermeture
	31 octobre 2008		31 juillet 2009	31 octobre 2007		31 juillet 2008
<i>(en millions de dollars)</i>						
Gains de change non réalisés (pertes de change non réalisées), déduction faite des activités de couverture	(2 181)\$	(1 877)\$	(4 058)¹⁾\$	(4 549)\$	993 \$	(3 556) ¹⁾ \$
Gains non réalisés (pertes non réalisées) sur les titres disponibles à la vente, déduction faite des activités de couverture	(949)	821	(128)²⁾	639	(513)	126 ²⁾
Gains (pertes) sur les instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	(466)	10	(456)³⁾	53	(334)	(281) ³⁾
Cumul des autres éléments du résultat étendu	(3 596)\$	(1 046)\$	(4 642) \$	(3 857)\$	146 \$	(3 711) \$

1) Déduction faite d'une charge d'impôts cumulative de 636 \$ (charge de 546 \$ au 31 juillet 2008).

2) Déduction faite d'une charge d'impôts cumulative de 11 \$ (charge de 81 \$ au 31 juillet 2008).

3) Déduction faite d'une économie d'impôts cumulative de 192 \$ (économie de 132 \$ au 31 juillet 2008).

Autres éléments du résultat étendu

Le tableau qui suit présente un sommaire des variations des composantes des autres éléments du résultat étendu.

	Pour les trimestres terminés les		Pour les périodes de neuf mois terminées les	
	31 juillet 2009	31 juillet 2008	31 juillet 2009	31 juillet 2008
<i>(en millions de dollars)</i>				
Variation nette des pertes de change non réalisées				
Gains de change non réalisés (pertes de change non réalisées), montant net ¹⁾	(2 053)\$	279 \$	(2 576)\$	1 602 \$
Gains (pertes) sur les couvertures d'investissements nets dans des établissements étrangers autonomes, montant net ²⁾	625	(86)	699	(609)
	(1 428)	193	(1 877)	993
Variation nette des gains non réalisés (pertes non réalisées) sur les titres disponibles à la vente				
Gains non réalisés (pertes non réalisées) sur les titres disponibles à la vente, montant net ³⁾	1 040	(213)	735	(356)
Reclassement des (gains nets) pertes nettes dans le bénéfice net ⁴⁾	218	(30)	86	(157)
	1 258	(243)	821	(513)
Variation nette des gains (pertes) sur les instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie				
Gains (pertes) sur les instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie, montant net ⁵⁾	134	187	(165)	487
Reclassement des (gains nets) pertes nettes dans le bénéfice net ⁶⁾	4	(118)	175	(821)
	138	69	10	(334)
Autres éléments du résultat étendu	(32)\$	19 \$	(1 046)\$	146 \$

1) Déduction faite d'une charge d'impôts de néant.

2) Déduction faite d'une charge d'impôts de 201 \$ et de 318 \$ respectivement pour le trimestre et la période de neuf mois terminés le 31 juillet 2009 (économie de 28 \$ et charge de 119 \$ respectivement pour les périodes correspondantes terminées le 31 juillet 2008).

3) Déduction faite de charges d'impôts de 372 \$ et de 308 \$ respectivement pour le trimestre et la période de neuf mois terminés le 31 juillet 2009 (économie de 83 \$ et de 187 \$ respectivement pour les périodes correspondantes terminées le 31 juillet 2008).

4) Déduction faite d'une économie d'impôts de 80 \$ et de 74 \$ respectivement pour le trimestre et la période de neuf mois terminés le 31 juillet 2009 (charge de 22 \$ et de 70 \$ respectivement pour les périodes correspondantes terminées le 31 juillet 2008).

5) Déduction faite d'une charge d'impôt de 42 \$ et d'une économie de 46 \$ respectivement pour le trimestre et la période de neuf mois terminés le 31 juillet 2009 (charge de 85 \$ et de 223 \$ respectivement pour les périodes correspondantes terminées le 31 juillet 2008).

6) Déduction faite d'une économie d'impôt de 5 \$ et de 72 \$ respectivement pour le trimestre et la période de neuf mois terminés le 31 juillet 2009 (charge de 54 \$ et de 380 \$ respectivement pour les périodes correspondantes terminées le 31 juillet 2008).

10. Instruments financiers

Gestion du risque

Les principales activités commerciales de la Banque donnent lieu à un bilan composé essentiellement d'instruments financiers. En outre, la Banque utilise les instruments financiers dérivés tant à des fins de transaction qu'à des fins de gestion de l'actif et du passif. Les principaux risques financiers découlant de la transaction d'instruments financiers comprennent le risque de crédit, le risque d'illiquidité et le risque de marché. Le cadre de gestion du risque élaboré par la Banque pour contrôler, évaluer et gérer ces risques est le même que celui qui était en place au 31 octobre 2008.

a) Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une perte soit subie si un emprunteur ou une contrepartie n'honore pas ses engagements financiers ou contractuels envers la Banque.

Expositions au risque de crédit

Les expositions au risque de crédit présentées ci-dessous sont fondées sur l'approche conforme à l'accord de Bâle II appliquée par la Banque. Tous les portefeuilles canadiens, américains et européens d'une importance significative sont soumis à l'approche avancée fondée sur les notations internes (l'« approche NI avancée »), tandis que l'approche standard est appliquée aux autres portefeuilles, y compris à d'autres portefeuilles à l'étranger. Aux termes de l'approche NI avancée, la Banque utilise des paramètres estimatifs internes du risque fondés sur des données historiques.

Aux termes de l'approche standard, le risque de crédit est estimé selon les pondérations de risque définies par l'accord de Bâle II, soit en fonction des évaluations du crédit effectuées par des agences de notation externes, soit en fonction du type de contrepartie en ce qui a trait aux expositions autres qu'envers les prêts aux particuliers et du type de produit pour les expositions envers les prêts aux particuliers.

Exposition en cas de défaut¹⁾

Aux	31 juillet 2009			30 avril 2009	31 octobre 2008
(en millions de dollars)	Approche NI avancée ²⁾	Approche standard	Total	Total	Total
Par sous-catégorie d'exposition					
Prêts autres qu'aux particuliers²⁾					
Montants prélevés ³⁾	135 464 \$	64 082 \$	199 546 \$	211 663 \$	208 494 \$
Engagements non prélevés	52 943	3 272	56 215	58 257	64 870
Autres expositions ⁴⁾	65 644	2 195	67 839	77 397	87 713
Total – prêts autres qu'aux particuliers	254 051	69 549	323 600	347 317	361 077
Prêts aux particuliers					
Montants prélevés ⁵⁾	111 453	24 232	135 685	138 330	137 624
Engagements non prélevés	5 999	159	6 158	5 851	7 540
Total – prêts aux particuliers	117 452	24 391	141 843	144 181	145 164
Total	371 503 \$	93 940 \$	465 443 \$	491 498 \$	506 241 \$

1) Après les mesures d'atténuation du risque de crédit, exclusion faite des titres de capitaux propres disponibles à la vente et des autres actifs.

2) Les expositions au titre des montants prélevés et des engagements non prélevés selon l'approche NI avancée pour les prêts autres qu'aux particuliers comprennent des prêts hypothécaires garantis par l'État de 40,7 milliards de dollars.

3) Les montants prélevés au titre des prêts autres qu'aux particuliers comprennent les prêts, les acceptations bancaires, les dépôts auprès d'autres banques et les titres de créance disponibles à la vente.

4) Comprend les instruments de crédit hors bilan tels que les lettres de crédit de soutien, les lettres de garantie, les titrisations, les instruments dérivés et les opérations de pension sur titres, déduction faite des garanties connexes.

5) Les montants prélevés au titre des prêts aux particuliers comprennent les prêts hypothécaires à l'habitation, les prêts sur cartes de crédit, les marges de crédit et les autres prêts personnels.

Qualité du crédit relative aux prêts autres qu'aux particuliers

Le portefeuille de prêts autres qu'aux particuliers de la Banque est bien diversifié par secteur. Au 31 juillet 2009, 79 % du portefeuille de prêts soumis à l'approche NI avancée était constitué de prêts évalués en interne selon une notation qui correspondrait, en règle générale, à une notation de première qualité de la part des agences de notation externes (78 % au 30 avril 2009). L'exposition liée au portefeuille de prêts soumis à l'approche standard, principalement dans les Antilles et en Amérique latine, se rapporte principalement à des contreparties dont la cote de solvabilité n'est pas de première qualité selon les systèmes de notation internes de la Banque. Les concentrations de risque de crédit n'ont subi aucune modification importante depuis le 31 octobre 2008.

Au 31 juillet 2009, le montant des prêts autres qu'aux particuliers en souffrance depuis plus de 30 jours autres que les prêts douteux s'élevait à 0,9 milliard de dollars (0,7 milliard de

dollars au 30 avril 2009), soit 0,8 % du total du portefeuille de prêts autres qu'aux particuliers (0,5 % au 30 avril 2009).

Qualité du crédit relative aux prêts aux particuliers

Les portefeuilles de prêts aux particuliers de la Banque se composent de prêts d'un montant relativement peu élevé à un grand nombre d'emprunteurs. Ces portefeuilles sont répartis dans tout le Canada ainsi que dans un grand nombre de pays. De par leur nature, ces portefeuilles sont donc très diversifiés. Au 31 juillet 2009, le montant des prêts aux particuliers en souffrance depuis plus de 30 jours autres que les prêts douteux s'élevait à 2,4 milliards de dollars (2,6 milliards de dollars au 30 avril 2009), dont une tranche de 71 % se rapportait à des prêts hypothécaires à l'habitation assurés et ordinaires (75 % au 30 avril 2009), soit 1,6 % du total du portefeuille de prêts aux particuliers (1,6 % au 30 avril 2009).

Portefeuille de prêts aux particuliers soumis à l'approche standard

Au 31 juillet 2009, le portefeuille de prêts aux particuliers soumis à l'approche standard se chiffrait à 25 milliards de dollars (36 milliards de dollars au 30 avril 2009) et se composait de prêts hypothécaires à l'habitation, de prêts personnels, de prêts sur cartes de crédit et de marges de crédit consentis à des particuliers, principalement aux Antilles et en Amérique latine. Une tranche 13 milliards de dollars (22 milliards de dollars au 30 avril 2009; 24 milliards de dollars au 31 octobre 2008) de l'exposition totale liée aux prêts aux particuliers soumis à l'approche standard se rapportait à des prêts hypothécaires et à des prêts garantis par des biens immeubles résidentiels, la plupart de ceux-ci ayant un ratio prêt/valeur de 80 % ou moins au moment de leur montage.

Garanties

Garanties détenues

Dans le cours normal de ses activités, la Banque obtient des garanties relativement à certaines opérations afin de réduire son exposition au risque de contrepartie. La Banque est habituellement autorisée à vendre ou à redonner en nantissement les garanties qu'elle reçoit selon les modalités habituelles et usuelles applicables aux activités normales visant des dérivés, aux activités d'emprunt et de prêt de titres et aux autres activités de prêt.

Échéances contractuelles

Le tableau qui suit présente les échéances contractuelles de certains des passifs financiers de la Banque.

Au 31 juillet 2009 (en millions de dollars)	Payables à à vue	Payables à préavis	Payables à terme fixe			Total
			Payables à moins de 1 an	Payables de 1 an à 5 ans	Payables à plus de 5 ans	
Dépôts	43 044 \$	60 527 \$	162 663 \$	61 268 \$	6 226 \$	333 728 \$
Déventures subordonnées			–	251	5 707	5 958
Obligations au titre des instruments de capitaux propres			–	–	500	500
Total	43 044 \$	60 527 \$	162 663 \$	61 519 \$	12 433 \$	340 186 \$
Au 30 avril 2009	38 740 \$	57 621 \$	183 120 \$	61 623 \$	12 615 \$	353 719 \$
Au 31 octobre 2008	37 157 \$	52 312 \$	186 818 \$	63 911 \$	11 234 \$	351 432 \$

Engagements de crédit

Dans le cours normal des activités, la Banque contracte des engagements de crédit qui représentent une promesse de rendre un crédit disponible à certaines conditions, sous forme de prêts ou d'autres instruments de crédit d'un montant et d'une durée déterminés. La plupart de ces engagements, qui ne sont pas reflétés dans le bilan consolidé, avaient une durée à courir jusqu'à l'échéance de moins de un an pour toutes les périodes présentées.

c) Risque de marché

Le risque de marché découle des fluctuations des prix et des taux du marché (notamment les taux d'intérêt, les écarts de taux, le cours des actions, les taux de change et le prix des marchandises), des corrélations entre ces éléments et de l'ampleur de leur volatilité.

Garanties données

Dans le cours normal de ses activités, la Banque donne en nantissement des titres et d'autres actifs afin de garantir des obligations, de participer à des systèmes de compensation ou de règlement ou encore d'exercer des activités à l'étranger. Au 31 juillet 2009, le total des actifs donnés en nantissement s'établissait à 49 milliards de dollars (56 milliards de dollars au 30 avril 2009; 45 milliards de dollars au 31 octobre 2008). Les opérations de nantissement d'actifs sont exécutées selon les modalités habituelles et usuelles applicables aux activités normales visant des dérivés, aux activités d'emprunt et de prêt de titres et aux autres activités de prêt.

b) Risque d'illiquidité

Le risque d'illiquidité désigne le risque que la Banque ne puisse remplir ses obligations financières dans les délais prévus, à un prix raisonnable. L'actif en actifs liquides de la Banque, qu'elle peut habituellement vendre ou donner en nantissement en vue d'honorer ses engagements, s'élevait à 134 milliards de dollars au 31 juillet 2009 (122 milliards de dollars au 30 avril 2009; 106 milliards de dollars au 31 octobre 2008), ce qui représentait 27 % du total de l'actif de la Banque (24 % au 30 avril 2009; 21 % au 31 octobre 2008).

Instruments dérivés

La Banque est exposée au risque d'illiquidité lorsqu'elle a recours à des instruments dérivés pour répondre aux besoins des clients, pour générer des revenus des activités de transaction, pour gérer les risques de marché et de crédit liés à ses activités d'octroi de prêts, de financement et de placement ainsi que pour réduire le coût de son capital. Au 31 juillet 2009, des instruments dérivés représentant 46 % de la valeur nominale de référence des instruments dérivés de la Banque (49 % au 30 avril 2009; 52 % au 31 octobre 2008) venaient à échéance à moins de un an, tandis que 86 % de ceux-ci venaient à échéance à moins de cinq ans (86 % au 30 avril 2009; 85 % au 31 octobre 2008).

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt, y compris le risque d'écart de taux, correspond au risque de perte imputable aux variations du degré, de la forme et de l'inclinaison de la courbe de rendement, à la volatilité des taux d'intérêt, aux taux de remboursement anticipé des prêts hypothécaires, aux variations du prix du crédit sur le marché et à la solvabilité d'un émetteur donné.

Sensibilité aux taux d'intérêt

Compte tenu des positions de la Banque en matière de taux d'intérêt, le tableau qui suit indique l'incidence possible après impôts sur le bénéfice net au cours des douze prochains mois et sur la valeur économique des capitaux propres de la Banque d'une hausse ou d'une baisse immédiate et durable de 100 points de base des taux d'intérêt, pour toutes les devises.

Aux <i>(en millions de dollars)</i>	31 juillet 2009						30 avril 2009		31 octobre 2008	
	Bénéfice net			Valeur économique des capitaux propres			Bénéfice net	Valeur économique des capitaux propres	Bénéfice net	Valeur économique des capitaux propres
	Dollar canadien	Autres devises	Total	Dollar canadien	Autres devises	Total				
Augmentation de 100 points de base	102 \$	40 \$	142 \$	(28)\$	(225)\$	(253)\$	196 \$	(148)\$	89 \$	(373)\$
Diminution de 100 points de base	(106)\$	(50)\$	(156)\$	(17)\$	253 \$	236 \$	(156) \$	194 \$	(100)\$	346 \$

Risque de change lié aux instruments détenus à des fins autres que de transaction

Le risque de change correspond au risque de perte découlant de la fluctuation des cours au comptant et des cours à terme et de la volatilité des taux de change.

En l'absence de couverture, au 31 juillet 2009, une hausse (baisse) de un pour cent du dollar canadien par rapport à toutes les devises dans lesquelles la Banque exerce ses activités aurait entraîné une diminution (augmentation) de son bénéfice annuel avant impôts d'environ 46 millions de dollars (37 millions de dollars au 30 avril 2009; 38 millions de dollars au 31 octobre 2008), principalement en raison de sa position en dollars américains. Au 31 juillet 2009, compte tenu des activités de couverture, une variation similaire du dollar canadien aurait donné lieu à une augmentation (diminution) d'environ 179 millions de dollars (190 millions

de dollars au 30 avril 2009; 174 millions de dollars au 31 octobre 2008) des pertes de change non réalisées dans le cumul des autres éléments du résultat étendu figurant dans les capitaux propres.

Risque sur actions

Le risque sur actions correspond au risque de perte découlant de fluctuations défavorables du cours des instruments de capitaux propres. La Banque est exposée au risque sur actions par l'intermédiaire de ses portefeuilles de placement de titres de capitaux propres disponibles à la vente. La juste valeur des titres de capitaux propres disponibles à la vente est présentée à la note 3.

Gestion du risque lié au portefeuille de transaction

Le risque de marché découlant des activités de transaction de la Banque peut être calculé à l'aide de la VAR et d'essais dans des conditions critiques. Le tableau ci-dessous présente la VAR de la Banque par facteur de risque :

VAR quotidienne par facteur de risque

<i>(en millions de dollars)</i>	Au 31 juillet 2009	Pour le trimestre terminé le 31 juillet 2009			Au 30 avril 2009	Au 31 octobre 2008
		Moyenne	Plafond	Plancher		
Taux d'intérêt	13,2 \$	15,5 \$	23,5 \$	10,9 \$	13,9 \$	23,8 \$
Capitaux propres	6,5	5,0	9,3	2,5	2,2	4,9
Change	3,1	2,3	3,7	1,1	2,5	1,7
Marchandises	4,4	3,2	4,4	2,2	2,4	3,4
Diversification	(13,2)	(10,5)	s/o	s/o	(5,6)	(7,3)
VAR à l'échelle de la Banque	14,0 \$	15,5 \$	22,6 \$	12,1 \$	15,4 \$	26,5 \$

Couvertures

Il existe trois principaux types de couvertures aux fins de la comptabilité : i) les couvertures de juste valeur, ii) les couvertures de flux de trésorerie et iii) les couvertures d'un investissement net.

Dans une couverture de juste valeur, la variation de la juste valeur du dérivé de couverture est contrebalancée dans l'état consolidé des résultats par la variation de la juste valeur de l'élément couvert ayant trait au risque couvert. La Banque utilise les

couvertures de juste valeur essentiellement pour convertir le taux fixe des actifs financiers et des passifs financiers en taux variable. Les principaux instruments financiers désignés dans une relation de couverture de juste valeur comprennent les actifs liés à des obligations, les prêts, les passifs dépôts et les débetures subordonnées.

Dans une couverture de flux de trésorerie, la variation de la juste valeur du dérivé de couverture est inscrite dans les autres

éléments du résultat étendu jusqu'à ce que l'élément couvert ait une incidence sur l'état consolidé des résultats. La Banque utilise des couvertures de flux de trésorerie essentiellement pour convertir le taux variable des passifs dépôts en taux fixe. Le reclassement du cumul des autres éléments du résultat étendu à l'état des résultats au cours des 12 prochains mois en raison des couvertures de flux de trésorerie en cours devrait donner lieu à une perte après impôts d'environ 220 millions de dollars (perte de 277 millions de dollars au 30 avril 2009; perte de 204 millions de dollars au 31 octobre 2008). Au 31 juillet 2009, la durée maximale des couvertures de flux de trésorerie en cours était inférieure à 10 ans (inférieure à 10 ans au 30 avril 2009; inférieure à 10 ans au 31 octobre 2008).

Toute inefficacité d'une couverture est évaluée et comptabilisée dans les résultats de la période en cours, dans l'état consolidé des résultats. La Banque a inscrit un gain de 40 millions de dollars au cours du trimestre terminé le 31 juillet 2009 (gain de 17 millions de dollars au cours du trimestre terminé le 31 juillet 2008), dont un gain de 26 millions de dollars (gain de 6 millions de dollars au cours du trimestre terminé le 31 juillet 2008) a trait aux couvertures de flux de trésorerie, en raison de la partie inefficace des couvertures désignées. La Banque a inscrit un gain de 88 millions de dollars pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2009 (gain de 14 millions de dollars pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2008), dont un gain de 35 millions de dollars (13 millions de dollars pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2008) a trait aux couvertures de flux de trésorerie. Lorsque la juste valeur ou les flux de trésorerie cessent d'être couverts, tout ajustement cumulatif de l'élément couvert ou des autres éléments du résultat étendu est constaté dans les résultats sur la durée résiduelle de la couverture initiale ou lorsque l'élément couvert est décomptabilisé.

Dans une couverture d'un investissement net, la variation de la juste valeur de l'instrument de couverture est inscrite directement dans les autres éléments du résultat étendu. Ces montants sont constatés dans les résultats lorsque les écarts de conversion correspondants attribuables à des établissements étrangers autonomes sont portés aux résultats. Les couvertures d'un investissement net n'ont pas donné lieu à la constatation d'un montant au titre de l'inefficacité.

Éléments désignés comme étant détenus à des fins de transaction

La Banque a choisi de désigner certains portefeuilles d'actifs et de passifs comme étant détenus à des fins de transaction. Ces deux éléments sont inscrits à leur juste valeur et les variations de cette juste valeur sont comptabilisées dans les résultats.

Dans le cadre de ses activités de transaction, la Banque transige des dérivés de crédit pour le compte de clients. La Banque peut acheter les prêts sous-jacents auprès d'un tiers pour couvrir économiquement son exposition aux dérivés. Par conséquent, la Banque réduit considérablement, voire élimine, la disparité de traitement en matière de comptabilisation entre les deux instruments. La juste valeur de ces prêts au 31 juillet 2009 s'établissait à 3,7 milliards de dollars (4,8 milliards de dollars au 30 avril 2009; 7,5 milliards de dollars au 31 octobre 2008). Pour le trimestre et la période de neuf mois terminés le 31 juillet 2009, les variations de la juste valeur qui ont été comptabilisées dans le revenu de transaction ont correspondu respectivement à un gain de 456 millions de dollars (perte de 5 millions de dollars pour le trimestre terminé le 31 juillet 2008) et à un gain de 684 millions

de dollars (perte de 232 millions de dollars pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2008). Ces variations de la juste valeur ont été essentiellement annulées par les variations de la juste valeur des dérivés de crédit connexes.

Dans le cadre de ses activités de transaction, la Banque achète des éléments d'actif de prêts dans des portefeuilles spécialement autorisés dont le rendement est évalué en fonction de la juste valeur. La juste valeur de ces prêts au 31 juillet 2009 s'établissait à 42 millions de dollars (60 millions de dollars au 30 avril 2009; 56 millions de dollars au 31 octobre 2008). Les variations de la juste valeur qui ont été comptabilisées dans le revenu de transaction pour le trimestre et la période de neuf mois terminés le 31 juillet 2009 ont correspondu respectivement à un gain de 11 millions de dollars (perte de moins de 1 million de dollars pour le trimestre terminé le 31 juillet 2008) et à un gain de 16 millions de dollars (perte de 3 millions de dollars pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2008).

La Banque a désigné certains titres de créance et de capitaux propres comme étant détenus à des fins de transaction afin de réduire la disparité de traitement en matière de comptabilisation entre ces actifs et les variations de la juste valeur des dérivés connexes. La juste valeur de ces titres détenus à des fins de transaction s'élevait à 4 802 millions de dollars au 31 juillet 2009 (5 408 millions de dollars au 30 avril 2009; 565 millions de dollars au 31 octobre 2008). Pour le trimestre et la période de neuf mois terminés le 31 juillet 2009, les variations de la juste valeur qui ont été comptabilisées dans le revenu de transaction et le revenu d'intérêts net ont correspondu respectivement à un gain de 10 millions de dollars (perte de 2 millions de dollars pour le trimestre terminé le 31 juillet 2008) et à un gain de 135 millions de dollars (perte de 13 millions de dollars pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2008).

La Banque a classé certains passifs au titre de billets de dépôt comportant des modalités de renouvellement comme étant détenus à des fins de transaction, afin de réduire considérablement la disparité de traitement en matière de comptabilisation entre ces passifs et les variations de la juste valeur des dérivés connexes. La juste valeur de ces passifs au 31 juillet 2009 s'établissait à 22 millions de dollars (12 millions de dollars au 30 avril 2009; 297 millions de dollars au 31 octobre 2008). Pour le trimestre et la période de neuf mois terminés le 31 juillet 2009, les variations de la juste valeur qui ont été comptabilisées dans le revenu d'intérêts net ont correspondu respectivement à une perte de moins de 1 million de dollars (gain de moins de 1 million de dollars pour le trimestre terminé le 31 juillet 2008) et à une perte de 2 millions de dollars (perte de 13 millions de dollars pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2008). Ces variations de la juste valeur, qui ont découlé principalement des fluctuations des taux d'intérêt, ont été en grande partie contrebalancées par les variations de la juste valeur des dérivés connexes. Au 31 juillet 2009, la Banque était tenue aux termes de contrats de verser 22 millions de dollars aux porteurs des billets à l'échéance (12 millions de dollars au 30 avril 2009; 295 millions de dollars au 31 octobre 2008).

Reclassement d'actifs financiers

La Banque a retiré certains actifs financiers non dérivés de la catégorie des instruments détenus à des fins de transaction pour les reclasser dans les titres disponibles à la vente en date du 1^{er} août 2008. Ces actifs se composaient d'actifs liés à des obligations d'une valeur de 303 millions de dollars et d'actions

privilégiées d'une valeur de 91 millions de dollars qui n'étaient plus négociés sur un marché actif et que la direction a l'intention de conserver dans un avenir prévisible. Au 31 juillet 2009, la juste valeur des actifs liés à des obligations et des actions privilégiées se chiffrait respectivement à 263 millions de dollars (285 millions de dollars au 30 avril 2009; 277 millions de dollars au 31 octobre 2008) et à 67 millions de dollars (77 millions de dollars au 30 avril 2009; 81 millions de dollars au 31 octobre 2008).

Le reclassement des actifs liés à des obligations a eu pour conséquence que la Banque a inscrit des gains avant impôts de 19 millions de dollars et de 16 millions de dollars respectivement

dans les autres éléments du résultat étendu relativement aux variations de la juste valeur de ces actifs au cours du trimestre et de la période de neuf mois terminés le 31 juillet 2009. Le reclassement des actions privilégiées a eu pour conséquence que la Banque a inscrit des gains avant impôts de 10 millions de dollars et de 8 millions de dollars respectivement dans les autres éléments du résultat étendu relativement aux variations de la juste valeur de ces actions au cours du trimestre et de la période de neuf mois terminés le 31 juillet 2009. Si ces reclassements n'avaient pas été effectués, ces gains auraient été inscrits à l'état consolidé des résultats.

11. Avantages sociaux futurs

Les avantages sociaux futurs comprennent les prestations de retraite et les avantages complémentaires de retraite, les avantages postérieurs à l'emploi et les absences et congés rémunérés. Le tableau suivant présente un sommaire des charges liées aux principaux régimes de la Banque¹⁾.

(en millions de dollars)	Trimestres terminés les			Périodes de neuf mois terminées les	
	31 juillet 2009	30 avril 2009	31 juillet 2008	31 juillet 2009	31 juillet 2008
Charges au titre des prestations constituées					
Régimes de retraite	– \$	(12)\$	– \$	(14)\$	2 \$
Autres régimes d'avantages sociaux	29	28	29	86	88
	29 \$	16 \$	29 \$	72 \$	90 \$

1) D'autres régimes administrés par certaines filiales de la Banque ne sont pas considérés comme importants et ne sont pas pris en compte dans les présentes données.

12. Résultats d'exploitation sectoriels

La Banque Scotia est une institution de services financiers diversifiée qui offre une vaste gamme de produits et de services financiers à ses clientèles privée et commerciale ainsi qu'aux grandes entreprises dans le monde entier. La Banque se divise en trois grandes unités d'exploitation, à savoir : Réseau canadien, Opérations internationales et Scotia Capitaux.

Les résultats de ces divisions se fondent sur les systèmes internes d'information financière de la Banque. Les conventions comptables qu'appliquent ces divisions sont généralement les mêmes que celles qui sont suivies dans

l'établissement des états financiers consolidés, tel qu'il en est fait mention à la note 1 afférente aux états financiers consolidés de 2008. La seule différence importante en matière de mesure comptable a trait au revenu d'intérêts net exonéré d'impôt dont la valeur est majorée en fonction d'une base de mise en équivalence fiscale avant impôts dans le cas des divisions en cause. Cette différence de mesure permet de comparer le revenu d'intérêts net imposable à celui qui est exonéré d'impôt.

Les résultats et les actifs de la Banque Scotia répartis entre ces divisions se sont établis comme suit :

Pour le trimestre terminé le 31 juillet 2009

Base de mise en équivalence fiscale (<i>en millions de dollars</i>)	Réseau canadien	Opérations internationales	Scotia Capitaux	Autres ¹⁾	Total
Revenu d'intérêts net ²⁾	1 212 \$	979 \$	423 \$	(438) \$	2 176 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	169	179	106	100	554
Autres revenus	593	296	681	29	1 599
Frais autres que d'intérêts	933	718	266	42	1 959
Charge d'impôts	203	38	262	(200)	303
Participation sans contrôle dans le bénéfice net des filiales	–	28	–	–	28
Bénéfice net ³⁾	500 \$	312 \$	470 \$	(351) \$	931 \$
Actif moyen (en milliards de dollars)	193 \$	87 \$	180 \$	46 \$	506 \$

Pour le trimestre terminé le 30 avril 2009

Base de mise en équivalence fiscale (<i>en millions de dollars</i>)	Réseau canadien	Opérations internationales	Scotia Capitaux	Autres ¹⁾	Total
Revenu d'intérêts net ²⁾	1 147 \$	959 \$	345 \$	(364) \$	2 087 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	188	115	159	27	489
Autres revenus	524	349	502	134	1 509
Frais autres que d'intérêts	899	729	231	27	1 886
Charge d'impôts	174	102	129	(86)	319
Participation sans contrôle dans le bénéfice net des filiales	–	30	–	–	30
Bénéfice net ³⁾	410 \$	332 \$	328 \$	(198) \$	872 \$
Actif moyen (en milliards de dollars)	191 \$	95 \$	189 \$	44 \$	519 \$

Pour le trimestre terminé le 31 juillet 2008

Base de mise en équivalence fiscale (<i>en millions de dollars</i>)	Réseau canadien	Opérations internationales	Scotia Capitaux	Autres ¹⁾	Total
Revenu d'intérêts net ²⁾	1 122 \$	847 \$	269 \$	(292) \$	1 946 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	99	56	4	–	159
Autres revenus	564	389	383	92	1 428
Frais autres que d'intérêts	914	698	254	23	1 889
Charge d'impôts	210	118	97	(138)	287
Participation sans contrôle dans le bénéfice net des filiales	–	29	–	–	29
Bénéfice net ³⁾	463 \$	335 \$	297 \$	(85) \$	1 010 \$
Actif moyen (en milliards de dollars)	177 \$	81 \$	162 \$	37 \$	457 \$

1) Comprend les résultats provenant de toutes les autres unités d'exploitation de moindre importance ainsi que les redressements du siège social, tels que l'élimination de la majoration du revenu exonéré d'impôt présentée dans le revenu d'intérêts net et la charge d'impôts pour les trimestres terminés le 31 juillet 2009 (68 \$), le 30 avril 2009 (77 \$) et le 31 juillet 2008 (103 \$), ainsi que pour les périodes de neuf mois terminées le 31 juillet 2009 (215 \$) et le 31 juillet 2008 (321 \$), pour parvenir aux montants présentés dans les états consolidés des résultats, les écarts entre les montants réels des coûts engagés et ceux imputés aux secteurs d'activité et l'incidence des titrisations.

2) Par le passé, les actifs et les passifs étaient établis aux fins des prix de cession interne aux prix du marché de gros. Au cours du premier trimestre de 2009, en raison de la conjoncture économique, la Banque a amélioré sa méthode d'établissement des prix de cession interne de manière à ce que des primes de liquidité soient comprises dans les coûts de financement attribués aux secteurs d'activité. Ce changement, sur une base nette, s'est soldé par une réduction du revenu d'intérêts net dans les trois principaux secteurs d'activité, laquelle a été contrebalancée par une diminution de la charge d'intérêts nette pour le secteur Autres. Les chiffres des périodes antérieures n'ont pas été retraités.

3) Avec prise d'effet au quatrième trimestre de 2008, la présentation de la rentabilité des secteurs a été modifiée et le bénéfice net est désormais présenté plutôt que le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires. Les chiffres des périodes antérieures ont été retraités.

Pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2009

Base de mise en équivalence fiscale (<i>en millions de dollars</i>)	Réseau canadien	Opérations internationales	Scotia Capitaux	Autres ¹⁾	Total
Revenu d'intérêts net ²⁾	3 505 \$	2 885 \$	1 106 \$	(1 267)\$	6 229 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	512	410	275	127	1 324
Autres revenus	1 673	1 116	1 549	155	4 493
Frais autres que d'intérêts	2 766	2 219	788	82	5 855
Charge d'impôts	552	254	494	(488)	812
Participation sans contrôle dans le bénéfice net des filiales	–	86	–	–	86
Bénéfice net ³⁾	1 348 \$	1 032 \$	1 098 \$	(833)\$	2 645 \$
Actif moyen (en milliards de dollars)	191 \$	92 \$	188 \$	47 \$	518 \$

Pour la période de neuf mois terminée 31 juillet 2008

Base de mise en équivalence fiscale (<i>en millions de dollars</i>)	Réseau canadien	Opérations internationales	Scotia Capitaux	Autres ¹⁾	Total
Revenu d'intérêts net ²⁾	3 164 \$	2 375 \$	789 \$	(695) \$	5 633 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	292	146	(15)	–	423
Autres revenus	1 620	1 054	806	272	3 752
Frais autres que d'intérêts	2 693	1 881	688	90	5 352
Charge d'impôts	541	347	179	(378)	689
Participation sans contrôle dans le bénéfice net des filiales	–	96	–	–	96
Bénéfice net ³⁾	1 258 \$	959 \$	743 \$	(135) \$	2 825 \$
Actif moyen (en milliards de dollars)	172 \$	77 \$	162 \$	36 \$	447 \$

- 1) Comprend les résultats provenant de toutes les autres unités d'exploitation de moindre importance ainsi que les redressements du siège social, tels que l'élimination de la majoration du revenu exonéré d'impôt présentée dans le revenu d'intérêts net et la charge d'impôts pour les trimestres terminés le 31 juillet 2009 (68 \$), le 30 avril 2009 (77 \$) et le 31 juillet 2008 (103 \$), ainsi que pour les périodes de neuf mois terminées le 31 juillet 2009 (215 \$) et le 31 juillet 2008 (321 \$), pour parvenir aux montants présentés dans les états consolidés des résultats, les écarts entre les montants réels des coûts engagés et ceux imputés aux secteurs d'activité et l'incidence des titrisations.
- 2) Par le passé, les actifs et les passifs étaient établis aux fins des prix de cession interne aux prix du marché de gros. Au cours du premier trimestre de 2009, en raison de la conjoncture économique, la Banque a amélioré sa méthode d'établissement des prix de cession interne de manière à ce que des primes de liquidité soient comprises dans les coûts de financement attribués aux secteurs d'activité. Ce changement, sur une base nette, s'est soldé par une réduction du revenu d'intérêts net dans les trois principaux secteurs d'activité, laquelle a été contrebalancée par une diminution de la charge d'intérêts nette pour le secteur Autres. Les chiffres des périodes antérieures n'ont pas été retraités.
- 3) Avec prise d'effet au quatrième trimestre de 2008, la présentation de la rentabilité des secteurs a été modifiée et le bénéfice net est désormais présenté plutôt que le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires. Les chiffres des périodes antérieures ont été retraités.

13. Acquisitions

Trimestres précédents

Le 3 février 2009, la Banque a acquis une participation supplémentaire de 24 % dans la Thanachart Bank, en Thaïlande, en contrepartie d'environ 270 millions de dollars, ce qui a fait passer la participation de la Banque dans cette dernière de 24,99 % à 49 %. Cette participation demeurera comptabilisée selon la méthode de la comptabilisation à la valeur de consolidation.

Le 12 décembre 2008, la Banque a mené à bien l'acquisition de la participation de 37,6 % de la Financière Sun Life Inc. dans CI Financial Income Fund, en contrepartie d'une somme d'environ 2,3 milliards de dollars. Cette contrepartie s'est composée d'un montant en espèces de 1,55 milliard de dollars, d'actions ordinaires d'une valeur de 500 millions de dollars et

d'actions privilégiées à dividende non cumulatif d'une valeur de 250 millions de dollars. Cette participation est comptabilisée selon la méthode de la comptabilisation à la valeur de consolidation.

Le 22 septembre 2008, la Banque a mené à bien l'acquisition de E*Trade Canada au moyen de l'acquisition de la totalité des actions en circulation de celle-ci, en contrepartie d'une somme en espèces d'environ 500 millions de dollars. Au cours du premier trimestre de 2009, la Banque a effectué la répartition du coût d'acquisition et elle a inscrit un écart d'acquisition de 430 millions de dollars et des actifs incorporels de 32 millions de dollars au bilan consolidé.

Service de dépôt direct

Les actionnaires qui le désirent peuvent faire déposer les dividendes qui leur sont distribués directement dans leurs comptes tenus par des institutions financières membres de l'Association canadienne des paiements. Il leur suffit, à cet effet, d'écrire à l'Agent de transfert.

Régime de dividendes et d'achat d'actions

Le régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions de la Banque Scotia permet aux porteurs d'actions ordinaires et privilégiées d'acquiescer d'autres actions ordinaires en réinvestissant leurs dividendes en espèces sans avoir à acquiescer les frais de courtage ou d'administration.

Les actionnaires admissibles ont également la possibilité d'affecter, au cours de chaque exercice, une somme ne dépassant pas 20 000 \$ à l'achat d'actions ordinaires supplémentaires de la Banque. Les titulaires de débetures subordonnées entièrement nominatives de la Banque peuvent également affecter aux mêmes fins le montant des intérêts perçus sur ces dernières. Tous les frais liés à la gestion du régime sont à la charge de la Banque.

Pour obtenir plus de renseignements sur le régime, il suffit de communiquer avec l'Agent de transfert.

Dates de paiement des dividendes pour 2009

Dates de clôture des registres et de paiement des dividendes déclarés sur les actions ordinaires et privilégiées, sous réserve de l'approbation du conseil d'administration.

Date de clôture des registres	Date de paiement
6 janvier	28 janvier
7 avril	28 avril
7 juillet	29 juillet
6 octobre	28 octobre

Date de l'assemblée générale annuelle pour l'exercice 2009

L'assemblée générale annuelle des actionnaires de la Banque pour l'exercice se terminant le 31 octobre 2009 aura lieu à St. John's (Terre-Neuve), le jeudi 8 avril 2010.

Envoi de documents en plusieurs exemplaires

À titre d'actionnaire, vous pouvez figurer plusieurs fois sur la liste d'envoi si vous êtes inscrit sous différents noms ou différentes adresses. Pour mettre fin à cette duplication, veuillez communiquer avec l'Agent de transfert afin que soient prises les dispositions nécessaires.

Site Web

Pour toute information concernant la Banque Scotia et ses services, vous pouvez visiter notre site Web : www.banquescotia.com.

Conférence téléphonique et diffusion sur le Web

La conférence téléphonique portant sur les résultats trimestriels, d'une durée d'environ une heure, aura lieu le 28 août 2009 à compter de 10 h HAE. Les parties intéressées peuvent suivre la conférence téléphonique, à titre d'auditeurs uniquement, en composant le 1-800-733-7571 (numéro sans frais), 5 à 15 minutes avant le début. La conférence téléphonique, accompagnée d'une présentation sur diapositives, sera également diffusée en direct sur le Web. Pour y accéder, cliquez sur le lien « Relations avec les investisseurs » du site www.banquescotia.com. La présentation des résultats par les dirigeants de la Banque Scotia sera suivie d'une période de questions. Les auditeurs sont invités à envoyer leurs questions par courriel, à l'adresse investor.relations@scotiabank.com.

Un enregistrement de la conférence téléphonique sera disponible du 28 août 2009 au 11 septembre 2009, au numéro de téléphone 416-640-1917, code 21312851, suivi du carré. Un enregistrement de la conférence diffusée sur le Web sera disponible pendant trois mois sur le site Web de la Banque Scotia.

RENSEIGNEMENTS**Investisseurs**

Les analystes financiers, les gestionnaires de portefeuilles et les autres investisseurs qui souhaitent obtenir de l'information financière concernant la Banque sont priés de communiquer avec le service Relations avec les investisseurs, Affaires financières :

Banque Scotia
Scotia Plaza
44, rue King Ouest
Toronto (Ontario) Canada M5H 1H1
Téléphone : 416-866-5982
Télécopieur : 416-866-7867
Courriel : investor.relations@scotiabank.com

Médias

Les demandes d'information des médias et les autres demandes de renseignements doivent être adressées au service Relations publiques, Affaires de la société et Affaires gouvernementales à l'adresse ci-dessus.

Téléphone : 416-866-3925
Télécopieur : 416-866-4988
Courriel : corpaff@scotiabank.com

Actionnaires

Pour obtenir des renseignements sur un changement d'inscription d'actions, un changement d'adresse, des dividendes, des transferts successoraux ou la perte de certificats d'actions, ou pour demander que cessent des envois multiples, veuillez vous adresser à l'Agent de transfert de la Banque :

Société de fiducie Computershare du Canada
100, avenue University, 9^e étage
Toronto (Ontario) Canada M5J 2Y1
Téléphone : 1-877-982-8767
Télécopieur : 1-888-453-0330
Courriel : service@computershare.com

Actionnaires (suite)

Coagent de transfert (États-Unis)
Computershare Trust Company, Inc.
250 Royall Street
Canton, MA 02021 U.S.A.
Téléphone : 1-800-962-4284

Pour toute autre demande de renseignements, les actionnaires sont priés de contacter les Affaires financières :

Banque Scotia
Scotia Plaza
44, rue King Ouest
Toronto (Ontario) Canada M5H 1H1
Téléphone : 416-866-4790
Télécopieur : 416-866-4048
Courriel : corporate.secretary@scotiabank.com

Quarterly Reports available in English

The Bank publishes its statements and Annual Report in both English and French, and makes every effort to provide them to Shareholders in the language of their choice. If you would prefer to receive shareholder communications in English, please contact Public, Corporate and Government Affairs, The Bank of Nova Scotia, Scotia Plaza, 44 King Street West, Toronto, Ontario, Canada, M5H 1H1. Please supply the mailing label you received, if possible, so we may adjust our records.

La Banque de Nouvelle-Écosse est une entreprise canadienne constituée avec responsabilité limitée.



^{MD} Marque déposée de La Banque de Nouvelle-Écosse.



Recyclé
Contribue à l'utilisation responsable
des ressources forestières

Cert no. SGS-COC-004339
www.fsc.org
© 1996 Forest Stewardship Council